l'unité

M 2805 - N° 553 - 8 F | L'hebdomadaire du Parti socialiste | 6 avril 1984



Sipa

SIDERURGIE: LA PASSION ET LA RAISON

Les décisions du gouvernement sur la sidérurgie ont été dures à prendre. Elles sont courageuses. Mais il faut maintenant réussir très vite la réindustrialisation de la Lorraine **(page 3)**

DONNEZ-NOUS NOTRE PAIN AUDIOVISUEL QUOTIDIEN...

Au-delà des clivages politiques tout le monde croit au câble et se félicite du plan gouvernemental... mais s'agit-il du même câble ? **(page 9)**

VOULEZ-VOUS CONNECTER AVEC MOI ?

Des agences de son, des régies publicitaires, des boîtes de conseils... une multitude de sociétés organisent la F.M.. "Je te donne des infos, tu me prends mes reportages". Il y a comme de la connexion entre les R.I.p. ... et comme une grosse "manip" politique de la droite **(page 10)**



« REGIONS MEURTRIES ET SACCAGEES »

FRANÇOIS MITTERRAND "MON PREMIER DEVOIR DE PRESIDENT"

PAR CLAUDE ESTIER

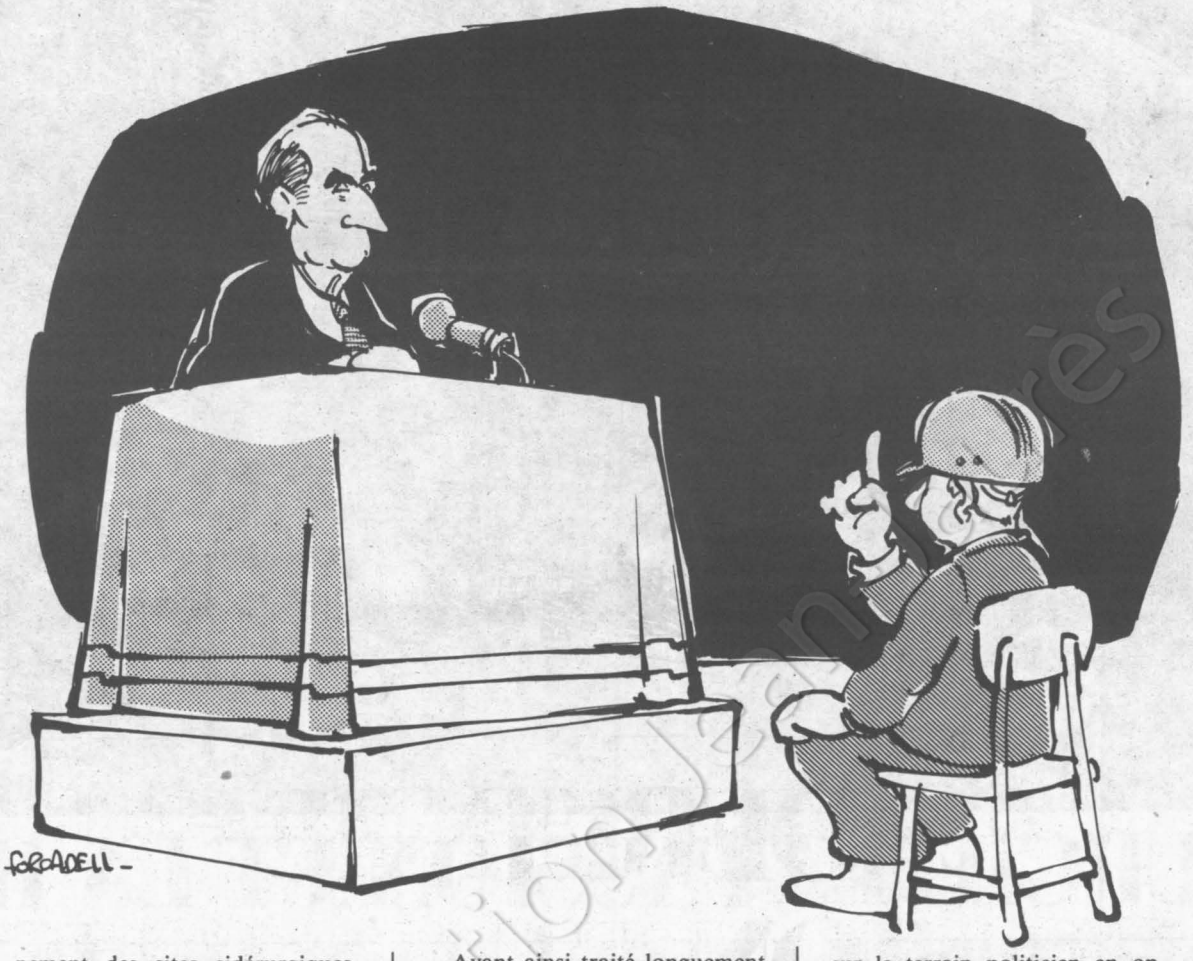
JAMAIS sans doute François Mitterrand, président de la République, ne s'est adressé aux Français sur un ton aussi grave et pour exprimer une telle résolution.

Parlant devant les journalistes, à l'heure où la Lorraine tout entière était mobilisée pour exprimer sa protestation, c'est à la Lorraine qu'il a consacré l'essentiel de son propos, à la Lorraine si durement touchée aujourd'hui par la nécessité de préparer l'industrie française à son avenir.

Parfaitement conscient de la colère qui s'est emparée des travailleurs de la sidérurgie, soulignant même qu'il la comprenait, le chef de l'Etat a voulu expliquer dans le détail les décisions gouvernementales sans esquiver, et on lui en saura gré, aucun des problèmes posés.

Ramené aux données essentielles, son raisonnement est difficilement contestable. Depuis 1966, cinq plans successifs mis en œuvre par les gouvernements précédents ont englouti dans la sidérurgie plus de 60 milliards en pure perte puisque dans le même temps 40 000 emplois ont été supprimés. De 1981 à 1983, le gouvernement de gauche a encore dépensé 17 milliards à quoi s'ajoute la perte des sociétés sidérurgiques : 10 milliards en 1983 et 10 autres milliards prévus pour 1984. Toute subvention étant interdite par la C.e.e. à partir de 1986 ou 1987 cela veut dire que si rien n'est fait, la sidérurgie coulera d'elle-même. D'où la nécessité absolue d'atteindre l'équilibre dans les prochaines années.

Cela est l'aspect financier. Mais un gouvernement de gauche ne peut pas ne pas se préoccuper en même temps de l'aspect social — les préretraites et les congés conversion feront que les 25 000 emplois supprimés ne se traduiront par aucun licenciement — et de l'aspect industriel par lequel le développement des sites sidérurgiques maintenus (27 à 30 milliards vont y être consacrés) et l'installation d'entreprises nouvelles dans les deux ans à venir permettront, en Lorraine particulièrement, les créations d'emplois nécessaires.



Vœu pieux, diront certains. Mais chacun a noté que le président de la République, il l'a répété plusieurs fois, assumait personnellement la responsabilité de ce plan, qu'il le considérait comme « le devoir qui passe avant tout autre » et comme constituant désormais son « action principale ». Des pouvoirs exceptionnels sont confiés au ministre de l'Industrie et de la Recherche Laurent Fabius pour mener à bien le plan de restructuration industrielle sous tous ces aspects avec la volonté de répondre sans délai — « dès demain les actes se multiplieront » — à l'attente des « régions meurtries et saccagées » et d'abord la Lorraine.

Ayant ainsi traité longuement le problème de fond, François Mitterrand n'a pas non plus éludé la question qui lui était posée sur les erreurs de prévision concernant la production d'acier. Il a reconnu qu'il avait eu novembre 1978 évoqué le chiffre de 31 millions de tonnes alors qu'on en est aujourd'hui à 17 ou 18 millions de tonnes. Mais cette erreur était d'abord celle du VII[e] Plan et du Premier ministre Raymond Barre qui parlaient, eux, à la même époque de 33 millions de tonnes. Etranges oreilles donc qui n'ont retenu qu'un son. Il est vrai que les gouvernants d'hier se font soudain bien silencieux alors que celui qui est présentement à la tête de l'Etat accepte la responsabilité de corriger les erreurs commises avant lui.

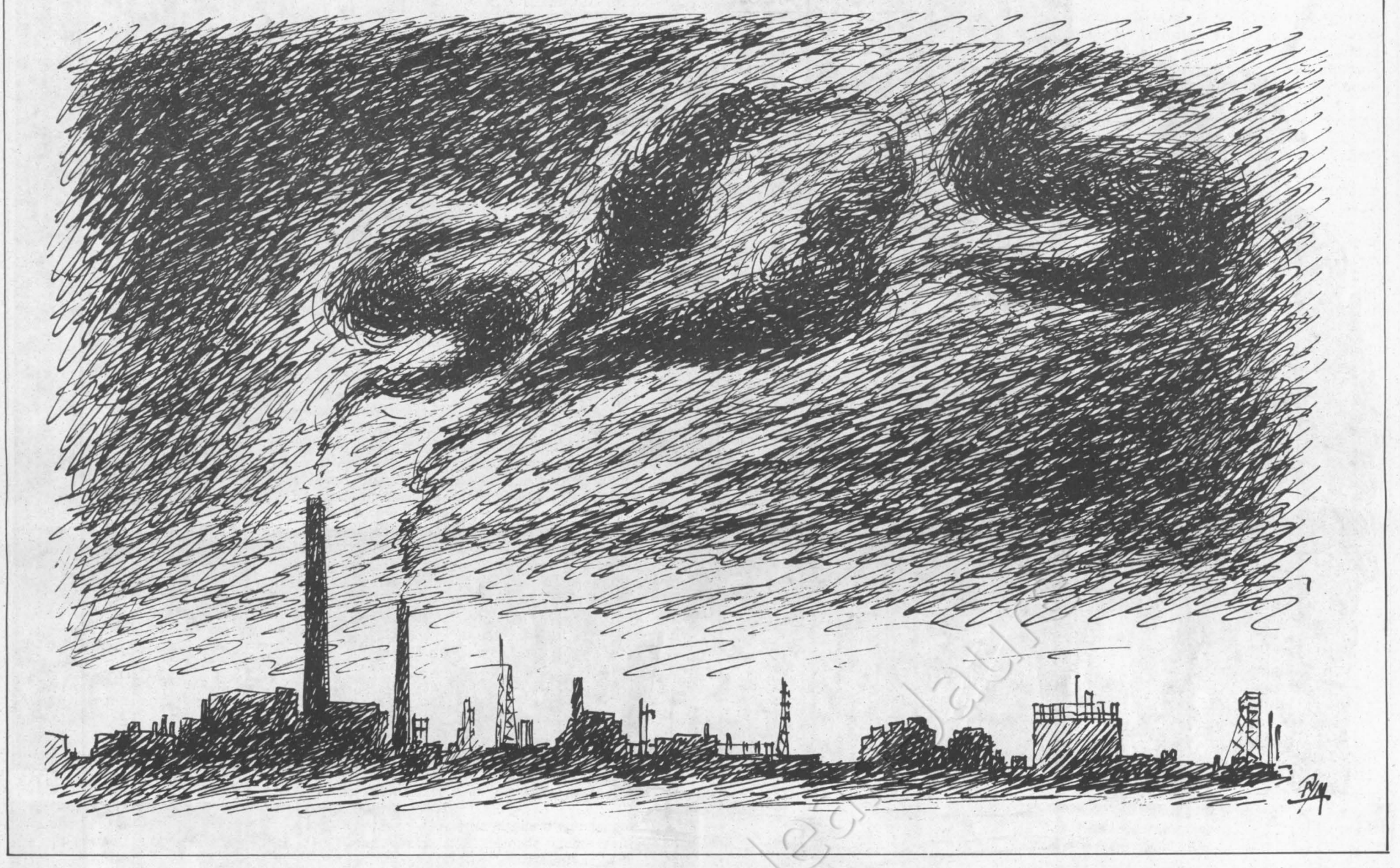
A partir de là, les journalistes, comme on pouvait s'y attendre, ont tenté d'entraîner le président de la République sur le terrain politicien en opposant à ses propos ceux tenus 48 heures plus tôt par Georges Marchais. Sans répondre directement au secrétaire général du P.c.f. — ce que Lionel Jospin avait déjà fait la veille — François Mitterrand a cité l'accord P.c.-P.s. de juin 1981 qui évoque la progressivité du changement en tenant compte de la crise et du fait que la France est ouverte vers l'extérieur, ce qui n'est pas exactement ce à quoi Georges Marchais prétend se référer. Et ce qui permet au président de constater que se crée une pratique nouvelle différente des engagements souscrits. A ceux qui voulaient en savoir plus il s'est contenté de répondre par une phrase qu'il a refusé d'expliciter : « Le temps est venu de mettre les choses au net. » Phrase qui peut être lourde de sens et sur laquelle les dirigeants du P.c.f. ne manqueront pas eux-mêmes de méditer étant entendu que François Mitterrand, certain de demeurer fidèle à ses engagements profonds ne refuse pas d'en discuter avec Georges Marchais à qui sa porte est « grande ouverte » comme aux autres responsables politiques et syndicaux.

Compte tenu du problème principal sur lequel il voulait mettre l'accent, le président de la République a renvoyé à une autre occasion les explications attendues sur la politique étrangère. Il n'a évoqué qu'en passant l'éventualité d'une rencontre au sommet à Moscou de même que son récent voyage aux Etats-Unis et plus particulièrement sa rencontre avec les industriels américains pour consacrer malgré tout quelques instants à l'Europe et au bilan du « sommet » de Bruxelles à la suite duquel tous les problèmes en suspens se trouvent réglés à l'exception de celui de la contribution britannique à propos duquel François Mitterrand va se rendre à nouveau à Londres lundi prochain. Contrairement aux propos démagogiques et mensongers de François Guillaume et de quelques autres, les réglements intervenus à Bruxelles ne sont pas défavorables aux agriculteurs français. La réduction de la production laitière sera chez nous sensiblement moindre que dans plusieurs autres pays de la Communauté et la suppression des 4/5[e] des montants compensatoires se traduira par une hausse — inespérée — de 5 % des prix agricoles payés aux producteurs français alors qu'ils seront en baisse chez les autres.

Autant de vérités importantes à rétablir à l'heure où sur tous les problèmes une campagne de confusion — trop souvent relayée par les médias — s'acharne à tromper l'opinion publique. Dans le cours de son intervention de mercredi, François Mitterrand a souligné la nécessité d'expliquer. Cela rejoint un souhait que nous avons souvent exprimé ici. Il est vrai qu'il le fait lui-même mieux que personne. Ce n'est pas une raison suffisante pour qu'il soit laissé de plus en plus souvent seul en première ligne.



Sygma



SIDERURGIE: LA PASSION ET LA RAISON

Les décisions du gouvernement sur la sidérurgie ont été dures à prendre. Elles sont courageuses. Mais il faut maintenant réussir très vite la réindustrialisation de la Lorraine

PAR STEPHEN GERE

« ON savait bien que le marché se rétrécissait, on savait bien que le feuillard n'était plus rentable et qu'ils allaient le fermer. Mais que voulez-vous qu'on fasse ? Il faut continuer à lutter pour défendre notre travail. » Propos d'un sidérurgiste. La passion l'a emporté sur la raison. Trop de coups durs, depuis dix ans, trop d'espoirs déçus.

Après le textile, le charbon et l'acier : les sites industriels s'endorment les uns après les autres dans un silence glacial. Sans qu'on voie vraiment poindre de nouvelles industries, des raisons d'y croire encore. Alors, lorsque les gens sont totalement désabusés, la colère explose spontanément. J'en parle d'autant plus facilement que je suis lorrain et que je connais bien la désespérance de cette région.

Depuis 1981, le gouvernement de gauche est également pris entre passion et raison. L'acier, c'est passionnel : nous avons tous, à gauche, un peu d'acier dans notre histoire, Pierre Mauroy rappelait l'autre jour qu'il avait grandi dans un village de sidérurgistes. Les décisions annoncées jeudi dernier ont été prises la mort dans l'âme. Ce qui ne console personne, et sûrement pas les gars de Longwy. La gauche est jugée sur l'espoir qu'elle avait semé. Et ça fait très mal, parce que, pour reconquérir la confiance, le gouvernement va devoir mettre le paquet, sur le terrain.

Trop optimiste

Mais que pouvait-il faire, ce gouvernement ? D'abord, il y a cru à son plan offensif de 31 millions de tonnes. Mais force lui fut de reconnaître que l'acier n'est plus une denrée rare, fruit d'une technologie de pays avancés. Et puis le marché mondial a connu un nouveau marasme en 1982. Mais il faut bien admettre que dans ses prévisions de production d'acier, comme de charbon, la gauche a été trop optimiste. Chacun a droit à l'erreur, à condition de la réparer. Surtout lorsque cela concerne des milliers d'emplois. Et pour se blanchir à l'accusation de « trahison » aux yeux des travailleurs, le gouvernement doit réussir la réindustrialisation. Très vite.

Selon les opinions manifestées, il y avait trois scénarios. Laisser les choses en l'état et continuer à financer les pertes croissantes (dix milliards en 1983) des deux groupes dans un marché en récession qui alourdit les coûts de production. Mais on sait que c'est menacer la survie de l'acier français et les 60 000 emplois du secteur qui peuvent être pérennisés en 1987. En outre, la commission de Bruxelles exige des gouvernements qu'ils cessent de subventionner leur acier en 1986. Deuxième scénario : reconquérir notre marché intérieur. A 17 millions de tonnes, notre balance commerciale est excédentaire : nous exportons plus d'acier que nous n'en importons. Chacun sait, par exemple, qu'une industrie automobile diversifie ses achats de produits plats. Si le gouvernement imposait à Renault d'acheter son acier uniquement à Sollac, il est vraisemblable que Volkswagen nous retirerait ses commandes. Troisième solution, ramener les groupes à l'équilibre financier dans les conditions actuelles du marché.

Que faire ? Les sidérurgistes lorrains, qui ont déjà beaucoup donné, et pas davantage ceux de Fos ne veulent faire les frais des décisions industrielles. C'est légitime. Le gouvernement, qui veut créer des emplois solides, n'a pas les moyens de financer des pertes très lourdes et le développement très coûteux d'industries de pointe : ce que François Mitterrand a dit pour le charbon est vrai pour l'acier. Les travailleurs touchés par les restructurations sont attachés à leur métier, mais ont-ils dit, sont disposés à de gros efforts, de formation par exemple, pour trouver un nouvel emploi. Principal obstacle : il faut faire le joint entre les anciens et les nouveaux emplois. Réaliser la jointure du point de vue social, de celui de la formation et enfin de celui de la création industrielle. Pour le gouvernement, c'est plus qu'un pari, c'est plus qu'une promesse, c'est maintenant une absolue nécessité, devant « l'Histoire » si chère à la gauche.

Pas de « cuirassé »

Trois scénarios, globalement. Davantage, si l'on prend en compte les différentes hypothèses qui s'offraient aux pouvoirs publics : fallait-il constuire un train universel d'un milliard de francs à Gandrange ou pas ? Claude Dollé, le président de Sacilor, y tenait comme à la seule chance de sauver la filière produits longs de son groupe. Laurent Fabius était de cet avis. Le gouvernement a finalement abandonné le projet, devant le risque de « construire un cuirassé qui pourrait s'ensabler ». Il a opté pour la solution la plus sûre, celle qui exclut tout pari optimiste sur une reprise du marché puisqu'on produira entre 16 et 20 millions de tonnes.

C'est aussi la solution qui permettra le plus facilement aux entreprises de revenir à l'équilibre financier, en 1986 ou 1987. C'est aussi la plus coûteuse, socialement et politiquement. Mais elle sera accompagnée d'un volet social conséquent et d'une série de mesures offensives en faveur de la création industrielle. Pour « l'homme de la rue », s'il est très difficile d'avancer des contre-propositions précises tant les problèmes sont complexes, les décisions prises sont extrêmement dures. Dures mais inévitables, et selon l'avis général, indispensables à condition de faire jouer « quel qu'en soit le coût » la solidarité du pays en faveur des personnes qui en sont victimes. Il y a un consensus sur la solidarité, et c'est au moins cela. Car ça va coûter cher ! 36 milliards pour les volets industriel et social d'ici à 1987. 4 milliards d'investissements supplémentaires ont été ajoutés au plan de 1982. 36 milliards pour supprimer 25 000 postes dans la sidérurgie, dont 16 000 en Lorraine, mais en maintenir 60 000.

Les travailleurs concernés bénéficieront principalement

(suite en page 4)





A.F.P.

Le sac de la permanence du P.s.

Sygma



Le député socialiste Jean-Paul Durieux face aux manifestants.



Les « feuillards » déroulés dans les rues de Longwy.

(suite de la page 3)

des « congés de conversion » de deux ans maximum, d'allocations temporaires dégressives pour ceux qui accepteront un salaire inférieur, ou encore de contrats de solidarité réduction du temps de travail. Formation, assistance financière, tout est prévu pour permettre aux travailleurs de supporter cette phase de transition. C'est la condition sociale d'une conversion. La condition industrielle étant qu'elle aboutisse : c'est-à-dire que des emplois de remplacement apparaissent dans les deux ans en nombre suffisant.

Le plus difficile reste à faire

C'est sur le troisième volet du plan, le volet offensif, que le gouvernement doit maintenant faire ses preuves. Jacques Delors a donc dévoilé sa loi « sur le développement de l'initiative économique ». Il s'agit d'un exemple de mesures de portée générale en faveur de la création et de la reprise des entreprises, de l'investissement et du capital-risque, de l'épargne salariale et de mesures particulières aux pôles de conversion. S'il est vrai que les régions de mono-industries traditionnelles ne pouvaient passer le siècle avec une structure identique à celle où elles l'avaient commencé, il est indispensable de leur insuffler une dynamique sur des bases entièrement nouvelles pour en éviter la désertification.

A côté des implantations industrielles venues de l'extérieur, il faudra qu'un terreau de P.m.e. se développe, disait Laurent Fabius. Le ministre de l'Industrie et de la Recherche s'est fait, on le sait, le champion des nouvelles technologies. Mais rien n'est plus difficile, on le sait aussi, que transformer un sidérurgiste en électronicien ou en créateur d'entreprise. L'ensemble de la presse économique s'est félicité du « courage » de ce gouvernement de gauche dans la résolution des mutations industrielles. C'est aussi ce sur quoi Lionel Jospin a insisté mardi en répondant aux critiques exprimées la veille par Georges Marchais. Personne n'en doute : il faut du courage pour prendre de telles décisions contre sa base électorale.

Mais, dans une restructuration, amputer c'est encore le plus facile, la droite savait ça. Le plus difficile reste à faire : le gouvernement de gauche doit incessamment montrer sa capacité à reconstruire. ●

LORRAINE: LES FEUILLARDS DE LA COLERE

Pris au coeur de la protestation des sidérurgistes, les députés socialistes lorrains s'efforcent de calmer le jeu en avançant des propositions concrètes

PAR PHILIPPE MAQUAT

C'EST à Longwy, ville symbole des luttes ouvrières lorraines que les manifestations des sidérurgistes ont été les plus dures, les plus violentes dans la nuit du jeudi 29 au vendredi 30 mars dernier.

A l'annonce des mesures rendues publiques en Conseil des ministres, quelques centaines de sidérurgistes auxquels s'étaient joints les inévitables éléments « incontrôlés » ont mis à sac l'hôtel des impôts de la ville, l'Union des industries et de l'avenir du pays haut, le siège du Parti socialiste et le bureau de Jean-Paul Durieux, le député P.s. qui, quelques heures plus tôt, n'avait pas hésité à venir au-devant des manifestants afin de renouer le dialogue et d'éviter le pire. Une démarche qui est donc restée vaine mais qui a valu à Durieux une ovation du groupe socialiste, mardi à l'Assemblée nationale, pour le sang-froid dont il a su faire preuve en la circonstance. Non que le groupe ait pour autant condamné la décision des quatre parlementaires socialistes de Moselle qui ont estimé devoir se porter démissionnaires du groupe pour protester contre les décisions gouvernementales et dont René Drouin est venu expliquer les

motivations avec beaucoup d'émotion.

Manifestations violentes donc. La voie ferrée Paris-Metz a été endommagée, rails et traverses démontés, alors que des feuilles de tôle étaient déroulées dans les rues de Longwy où de l'huile était également répandue. Chargés à l'aide d'un engin chenillé conduit par les sidérurgistes, les C.r.s. ont répliqué en lançant des grenades lacrymogènes.

Quatre ans après les émeutes de 1979 qui avait également eu pour théâtre la ville de Longwy, ces violences ont pris fin le vendredi 30, vers 4 heures du matin avant de reprendre plus sporadiquement dans l'après-midi. Le lendemain, samedi 31, les sidérurgistes concernés reprenaient malgré tout leur poste de travail, mais dans la nuit de lundi à mardi dernier, d'autres incidents éclataient à Metz où la permanence du P.s. était mise à sac. Mercredi fut un jour de grève général en Lorraine, le match de football qui devait opposer Metz à Laval pour le compte de la Coupe de France ayant même été repoussé de 24 heures.

« Le Nord contre la Lorraine ? »

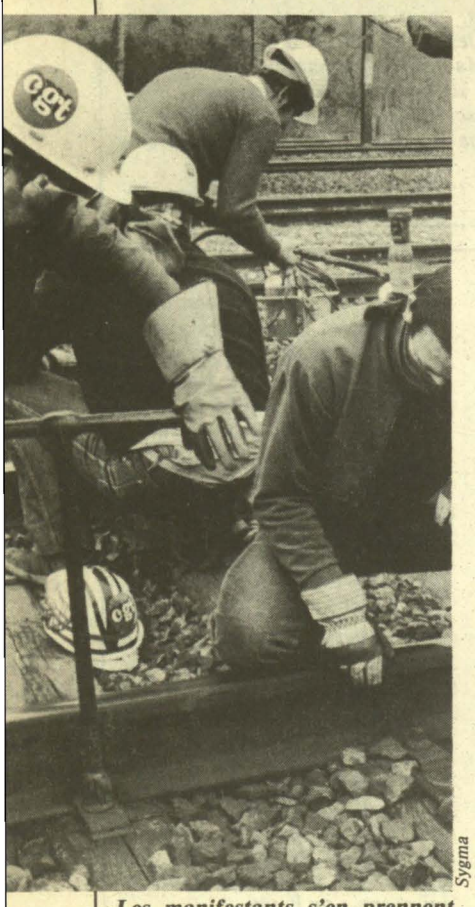
Ingénieur informaticien à Sacilor-Hayange, non loin de Thionville, Jean-Jacques C., 26 ans, installé depuis un an et demi en Lorraine, commente cette flambée de violence : « Elle est simple à compendre, dit-il, car elle émane de gens désespérés qui agissent comme s'ils n'avaient plus rien à perdre. » Pour lui, les décisions prises n'ont été ni économiques ni techniques, mais avant tout politiques : « C'est le choix d'une région contre une autre, dit-il. Le Nord contre la Lorraine. » Un sentiment sans aucun doute partagé par beaucoup de Lorrains, mais que réfute vigoureusement Jean-Paul Bachy, secrétaire national du P.s., chargé des entreprises : « Laisser entendre que ces mesures ont été prises au bénéfice politique du Premier ministre est un mauvais procès. Car s'il est vrai que les industries du Nord sont plus diversifiées que celles de Lorraine, il ne faut pas oublier que les quatre secteurs en crise (sidérurgie, charbon, chantiers navals, textile) sont présents dans cette région, où Usinor-Douai a par ailleurs fermé en 1982. »

Au cœur de la controverse se trouve bien le train universel de Gandrange, dont le projet a été abandonné : « Sa mise en place aurait incontestablement abouti à concurrencer les installations de Trith-Saint-Léger près de Valenciennes, poursuit Jean-Paul Bachy. Cependant, comme il aurait été hautement automatisé, ce train n'aurait pas permis de résoudre les problèmes d'emplois qui se posent en Lorraine. » Reste que Jean-Jacques C., qui évoque le dépeuplement et le dépérissement de Thionville qui perd et ses enfants et ses commerçants, s'interroge sur l'abandon des rails et des palplanches « que Sacilor sait très bien faire ». En effet, pour lui, il existe une contradiction entre la volonté du gouvernement d'implanter dans les régions des industries de pointe et l'abandon des rails et palplanches en question construits à partir de techniques très élaborées.

Pour les députés socialistes de la région comme pour Marie-Claude Vayssade, députée européenne, l'abandon du train universel de Gandrange a été effectivement ressenti très durement par les Lorrains, car il était « le symbole de l'investissement neuf auquel la droite, dont les responsabilités doivent être rappelées, n'avait pas su procéder ». En conséquence, ils demandent « très vite un plan d'industrialisation de la Lorraine avec des apports concrets, car, poursuivent-ils, si les dispositions annoncées avaient été plus concrètes au niveau des créations d'emplois, les affrontements de Longwy auraient été évités ».

Des mesures concrètes, Jean-Paul Bachy en suggère justement avec la signature d'un contrat de solidarité interentreprises négocié avec les patrons de la Moselle et de Meurthe-et-Moselle afin d'aboutir à la réduction du temps de travail. Et, en conséquence, à la création d'emplois. « Il faut aussi faire appel à la solidarité patronale, explique-t-il. Car avec ces contrats de solidarité, tout le dispositif de formation et de reconversion prévu par le gouvernement pour éviter les licenciements prendrait son sens. Les travailleurs dont l'emploi doit être supprimé sauraient effectivement où ils vont aller. »

Une proposition qui vient s'ajouter à celles formulées dès le mois de janvier, par le Parti socialiste lors de son comité directeur, à savoir : relance de la croissance, mise en place d'un service public de l'emploi, simplification et meilleur contrôle des aides à la création et au soutien des entreprises, lutte contre les cumuls abusifs emploi-retraite dont pâtissent les jeunes, meilleur suivi des formations professionnelles. Autant de mesures ayant une valeur nationale. « La modernisation de l'industrie est une des conditions nécessaires pour préparer l'avenir. Laisser se perpétuer dans la sidérurgie française un déficit dépassant chaque année 10 milliards de francs était impensable et suicidaire. Mais conclut Bachy, cette modernisation ne doit pas se faire contre les travailleurs et contre l'emploi. »



Sygma

Les manifestants s'en prennent à la voie ferrée.

une voix dans le choeur, par Pierre Carrier

ENFANT il m'arrivait de protester : mes parents ne m'emmenaient pas assez souvent voir Guignol. Je vivais en province, et la télévision était alors un sujet de science-fiction. J'ai grandi, j'habite Paris, la télé s'est banalisée. Et je commence à avoir une indigestion de « guignol », de politique spectacle, du « bon », qui n'est jamais le même, contre les méchants, de la « petite phrase » anodine — l'équivalent du bâton de guignol — contre l'explication, du discours reçu contre la discussion souhaitée.

Pourtant, il faut bien regarder la télé ! Pour savoir — enfin presque — ce qui va arriver à la sidérurgie, pour apprendre ce que pense Marchais de ce qui va arriver à la sidérurgie, pour..., la liste est inépuisable et la télé — le média — n'est pas en cause. N'empêche, plutôt que de voir un succédané de Guignol, un spectacle en quelque sorte, j'aimerais bien pouvoir comprendre. Il y a des moments où l'envie me prend d'écrire à la Haute Autorité, au président de la République, à je-ne-sais-pas-trop-qui pour que soit mis sur pied une 5e chaîne. On n'y passerait pas de films, pas de spectacles, pas de jeux, Elle ne diffuserait que des informations, des débats, des commentaires. Et nous pourrions tous, au moins par téléphone, poser des questions. Ce serait peut-être mortellement ennuyeux, mais bougrement utile. Imaginez ce que cela donnerait à propos du lait, de la sidérurgie, des chantiers navals, de l'école laïque !

Je rêve, je le sais. Ce ne serait pas « professionnel », l'indice d'écoute serait mauvais, expliquent certains spécialistes, personne ne s'y abonnerait, affirment certains autres. Pourtant cela aurait évité que les Lorrains ou ceux de Fos — on n'en parle presque pas de ceux-là — n'apprennent, un soir, à l'heure du repas, les grandes lignes — comment faire autrement en trois minutes — du plan qui vient d'être décidé. Cela permettrait peut-être au gouvernement de changer de méthode. Max Gallo serait invité tous les jours, Marchais et Chirac aussi. Ils pourraient tous déléguer leurs deuxièmes couteaux, cela ferait « monter des cadres ». On pourrait y voir plein de monde : des députés, des hauts fonctionnaires, des syndicalistes. Il y aurait ceux des cabinets et ceux de nulle part. Tout le monde en quelque sorte.

En attendant — l'attente risque d'être longue —, le gouvernement devrait tout de même faire un effort : mieux s'expliquer et davantage écouter. Cela permettrait d'éviter l'incompréhension grandissante d'une bonne partie de son électorat. Cela permettrait de ne pas sacrifier le social à l'économique. Cela éviterait à Georges Marchais des numéros d'équilibriste redoutable.

Lorsque l'on en vient à se référer à sa bible personnelle, mes souvenirs scolaires remontent : attention aux guerres de religion. En politique, le « je t'aime moi non plus » est un exercice délicat : il annonce souvent les lendemains qui déchantent. Nous savons tous que la direction du P.c.f. n'a pas l'intention de quitter le gouvernement. Nous savons tous dans quelles conditions elle a « accepté » que certains des siens y participent. Nous savons tous les remises en question que cela lui a évité, nous savons tous ce qu'elle a apporté, dans ces conditions, à la gauche. Nous savons aussi qu'en termes électoraux l'exercice du pouvoir n'a pas amélioré son image.

A la veille d'une élection délicate, on peut comprendre que le secrétaire général du P.c.f. tente de rassembler les mécontents. Ou tout au moins de récupérer la partie de son électorat qui, en 1981, a voté pour François Mitterrand puis pour les candidats socialistes. N'a-t-il pas déclaré, d'entrée de jeu, alors qu'on l'interrogeait sur ce qu'il ferait s'il était un sidérurgiste ayant voté pour la gauche en 1981 : « Je réfléchirais beaucoup aux prochaines élections selon le vote qui a été le mien la dernière fois. » Tout était dit. Après, il a joué, habilement, les boutefeux. D'accord, il n'est pas le seul. Jeudi dernier, Krasucki, questionné par les journalistes d'Antenne 2, avait fait la même chose...

De telles réactions ne vont pas sans questions. Prenons la sidérurgie. Face à une décision gouvernementale, plusieurs réactions sont possibles. Lorsque l'on est, lorsque l'on se sent « dans la majorité », on peut applaudir, approuver. On peut aussi traîner les pieds, se taire. Ou alors critiquer, « globalement », affirmer « c'est une mauvaise chose ». Ou l'on peut, comme l'a fait Jean-Paul Bachy — le secrétaire national du P.s. aux entreprises — dans « Libération », faire des propositions pour compléter, améliorer un plan. D'accord, si vous faites comme Bachy, vous n'intéresserez personne. Je veux dire que vos propos n'atteindront que très rarement l'électeur. Pourtant, c'est lui qui a raison. Car personne n'est infaillible.

Chacun sait qu'en politique le mieux consiste souvent à éviter le pire. Il est donc naturel lorsque l'on souhaite que « les siens » fassent pour le mieux de les aider à éviter le pire qui commence généralement avec l'incompréhension, c'est-à-dire l'incompréhension mutuelle. Or, participer à une majorité signifie tout faire pour améliorer les décisions prises, tout faire pour que ceux qui décident aient une meilleure connaissance des « micro-réalités ». Tout faire aussi pour que les Français soient vraiment informés (vive la 5e chaîne !). Tout faire enfin pour qu'un plan soit étoffé, si c'est nécessaire, et que les décisions d'accompagnement prises entrent dans les faits. Car ces dernières sont les moins « glorieuses », les plus délicates. Pour un responsable (politique, économique, etc.), travailler sur le « micro », l'accompagnement, est rarement un choix : on ne bâtit pas un plan de carrière en restant à la périphérie de l'action...



Reste le choix des mots. Il est rarement innocent. Le « nous nous sommes trompés » proposé par Georges Marchais m'a rappelé d'étranges souvenirs. Il y a déjà vingt ans. La nuit tombait sur la campagne athénienne. J'écoutais la femme de Belloyanis, un des dirigeants du Parti communiste grec, fusillé durant la guerre civile. Elle parlait des années noires, des années de deuil, des années de morts. Elle restait hésitante sur le présent et l'avenir. Elle voyait arriver le coup d'Etat — il a eu lieu, neuf mois plus tard —, mais doutait que les Grecs prennent conscience des dangers. « Pourquoi ? », ai-je demandé. Dans l'air, il y eut le silence, le parfum des citronniers puis une réponse. Douloureuse. « Nous nous sommes souvent trompés, mais plus souvent encore nous avons expliqué aux Grecs que nous nous étions trompés. La vérité doit être dite, mais l'autoflagélation n'est pas conseillée. Aujourd'hui, lorsque nous parlons, lorsque nous proposons, les Grecs nous répondent : « Etes-vous sûrs de ne pas vous tromper, cette fois-ci ? »

En écoutant Georges Marchais, je me suis retrouvé dans ce jardin grec. Et je me suis interrogé. Est-ce Marchais qui se trompe ? Si c'est oui, il ne le dit pas. Si ce sont les autres et d'abord le président de la République, que signifient les phrases du secrétaire général du P.c.f. ? Qu'il veut convaincre les Français que celui qui a fait de tels choix s'est trompé et que le reconnaissant il ne serait plus fiable ? Et que si le président ne le reconnaît pas, il ment. Etrange manière de participer à une majorité !

Personne ne s'étonnera après cela qu'en attendant une « 5e chaîne » je préfère les phrases que personne n'a entendues de Jean-Paul Bachy, aux déclarations sans cesse reprises de Georges Marchais. Car nous voulons redresser la France et « reconquérir » notre électorat, l'essentiel est d'adapter les méthodes de gouvernement aux besoins et de poursuivre notre effort de changement. Sans nous renier et en sachant expliquer le pourquoi de nos actes.

LE CHOIX DES MOTS

Le "nous nous sommes trompés" de Georges Marchais m'a rappelé d'étranges souvenirs

LES METIERS N'ONT PAS DE SEXE !

Le saviez-vous ? Les métiers ont un sexe. Extrait d'une brochure d'apprentissage destinée aux jeunes, chapitre génie climatique : « C'est un secteur professionnel exclusivement masculin. Les métiers et le milieu des chantiers sont peu propices à la présence des femmes. Qualités requises : habileté manuelle, esprit d'initiative, motivation, curiosité, goût pour le travail non sédentaire... »

Inadmissible. Et c'est bien pourquoi Yvette Roudy monte au créneau une fois de plus, avec le lancement d'une campagne nationale d'information sur l'orientation et la formation professionnelles des filles. Une campagne fondée sur cette idée force, plusieurs fois soulignée par le ministre des Droits de la femme : « Il n'y a pas de métiers féminins et de métiers masculins. Il y a des métiers pour tous. » Du 5 avril au 13 mai, la télévision — relayée par la presse des jeunes, celle des éducateurs et par les radios libres — présentera des spots de quinze secondes illustrant deux slogans clairs et nets : « Aujourd'hui, les métiers n'ont pas de sexe ! » et « A l'école, orientons-nous toutes directions. »

Car c'est bien du côté de l'orientation que ça cloche. Et si la loi d'égalité professionnelle du 13 juillet 1983 permet la mise en œuvre d'indispensables mesures de rattrapage, elle ne peut suffire à combler un handicap qui s'instaure dès l'école. Avec la complicité, consciente ou non, des professeurs et des parents. Quand 300 métiers sont proposés aux garçons, contre 30 seulement aux filles, ce n'est tout de même pas l'effet du hasard. Ou alors, le hasard est sexiste.

Les textes disent bien que la femme est l'égale de l'homme, mais les mentalités ne suivent pas. Encore et toujours à cause de cette fameuse « nature féminine » fortement ancrée dans l'inconscient collectif, et qui suppose esprit de finesse et intelligence, douceur et abnégation, générosité et compréhension. Une femme, c'est fait pour être infirmière, pas plombier. Maudite nature, qui scelle le destin des petites filles par le biais de l'orientation que profs et conseillers leur suggèrent.

Dès la classe de 5e, le mauvais virage est pris : tandis que les garçons privilégient la technique, les filles optent pour l'enseignement général. Et surtout littéraire : 80 % d'entre elles passent un bac A, 67 % se retrouvent en fac de lettres. Celles qui ont préféré le cycle court — C.a.p. en trois ans, B.e.p. en deux ans — sont massivement aiguillées vers le secteur tertiaire (87 % des effectifs). Même tendance dans l'enseignement technique long, où les 73,5 % des filles qui se préparent aux métiers du tertiaire sont regroupées dans quelques filières bien précises : secrétariat, santé, techniques d'administration, de finances et de comptabilité. Pendant ce temps, les garçons font de l'électromécanique, de l'électronique, de l'informatique...

Résultat ? La sécheresse des chiffres se passe de commentaires : 59 % des demandeurs d'emplois de moins de 25 ans sont des jeunes filles — et 68 % au bout d'un an de chômage ; toujours chez les moins de 25 ans, le taux de chômage est de 25,4 % pour les femmes et de 16,9 % pour les hommes ; enfin 77 % des C.a.p. masculins trouvent du travail après obtention du diplôme, contre seulement 50 % des C.a.p. féminins. Discrimination au départ, discrimination à l'arrivée. Tant que l'école perpétuera cette orientation terriblement orientée — papa pique et maman coud —, rien de vraiment nouveau ne pourra éclairer l'avenir des femmes.

Non, les métiers n'ont pas de sexe. Oui, les filles peuvent prétendre à travailler comme les garçons. Elles-mêmes en sont convaincues. Reste à persuader les autres : les hommes, les femmes circonvenues par le discours desdits hommes, les professeurs, les parents circonvenus par le discours desdits professeurs. Parce qu'on a beau avoir, à dix ou quinze ans, des tas d'idées et de belles ambitions pour la femme qu'on a envie d'être, c'est quand même la parole de l'adulte qui fait force de loi. Et devant cette parole, la petite fille de dix ou quinze ans n'a plus qu'à se taire. Tout l'objectif de la campagne menée par Yvette Roudy, c'est de redonner, enfin, à cette petite fille, les mots pour dire sa préférence. Et la vivre.

MARTINE DUCOUSSET



Politique française au fil des jours

QUENEAU DANS LE METRO

Après la musique, après le théâtre, après la peinture, le livre descend dans le métro. La première bibliothèque de prêt a été inaugurée le 30 mars à Nation. L'idée de la Fédération Léo-Lagrange est simple : profiter de ce lieu de passage pour faire sortir le livre des salles feutrées des bibliothèques à la rencontre de lecteurs qui s'ignorent, faute d'avoir jamais franchi le seuil d'une librairie. Un millier de bouquins leur seront proposés entre 7 h et 11 h et 16 h et 20 h, qu'ils pourront emprunter moyennant un minimum de formalités. Et en route pour cet autre voyage qu'est la lecture.

Certes, cette bibliothèque n'a pas d'ambition « encyclopédique », comme l'explique l'une des trois bibliothécaires. Le choix des livres est assez ciblé, dans un esprit « grand public ». On trouvera évidemment les incontournables ouvrages dont il fut question à « Apostrophes », le gros des rayons étant constitué de romans, de livres documentaires, de science-fiction et également de toute la gamme des policiers, de S.A.S. à Agatha Christie. Petit détail : un rayon « astrologie ».

Bibliothèque de gare ? Pas tout à fait. Evidemment, ce n'est pas là qu'on trouvera son « Lacan de poème », mais enfin l'éventail des livres s'élargit à des ouvrages, à des auteurs réputés difficiles : « l'Homme neuronal », de Jean-Pierre Changeux, ne se lit pas entre deux stations... et Freud, Reich, Darwin, Marx, s'ils descendent à Nation, le font incognito sous le masque de la vulgarisation.

L'autre ambition affichée par les bibliothécaires est de se trouver le plus rapidement possible les nouveautés sorties en librairie. Que les libraires se rassurent cependant, la bibliothèque de prêt du métro ne leur fera pas concurrence... les plates-bandes du métro sont suffisamment larges pour déborder sur celles des autres. Cinq millions de voyageurs empruntent ce moyen de transport journellement, et parmi eux, beaucoup sans doute n'ont pas encore eu l'idée de « lire entre les lignes », comme les y incite une judicieuse affiche. Le Parisien a tout le temps de méditer

Le mot pour LA dire

Pour la première fois une cavalière a battu les jockeys dans un tiercé de plat. Pour la première fois, une femme, Simone Rozès, a été promue au poste le plus élevé de la magistrature. Pas de doute, les femmes ont définitivement envahi les professions réputées jadis masculines. Qu'on s'en réjouisse ou qu'on s'en aigrisse, le fait est là. Est-ce à dire que la grammaire a suivi et que la féminisation d'un certain nombre de termes soit en bonne voie ? Pas si simple !

Par exemple comment désigner Dany Boutboul, la cavalière : jockeytte, jockeyasse, jockeyeuse ou tout simplement jockeye avec un « e » puisque le français prend couramment son féminin avec un « e ». Plus complexe le cas de Simone Rozès qui, en devenant le premier président de la Cour de cassation, n'a pas pour autant acquis le droit de s'appeler Madame la première présidente... Ce dernier vocable étant réservé à la femme du président.

Sans tomber dans la systématisation absurde, il est exact que certains mots demandent à être féminisés d'urgence. Déjà on dit et on écrit députée, avec un « e », sans que le plus sourcilleux linguiste monte sur ses grands chevaux. Quant aux femmes exerçant la médecine, elles souhaitent désormais s'appeler plutôt docteure que doctoresse qui en faisait, paraît-il, des praticiens de second choix. Et là on tombe au cœur du débat, car il est à remarquer que la féminisation des termes ne pose problème que lorsqu'il s'agit d'entériner l'entrée des femmes dans les professions haut de gamme. Jamais vous ne verrez un grammairien pur et dur se battre pour qu'on ne désigne pas la centenaire du village comme sa doyenne, en revanche quand il s'agit d'une université, rien ne va plus. De même on dit banalement la secrétaire du patron mais dès qu'il s'agit de la secrétaire d'Etat... le problème devient insurmontable. Et on a vu comment les responsables du dictionnaire, je veux dire les honorables et cacochymes, pour la plupart, membres de l'Académie française, ont montré les dents quand il a été question de nommer Marguerite Yourcenar Madame l'Académicienne.

Allez, les femmes ne sont pas si sectaires et, pour ma part, je ne vois aucun inconvénient à la masculinisation de termes jusqu'ici essentiellement placés sous le signe d'Eve comme rombier, tricoteur, péripatéticien ou ménager !...

Nicole CHAILLOT



DIPAPACÉQUOI

L'âge de raison

par Piem

Le père et son petit garçon avaient traversé ensemble bien des époques. Ils étaient unis, semblait-il, depuis l'éternité et cela durerait jusqu'à la fin des siècles.

Ils avaient vécu l'âge des cavernes où la dureté des temps faisait vivre les enfants eux-mêmes au fond des mines. Puis était venue l'ère de la pierre taillée « dura silex sed lex », suivie de l'âge du fer.

Ils avaient vécu la transformation du fer en bronze, mutation qui ne s'était pas passée sans pleurs ni grincements de dents.

Les cro-Magnons rassis, qui n'avaient pas su prévoir, ironisaient sans fin. Puis était arrivée l'ère de l'acier triomphant qui avait bousculé les habitudes sous les regards gourmands des mammouths, maîtres de forges. On avait alors forgé les bouches à feu des tueries du XXe siècle. Mais un jour, les monstres cracheurs de feu s'essoufflèrent les uns après les autres et dans les bassins asséchés on pouvait voir leurs carcasses dépouillées par les vautours de la technologie.

L'enfant, qui avait assisté sagement à toutes ces mutations, demanda à son père :

— Papa, qu'y a-t-il après l'âge de l'acier ?

— L'âge de raison, mon fils.

En effet, on pouvait deviner par-ci, par-là, de par le monde, l'amorce de nouvelles structures ; l'homme de Silicon Valley avait troqué sa peau de bête contre une blouse blanche ; des usines à raison, ainsi les appelait-on, poussaient un peu partout sur la surface du globe. Elles étaient entourées de petits jardins potagers où des préretraités piquaient la salade, l'asparagus et le papilionacé. A l'intérieur, des bâtiments l'électronique ronronnait jour et nuit.

— Dis papa, comment forge-t-on une raison ?

— En fusionnant une âme bien trempée et un moral d'acier dans les creusets de la restructuration indispensable.

— Et s'il y a une paille dans le métal ?

— On en fait des bottes que l'on transfert sur les marchés agricoles de la Communauté.

Pendant qu'ils parlaient ainsi, les petits potagers des chômeurs s'étaient multipliés. On en voyait pousser un peu partout. Le bassin lorrain s'était spécialisé dans le chou pommelé ; on faisait du thym et du romarin à Fos-sur-Mer et du céleri-rave dans le Cotentin.

Les ventes d'arrosoirs avaient triplé, la bêche et le râteau s'arrachaient. Les licenciés croulaient enfin sous les radis.

Les hauts fourneaux furent remplacés par de modestes cuisinières deux ronds sur lesquelles mijotait la poule au pot.

La tomate de Marmande illumina la Lorraine qui devint le jardin potager de la France.

Une ère nouvelle commençait.

P.S. : Le père vient de se voir brutalement et sans préavis retirer la rubrique de dessins qu'il tenait depuis cinq mois chaque samedi dans le journal de F.r.3 Centre. Le père proteste avec énergie contre cette manière d'agir et cette exclusion des moyens de communication. A qui coupe-t-on la tête ?

sans avoir nécessairement matière à réflexion sous la main. D'après Claude Quin, président du conseil d'administration de la R.a.t.p., qui s'est livré à un rapide calcul, il passe un an et quatre mois de sa vie dans le métro.

C'est d'ailleurs à partir de semblables constatations que la R.a.t.p. a fait, à la fin des années soixante-dix, un effort d'animation. Dès mars 1977, dès la première animation en sous-sol — « Métro molto allégro » —, les initiatives se sont multipliées. Des peintres ont posé leur chevalet à la station Saint-Augustin, des orchestres ont installé leurs pupitres dans le hall de la station Auber. Depuis cinq ans, le Festival de Paris a ses rendez-vous underground de juillet à septembre. Les grandes salles de Saint-Augustin, d'Auber, de Miromesnil ont accueilli le Festival des marionnettes. Tout cela fut un peu de temps sur l'ennui.

La R.a.t.p. aujourd'hui diversifie ses actions. « On voudrait maintenant, explique-t-on, rendre service aux gens. En 1982, des conseillers pédagogiques ont déménagé leur bureau dans les couloirs du métro. Plus originale, cette opération menée à « cœur ouvert » avec la Fédération de cardiologie : c'était à Miromesnil en octobre de l'an dernier ; des professeurs de cardiologie répondaient aux questions du public. Puis, aux blouses blanches des médecins, ont succédé les blouses blanches de la Croix-Rouge venue dispenser des cours de secourisme.

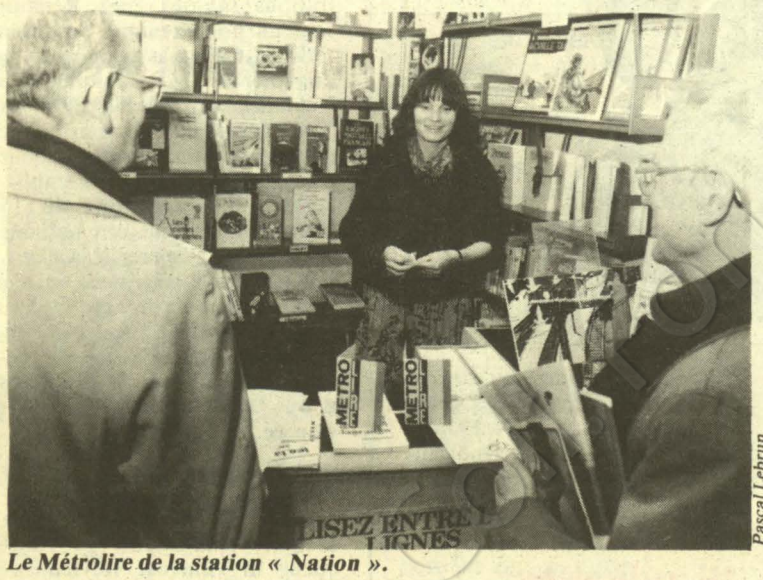
Désormais, plus personne ne s'étonne de cette animation qui fait partie de la vie métropolitaine. Mais enfin, les usagers ont quand même été surpris, lorsqu'ils ont vu des bouchers installer leurs étals à Nation et des pâtissiers installer leur laboratoire à Auber. Une manifestation ? Non, une opération du ministère du Commerce et de l'Artisanat.

La vie dans le métro, c'est aussi la vie pratique. A cet égard, M. Claude Quin a promis davantage de cabines téléphoniques, des bureaux de poste et des distributeurs automatiques.

Pareilles manifestations font évidemment partie d'une politique d'humanisation du métro, mais visent aussi à sécuriser l'usager en multipliant les lieux d'animation.

Mais revenons à la bibliothèque de la Fédération Léo-Lagrange. Certains estimeront peut-être qu'il s'agit là d'une goutte d'eau. Qu'est-ce qu'un millier de livres pour cinq millions d'usagers ? A quoi, Bernard Derosier, président de la Fédération, répond qu'il est prêt à « ouvrir une bibliothèque dans chacune des stations de Paris ». Le système gagnerait en efficacité, si, sans multiplier exagérément les lieux de prêt, on pouvait emprunter ici un bouquin pour le rendre là. A en juger par le temps qu'il a fallu pour mettre sur pied la première bibliothèque en sous-sol, on n'en est pas encore là. En attendant, lisez entre les lignes, ne ratez pas votre prochain arrêt à Nation.

PIERRE-YVES POINDRON



Pascal Lebrun

Le Métrolire de la station « Nation ».

LIBERTES : LA REFERENCE LA PLUS PRECIEUSE

Au moment où les libertés sont au centre d'une furieuse bataille politique, la Ligue des droits de l'homme reste un point d'ancrage

« Fils d'immigré, juif, élève de l'école communale, concentrationnaire, résistant, et avocat politique, j'ai le droit de dire que les droits de l'homme, je ne les ressens pas seulement sur le plan intellectuel, mais je les porte en quelque sorte dans mes tripes. » N'aurait-il pas voulu militer pour les droits de l'homme qu'Yves Jouffa était prédestiné à identifier sa vie à l'incessant combat pour les libertés. Par ses origines, ses souffrances, son engagement et sa profession. Bref, par toute son histoire personnelle, ballottée et marquée par les grands drames et les tragédies de l'Histoire de ce siècle.

A 64 ans, ce petit homme jovial a été porté à la présidence de la Ligue lors du récent Congrès à Marseille. Comme son prédécesseur, Henri Noguères, il pratique lui aussi « le beau métier de la défense », depuis quarante ans. Il a plaidé, entre autres, pour les militants nationalistes devant les tribunaux militaires en Algérie, pour Alain Krivine et ses camarades durant l'été 1968, pour les militants des Comités de soldats et « les mutins de Draguignan » devant le tribunal permanent des forces armées.

Yves Jouffa s'affirme dans la droite ligne de tous ceux qui ont présidé aux destinées de la Ligue depuis près d'un siècle et dont il affirme : « Ils ont tout dit, tout fait, tout prévu. » Dans ces conditions, ses objectifs apparaissent tout tracés : « Continuer l'œuvre de mes précédesseurs et développer la Ligue. » Un coup de fouet qui ne serait pas inutile, car sur la vingtaine de commissions nationales, certaines marchent difficilement (santé, éducation, droits économiques et sociaux, liberté et sécurité) et d'autres sont au point mort (décentralisation, environnement, immigrés). Et puis, malgré le renouvellement des effectifs, ceux-ci restent insuffisants. « La ligue mérite plus que ses 10 000 adhérents. Dans les deux années qui viennent, la Ligue peut jouer un rôle considérable qui n'appartient qu'à elle : celui de témoin de l'œuvre accomplie par le gouvernement depuis trois ans et aussi de mise en garde. Car si la droite revient au pouvoir, toute l'œuvre de la gauche en matière de libertés sera remise en cause », explique Jouffa.

N'en déplaise à ses détractaires, la Ligue est de gauche. Elle a soutenu François Mitterrand en 1981. Elle ne le regrette pas. « Le bilan sur le plan des droits de l'homme est impressionnant », constate son président.

Jouffa, lui, est socialiste. Il a adhéré aux Jeunesses socialistes à seize ans. Les droits de l'homme, il les a appris « de ces militants qui n'avaient pas honte de se dire marxistes, mais qui étaient pétris de la tradition humaniste de Jaurès ».

Mais la Ligue et son président ne sont pas pour autant des suivistes : « J'entends bien maintenir notre indépendance. La Ligue doit rester la conscience de la République. Pour sa crédibilité et pour son rôle, il ne faut pas qu'on puisse dire qu'elle est à la remorque. Même à l'égard d'un gouvernement ami, elle doit rester un contre-pouvoir. » La Ligue continuera donc à critiquer quand il le faudra et à dénoncer s'il le faut. Elle ne s'en prive pas, stigmatisant notamment les « bavures » et les « insuffisances » en ce qui concerne les contrôles d'identité, la réhabilitation des généraux factieux ou bien la démocratisation de l'armée. « Si Charles Hernu a réalisé des réformes qui ne sont pas négligeables, il ne faut pas oublier qu'à l'époque du procès de Draguignan il revendiquait la liberté d'expression des soldats dans les casernes... », remarque Jouffa. Et puis la défense des libertés est un combat sans cesse renouvelé par les progrès de la science et des techniques. Les abus de l'informatique et de la biogénétique ne sont-ils pas porteurs d'atteintes aux libertés ?

Pour mener ces nouvelles campagnes, la Ligue a besoin de renflouer une trésorerie « précaire » et de trouver de nouveaux moyens financiers. Pour autant, elle compte bien « ne pas y perdre son âme ».

Au contraire, elle risque de gagner de jeunes militants. A l'image de son nouveau secrétaire général, Michel Tubiana, 32 ans, avocat (un de plus !) et qui, après avoir fait partie du Mouvement d'action judiciaire, organisation issue de mai-68, est entré tout naturellement à la Ligue. Celle-ci bénéficie actuellement d'un renouvellement de ses effectifs. Pourquoi ces nouveaux militants adhèrent-ils ? « Il y a, en partie, une déception du militantisme au sein des partis politiques, constate Tubiana. Ces jeunes peuvent réinvestir chez nous. Et puis nous offrons des initiatives concrètes qui peuvent aider les gens. Enfin dans une société où les possibilités de changement, au sens large du terme, n'apparaissent pas comme très puissantes, les jeunes se sentent davantage concernés par nos activités quotidiennes. »

Au moment où les libertés sont au centre d'une furieuse bataille politique, la Ligue demeure une référence toujours aussi précieuse. C'est pourquoi, dans les deux prochaines années, sa voix mérite de porter plus loin.

JEAN-PIERRE BEDEI



Les planqués du débat polémique (suite)

M. Yvan Blot, président du Club de l'Horloge qui, décidément, lit « l'Unité » avec beaucoup d'attention, nous demande de publier la mise au point suivante, ce que nous faisons en faisant remarquer que les « pétainistes » d'aujourd'hui ne sont pas tous centenaires.

« L'Unité » prétend que le Club de l'Horloge serait animé « par des anciens groupuscules les plus extrémistes des années soixante ». Sauf à qualifier l'ensemble de l'opposition républicaine d'extrémisme, selon les méthodes habituelles de la rhétorique d'intimidation, le Club de l'Horloge répudie toute forme d'extrémisme, à la fois par principe et par souci d'efficacité. De plus, l'âge des dirigeants du Club de l'Horloge (de 30 à 35 ans) ne leur permet guère d'être des anciens des « groupuscules des années soixante », à moins d'imaginer une précocité extrême, sinon extrémiste ».

Connaître l'Europe

Le Parti socialiste vient de publier une brochure « Connaître l'Europe » qui expose de manière claire et complète l'histoire de la construction européenne, le fonctionnement des institutions communautaires, de la P.a.c., des mécanismes monétaires, les enjeux de l'Europe (politique de développement industriel, technologique et énergétique), les insuffisances de la C.e.e. et les perspectives créées par le difficile élargissement. En conclusion, on trouve les principes et les grandes lignes des propositions sur lesquelles s'appuieront les socialistes pour la relance de l'Europe, lors de la campagne électorale. Un guide précieux pour les militants au moment où s'engage une difficile bataille politique.

(P.s., 10, rue Solférino 75333, Paris Cedex 07. Tél. : 550.34.35).

J.-P.B.

Guide du militant des droits de l'homme

La Ligue des droits de l'homme vient de publier « le Guide du militant pour les droits de l'homme », une brochure très pratique regroupant 150 adresses d'associations et d'organismes agissant pour les libertés dans de nombreux domaines : information, marginalité, jeunesse, cadre de vie, culture et éducation, droits économiques et sociaux, armée, jeunesse et famille, paix, racisme et fascisme, justice et prison, international. Cette liste est complétée par une bibliographie. Prix du numéro : 8 F au siège, 12 F par la poste. S'adresser à la Ligue des droits de l'homme, 27, rue Jean-Dolent, 75014 - Paris. Tél. : 707.56.35.

J.-P.B.

LES SYNDICATS TRAINENT EN LANGUEUR

Au moment où l'on commémore le centenaire du syndicalisme, toutes les confédérations française connaissent des problèmes d'audience et d'effectifs

PAR CLAUDE JADOUL

CRISE d'audience, chute des effectifs, baisse accentuée du militantisme : le centenaire de la reconnaissance officielle du fait syndical n'a rien de très réjouissant. Et, de ce triple point de vue, la période 1981-1984 — un gouvernement de gauche — n'a pas permis aux confédérations de se « refaire une santé ». Audience, effectifs, militantisme : un triptyque qui est aussi une réalité plurielle, selon les syndicats. Et si, dans toutes les organisations, les militants « traînent les pieds », les situations sont différentes sur le double terrain de l'audience et des effectifs.

Les effectifs, la « ligne bleue des Vosges », le véritable baromètre de bonne ou de mauvaise santé.

« Nous stabilisons », proclame-t-on à la C.g.t... Vrai, faux ? Vrai et faux à la fois. C'est vrai que, sur la base des cotisations 1983, la situation s'améliore plutôt. Les recettes seraient, paraît-il, en légère hausse. Mais à quel prix ? La C.g.t. contourne depuis peu la difficulté grâce au prélèvement obligatoire des cotisations. La « stabilisation » n'a pas d'autres raisons que celle-là. Chaque syndiqué achète bien ses douze timbres par an. Mais, à l'inverse, combien n'ont pas repris leur carte en 1983 ?

La potion magique du prélèvement

La C.f.d.t. n'a pas encore recouru à cette « potion magique » du prélèvement obligatoire. Résultat : une chute des effectifs de 15 % en 1983, signe du malaise qui règne dans une confédération dont le but avoué était de devenir le n° 1 syndical. Les confédérations dont l'audience augmente en termes électoraux (élections à la Sécurité sociale, prud'homales) ne sont pas à l'abri, elles non plus, de cette érosion. La C.g.c., qui est passée de 36 % à 40 % dans le collège « encadrement » des prud'homales de 1979 à 1982, a connu, entre 1981 et 1982, une chute des effectifs de l'ordre de près de 7 %. Et la C.f.t.c., autre gagnante des élections à la « Sécu », ne se porte pas non plus très bien, de ce point de vue. Ce n'est pas un hasard si Jean Bornard se bat aussi vigoureusement autour des fermetures de fosses : c'est là que la C.f.t.c. maintenue puise une bonne partie de sa base prolétarienne (qui n'a pas rejoint la C.f.d.t.). Seule, Force ouvrière semble mieux résister au phénomène de « désyndicalisation ». F.o. progresse, c'est certain, dans le secteur privé, minotaire lors de la scission de 1947. L'inversion des forces au sein de la confédération entre public et privé pose d'ailleurs un redoutable problème à André Bergeron : la syndicalisation de couches non socialisantes, voire de droite, qui risquent, un jour ou l'autre, de donner le « la » au bureau confédéral.



Un exemple : lors de la dernière conférence du syndicat des agents et cadres des organismes sociaux, le choix du rapporteur a fait problème. Ce syndicat avait en effet fait appel à Jean-Claude Poirier, non-membre du bureau... mais en revanche maire adjoint des Lilas (U.d.f.), pour introduire le débat, ce qui n'a pas manqué de créer un malaise parmi la base socialisante. Et André Bergeron voit certainement juste lorsqu'il affirme que l'audience et les effectifs (?) de F.o. se répartissent également entre gens de droite et de gauche.

Une chose est en tout cas sûre : F.o. progresse très légèrement, mais progresse indéniablement. C'est le seul syndicat « réformiste » à être dans ce cas. Serait-ce parce que F.o. est à la charnière ? L'hypothèse mériterait d'être vérifiée par les chercheurs. En revanche, F.o., pas plus que la C.g.t., la C.f.d.t. la C.g.c. ou la C.f.t.c., ne renouvelle son potentiel militant, ce qui est grave à moyen et long terme pour l'ensemble du mouvement ouvrier français.

Globalement, l'ensemble des confédérations réunies « font » entre 20 et 25 % de la population active, et la tendance les rapproche davantage du 20 que du 25 %. A l'inverse des grandes poussées sociales — 1936 et la Libération — où la syndicalisation a frôlé la barre des 50 %, 1981 n'a pas eu d'effet syndicalisateur, ni mobilisateur.

Ni vainqueur ni vaincu

Le mouvement syndicat, du moins la C.g.t. et la C.f.d.t., vit toujours sous le double choc de la rupture du Programme commun de 1977-1978, pour la centrale de Krasucki, et d'un échec évident du « recentrage » consécutif au rapport Moreau pour celle d'Edmond Maire. En clair, n'est-ce pas dans la rupture de l'unité d'action qu'il faut chercher les causes de cette atonie syndicale ? Cette rupture coïncide, en effet, au niveau des effectifs, avec une reprise de l'érosion qui avait été stabilisée (on avait même noté les signes d'une « reprise ») dans la période antérieure. Les deux syndicats les plus à gauche ne payent-ils pas les anathèmes réciproques : l'adoption d'une ligne floue pour l'une ou un trop grand engagement politique pour l'autre ? Il est clair également que la nouvelle stratégie de la C.f.d.t. « ne passe pas » à la base, ainsi qu'en témoigne son recul lors des élections à la Sécurité sociale du 19 octobre 1983, qui met la confédération de Maire à plusieurs points derrière celle d'André Bergeron. Perdant des voix sur sa gauche, n'en gagnant pas sur sa droite, la C.f.d.t. est assurément en difficulté. Et on s'y pose des questions pour l'avenir. Les plus pessimistes n'hésitent pas à le dire : « Il y a risque de devenir une sorte de P.s.u. syndical. » Les élections pour les administrations salariés chez Renault sont un bon exemple. Jusqu'en 1984, la C.f.d.t n'avait cessé de grignoter la C.g.t. dans plusieurs établissements comme Flins ou Sandouville, où elle avait donné dans le registre gauchiste, pour conquérir le comité d'établissement. Les élections du 15 mars chez Renault ont redonné des raisons d'espérer à la C.g.t. qui vient très largement en tête pour l'ensemble du groupe. Et qui, en 1985, espère bien reprendre toute sa place au comité d'établissement de Flins d'où Daniel Richter l'avait évincée.

Mais cette guerre de position fait aussi penser, irrésistiblement, à une gué-guerre qui ne désigne, finalement, ni vainqueur ni vaincus. Reviendra-t-on à la case départ ? Et, avec Krasucki et Maire à leur tête, C.g.t. et C.f.d.t. sont-elles en mesure de prendre à nouveau le chemin de l'union. La C.g.t. joue, à fond, la carte de l'unité d'action dans les luttes actuelles. Et, bon gré mal gré, la C.f.d.t. lui emboîte le pas sur le terrain, où F.o. est vigoureuse et la talonne. En outre, l'état-major de la C.f.d.t. est inquiet des convergences de plus en plus nombreuses entre la C.g.t. et F.o., naguère frères ennemis. Sur la question du maintien du pouvoir d'achat, de la politique industrielle, de l'emploi, de l'école, il y a, de plus en plus, similitude objective entre l'action de la C.g.t. et de F.o. Et même si on reste fort loin des accords d'états-majors, anticommunisme oblige, l'identité du discours est frappant. Alors, à la C.f.d.t., on a l'impression d'être pris en tenaille. « Nous sommes », nous a dit un militant, dans une formule imagée, « entre les pinces du crabe ». « Union dans les luttes » : la vieille recette, l'abc du syndicalisme. Le syndicalisme français se refera-t-il une santé « en passant par la Lorraine » ? ●


Pascal Lebrun

Emission d'un timbre commémorant le centenaire du syndicalisme.

Fonds Jean-Jaurès

DONNEZ-NOUS NOTRE PAIN AUDIOVISUEL QUOTIDIEN...

Au-delà des clivages politiques tout le monde croit au cable et se félicite du plan gouvernemental... mais s'agit-il du même câble ?

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

EN novembre 1982, un « plan câble » était adopté en Conseil des ministres. Louis Mexandeau, ministre des P.t.t., annonçait quelques chiffres à l'appui : plus d'un million d'abonnés « raccordés » en 1985, un million de « branchés » supplémentaires chaque année à partir de 1987, donc au moins six millions de foyers « câblés » en 1992. Beaucoup ont souri : fin 1982, il n'y avait pas grand monde pour s'intéresser au câble... Pourtant, dès janvier 1983, « le Monde » notait : « Le câblage de la France est l'un des rares aspects de la politique audiovisuelle du gouvernement qui fasse l'objet d'une approbation quasi unanime. »

Cergy-Pontoise et Rennes

C'est que, brutalement, presque tout le monde avait perçu la pertinence du projet : câbler la France, c'était développer une industrie de programmes, mettre de nouveaux services de communication à la disposition de la population et, aussi ouvrir de nouveaux marchés à la filière électronique française... Un an a passé, l'unanimité s'est confirmée. Cent vingt-huit villes ont déjà officiellement demandé à être câblées. Bernard Schreiner, député socialiste, président de la mission « T.v. -câble », vient de signer les premiers protocoles d'accord avec Cergy-Pontoise et Rennes qui ont décidé de se lancer dans l'aventure du câble. Certes, les réseaux câblés ne sont pas encore en activité ; seules quelques expériences de préfiguration se sont déroulées ici ou là, à Gennevilliers et à Grenoble, par exemple. Mais, déjà, beaucoup de gens s'intéressent au câble : au cours de Télécâble 84, à Evry, l'autre semaine (1), les p.-d.g. des chaînes de télévision du service public sont venus proposer leurs stocks de programmes ; d'autres partenaires se sont mis en avant : R.t.l., Nathan, Larousse, Hachette, la Banque Worms, la Caisse de dépôts et consignations, etc. ; et les élus ont parlé financement. Toutes les discussions se sont déroulées dans un climat de parfaite sérénité. Ce qui prouve que, désormais, tout le monde, au-delà des clivages politiques, croit au câble. Mais tout le monde parle-t-il du même câble ?

Au départ, dans l'indifférence générale, le projet semblait simple. L'intérêt naissant, le dossier s'est épaissi et compliqué, est devenu plutôt abscons pour le profane qui s'est trouvé bombardé d'interrogations le dépassant : bon, alors le câble, c'est quoi ? Ça sert à quoi ? C'est pas seulement destiné à la télévision ? Ça sera aussi utilisé pour la vidéocommunication et l'interactivité ? Et pourquoi certains préfèrent-ils le câble coaxial et d'autres le câble en fibre de verre ? Et que vient faire le satellite dans le débat ? Et pourquoi reparle-t-on des faisceaux hertziens ? Et combien y aura-t-il de canaux disponibles ? Et combien ça va coûter ? Et qui va payer ? Et qui va décider du contenu ? Et pourquoi personne n'est d'accord sur tous ces sujets ?

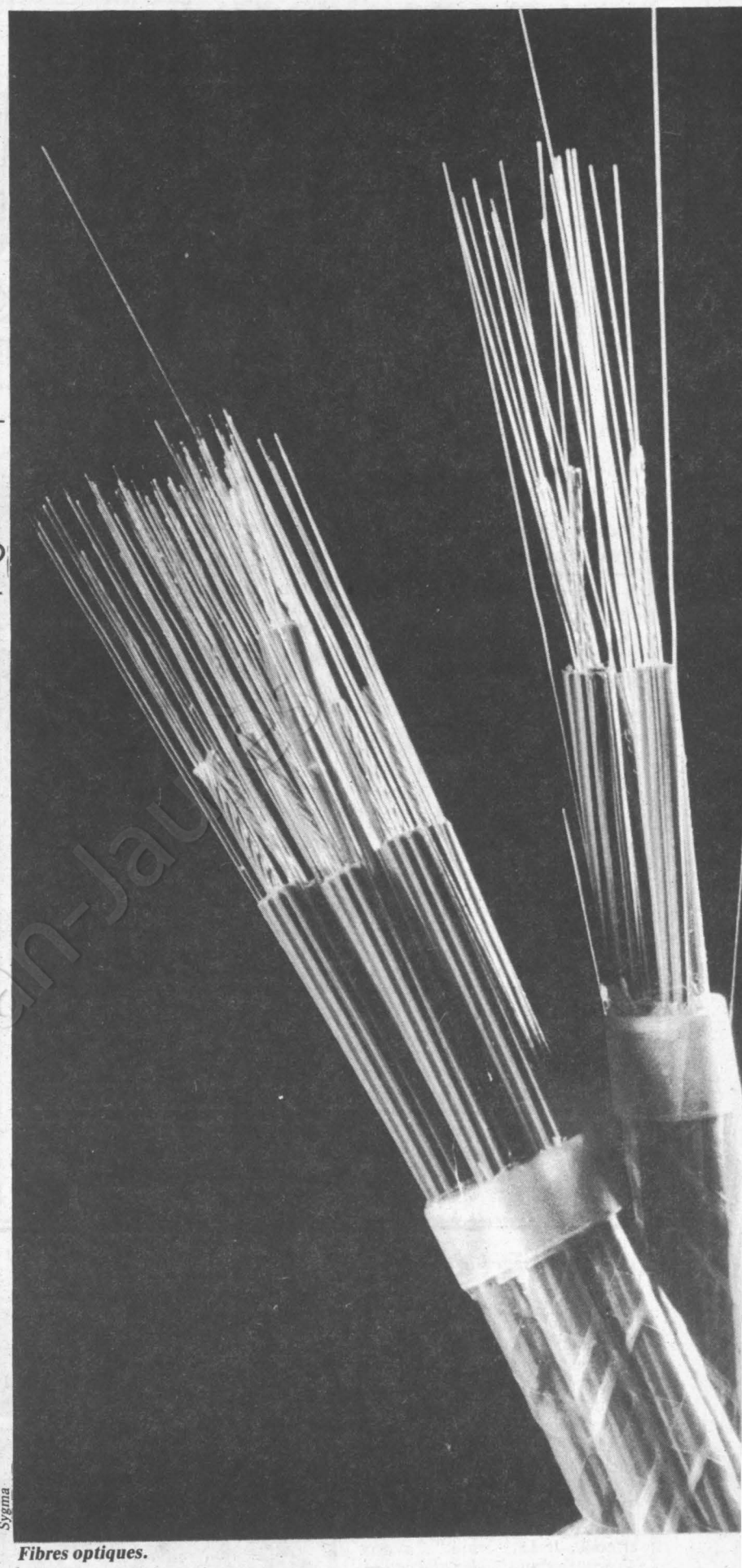
Servitudes et grandeur d'une démocratie : le moindre des débats part dans tous les sens, fait surgir des controverses insoupçonnées, déclenche des querelles de clochers. Autour du câble, en réunions fermées ou par déclarations à la presse interposées, la Direction générale des communications et T.d.f. (Télédiffusion de France) s'engueulent comme des chiffonniers ; chaque ministère défend son « bout de gras » : la technologie pour les P.t.t., les programmes pour la Culture et la Communication, les collectivités locales pour l'Intérieur, etc. Comment trancher ? Comment arbitrer ? Les contradictions entre les administrations concernées sont telles que le comité interministériel consacré au câble le 8 février 1984 n'a rien décidé, n'a pu rédiger aucun décret. Autant les futurs partenaires et usagés du câble sont sereins, autant les autorités de tutelle sont crispées...

Publicité ou non ?

Heureusement, la mission « T.v. - câble » tient bon la barre, avance patiemment, sans reculade : elle sait que le câblage du pays est un tout et que, bon gré mal gré, les différents ministères sont condamnés à collaborer. Foin de prérogatives, la mission « T.v.-câble », elle, a des priorités : des inconnues prioritaires, des réflexions prioritaires. Il lui faut trouver ou susciter des solutions pragmatiques à des problèmes concrets : financer le câble, le gérer, le rentabiliser, définir ses conditions d'autorisation et de limitation de diffusion. Car, si le câble existe maintenant sur le papier et dans les esprits, il va falloir le rendre viable dans la réalité. Il va, entre autres, falloir répondre franchement à cette question : y aura-t-il de la publicité sur les réseaux câblés, oui ou non ? Y en aura-t-il dans des proportions suffisantes pour assurer l'équilibre financier ? Comment cela va-t-il se négocier avec la presse écrite et les régies régionales de F.r.3 ? Bref, il va falloir choisir et décider. Et vite ! Autant essayer de comprendre ce qui est réellement en jeu.

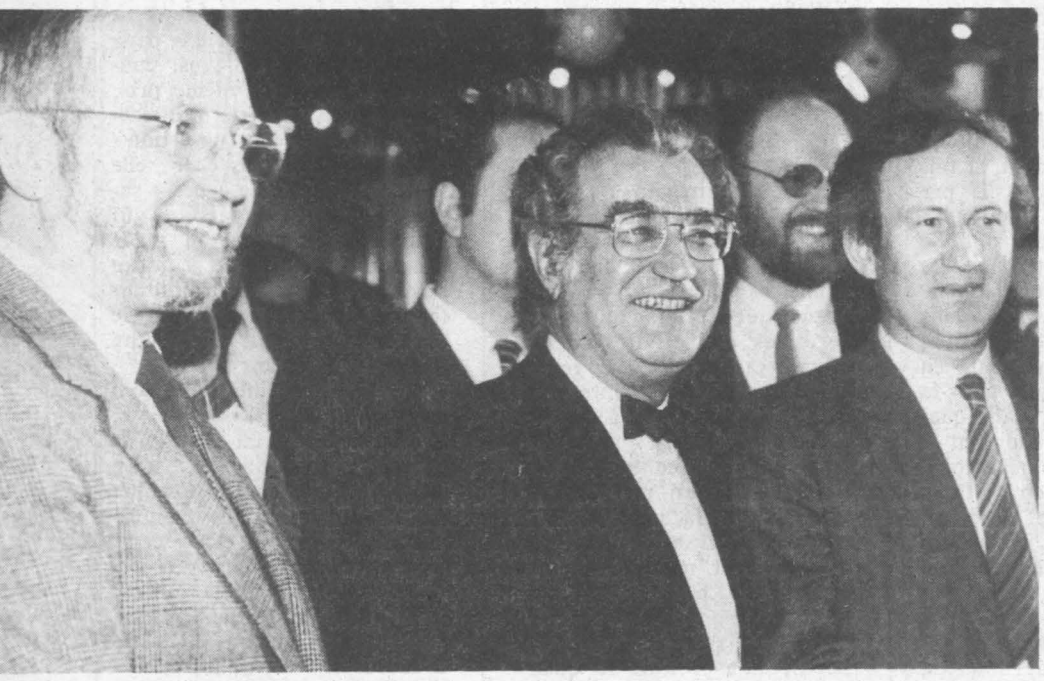
Les premières décisions devraient intervenir rapidement. Georges Fillioud, ministre de la Communication, l'a dit récemment : « A défaut de trouver des solutions communes entre

(suite en page 10)



Sygma

Fibres optiques.



Louis Mexandeau, Georges Fillioud et Bernard Schreiner.



VOULEZ-VOUS CONNECTER AVEC MOI ?

Des agences de son, des régies publicitaires, des boîtes de conseils... une multitude de sociétés organisent la F.M.. "Je te donne des infos, tu me prends mes reportages". Il y a comme de la connexion entre les R.I.p. ... et comme une grosse "manip" politique de la droite

PAR DENIS DANGAIX

SERVICE Minitel, réseau de liaison, raccord en prise directe sur magnétophone ou sur console de diffusion, la radio locale privée (R.l.p.) est à l'heure de la connexion. Point de dérive. Il suffit de le constater : ça câble dur entre les B.i.p., rançon d'un succès ou fruit d'une carence ? La question doit être posée.

Alors que les radios locales commencent à peine à trouver leur vitesse de croisière, des réseaux font leur apparition. Le schéma en est simple. Un bureau central composé de techniciens et de journalistes, un studio émission, quelques lignes P.t.t. et la nécessité de prendre contact avec au moins une station. Moyennant soit un coût modique, soit un échange de service, le central balancera, à heure fixe, flashs et informations. Le tour est joué. On appelle ce montage une agence de son. Et de ce système, simple comme bonjour, découle une série de mises en scène où différents partenaires se préparent à tirer les ficelles des quelques faiblesses du milieu des R.l.p.

Une situation à l'italienne

« Dans les carences, il y a toujours des gens qui se placent. » Bernard Clarens, l'un des dirigeants du Syndicat national des radios et télévision locales (S.n.t.r.l.), mais aussi responsable de l'Association pour la promotion des radios rurales (Apror), n'a pas de mots assez tendres pour qualifier l'apparition des réseaux. Si les stations libres sont un succès indéniable, pense-t-il, elles pèchent par manque de moyens en étant incapables de fournir à leurs auditeurs des informations hors du canton ou du quartier. « L'A.f.p., ça coûte cher, dit-il. Si les radios doivent avoir un service d'information, cela demande un lourd investissement. Alors des réseaux se constituent dans tous les sens. » Des politiques, affirme-t-il, autour de lobbies ou d'associations de maires d'oppositions, des horizontaux (agence de presse écolo ou agricole comme l'Apror, des relais autour de magazines comme « les Nouvelles » ou le Club « Magazine-Hebdo », toute une série de connexions partant du même principe : l'élaboration d'une rubrique d'information.

Il est vrai qu'une radio locale ne peut pas faire que du clocher de village. Et qu'il y a demande des auditeurs, la station est obligée de fournir du bulletin. Hubert Lafont, conseiller technique auprès du secrétaire d'Etat à la Communication, assimile ce problème à la situtation italienne. « En Italie, précise-t-il, il y a trois régies qui s'occupent des programmes pour huit cents télés. Le parallèle est important dans notre situation. Car derrière l'information distribuée, il y a le sponsoring. Le système des échanges peut avoir un rôle positif à condition que le maître d'ouvrage soit le responsable de la radio. La station a-t-elle la possibilité de moduler les programmes proposés ? Quelques coups de téléphone ont donné la température. Une radio câblée accepte le service et dans la majorité des cas, elle n'intervient pas dans le choix. »

La société France Cable Communication, vingt-cinq personnes, créée depuis le 15 janvier 1983, est la première liaison câblée à avoir expérimenté le système. Cette société se donne pour mission « de permettre aux radios locales de bénéficier de programmes de qualité et de service de bourse d'échange entre elles ». L'abonnement annuel est de 2 000 francs : dix-huit flashs et bulletins confectionnés en collaboration avec l'Associated Press sont envoyés chaque jour. Philippe de Renty, ex-chef de pub à « Télé 7 Jours » et patron de la société, précise que son but n'est pas « de faire de la F.m. une sorte de radio nationale à émetteurs multiples ». Son équipe est composée de journalistes et de techniciens qui, à ce titre, interviennent sur l'événement comme n'importe quel confrère. Il est vrai que l'écoute des bulletins de France Cable indique une neutralité toute professionnelle, mais les publireportages Renault, Citroën, La Redoute, Anpe, Club Méditerranée et j'en passe — publireportage envoyé à la radio cédant à la société un espace publicitaire en échange de la grille d'information — montrent, quant à eux, une pratique du sponsoring toute particulière. Le voilà le parallèle avec la situation à l'italienne.

Signalons tout de même que France Cable produit également des émissions radiophoniques en langue anglaise vers des stations de radio et des réseaux étrangers. Et que, depuis mars 1982, European News Service, « filiale » de France Cable, diffuse 24 heures sur 24 un programme musical accompagné d'informations en anglais dans les grands hôtels parisiens. Dominique Carbonnier, responsable de l'Agence française de communication (neuf permanents), veut en finir avec le monopole des stations périphériques. Pour cet homme d'opposition, « par référence culturelle » dit-il, il est membre du

(suite de la page 9)

les ministères concernés, c'est au Premier ministre de trancher soit lors d'un conseil interministériel, soit en Conseil des ministres. » Quand, exactement ? — « Dans les semaines qui viennent, a répondu Georges Fillioud. De toutes les manières, nous ne sommes pas en retard. » Voire ! Grâce à Pompidou et à Giscard, immobilistes patentés en matière d'audiovisuel, nous n'avons jamais qu'une vingtaine d'années de retard sur la Belgique ! Et les Belges, par le câble, ont accès à une dizaine de chaînes nationales européennes. Ne parlons pas des Etats-Unis : ils ont commencé à installer la « télévision avec fil », dès 1947... Parlons donc de nous, modestement de nous et des choix tardifs qui vont changer notre pain audiovisuel quotidien.

Jusqu'à présent, nous n'avions qu'une possibilité pour recevoir les images et les sons : la voie hertzienne par laquelle passent nos trois chaînes existantes, par laquelle passera bientôt la quatrième (Canal Plus). Prochainement, nous disposerons de deux autres possibilités : le satellite et le câble. Certains disent : entre les deux, il faut choisir. D'autres : il faut utiliser les deux. Alors ? Dans la réalité, câble et satellite risquent de se révéler complémentaires : les grosses communes, en milieu urbain, pencheront pour le câblage ; les zones rurales à population dispersée, pour qui le câble serait trop onéreux, seront enchantées de pouvoir utiliser le satellite. Les chiffres sont là : sur les 36 000 communes de France, 500 seulement comptent plus de 30 000 habitants et pourront à coup sûr s'offrir le câblage ; si les grandes villes comptabilisent 7 millions de foyers, on en dénombre 5 millions dans les « zones trop peu densément peuplées ». Dans un rapport au ministre des P.t.t., Gérard Théry, ancien patron de la Direction générale des communications, explique que les villes moyennes et les banlieues des grandes villes pourront relever soit de la diffusion par satellite, soit d'un système mixte câble-satellite. Si le satellite actuel, T.d.f. 1 (dont le lancement est prévu en 1985), est déjà techniquement dépassé, s'il est évident que son successeur devra intégrer tous les progrès techniques intervenus entre 1975 et 1985, il n'est donc par contre pas question de renoncer au principe même du satellite. On se demande bien pourquoi certains ont orchestré une campagne de presse contre le satellite français...

Autre querelle sans objet : celle qui consiste à continuer à discuter le bien-fondé du choix de la fibre de verre. Jacques Dondoux, actuel directeur général de la D.g.t. (Direction générale des communications), a pourtant été clair sur ce point : « Nous avons toujours dit que, stratégiquement, il fallait desservir les Français par fibres optiques. » Il a ajouté : « Le câblage en fibre optique ne peut pas être arrêté. Dans les années 90, ce sera le téléphone qui amènera la télévision dans les foyers. » Le câble à fibre optique de verre représente en effet une double chance pour la France : d'une part, dans quatre ou cinq ans, quand tout le pays sera équipé en téléphone, il assurera le maintien de l'emploi dans la filière électronique ; d'autre part, grâce au couplage image-téléphone, la fibre de verre assurera sans problème les « nouveaux services » du proche avenir : consultation de banques de données, de banques d'images fixes ou animées, télévidéothèque, télé-achat, télésurveillance, etc.



Pascal Lebrun

Régie télévisée à Télécâble 84, à Evry.



Gamma

Cable News Report à New York : 24 heures de journal ininterrompu.

Coaxial ou fibres de verres ?

Evidemment, la fibre de verre a un inconvénient : son installation coûte beaucoup plus cher que celle du traditionnel câble coaxial. On comprend que certains élus, que certaines collectivités locales aient déjà annoncé leur renoncement : « Pas de fibre optique ! Le câble coaxial ou rien ! » A ceux-là qui seraient tenté par l'ancienne technique du câblage en cuivre (dit « coaxial »), Jacques Dondoux réplique : « Il existe une voie bien meilleur marché : la voie hertzienne U.h.f. Un vrai gisement inexploité ! » Il précise : « Nous disons donc, à la D.g.t., qu'avec trois ou quatre milliards de francs on pourrait créer une dizaine de chaînes supplémentaires couvrant la moitié de la France et que deux ou trois chaînes de plus, coûtant à peu près le même prix, couvriraient l'autre moitié. » Avantages de cette suggestion : elle ne coûterait pas cher ; elle fonctionnerait grâce à des « satellites locaux à terre » qui pourraient être mis en place dans un délai d'un an à un an et demi ; elle permettrait d'attendre le câblage de tout le territoire qui risque de prendre quelque... trente ans !

Bernard Schreiner, au nom de la mission « T.v - câble », s'est rallié au point de vue de Jacques Dondoux (2) : « La mission a commencé à travailler sur l'hypothèse d'une complémentarité entre le câble et le faisceau hertzien durant la période transitoire de la montée en charge des réseaux câblés. Deux raisons nous y poussent. D'abord un souci de justice : la télédistribution doit être acces-

Comité central du R.p.r., il faut faire dans le modèle de complément, le genre produit américain, du professionnalisme à tout crin. Sa société propose à la dizaine de radios câblées trois sortes de service. Un service information composé de flashs, bulletins et éditoriaux, un service banque du son, de la matière sonore découlant d'un certain nombre d'événements ou d'interviews, et un service de magazine sur des sujets thématiques des plus divers. A la question du sponsoring, Dominique Carbonnier insiste sur sa méthode. « Nous travaillons avec l'annonceur, dit-il, le contraignant à changer le concept de la publicité. » C'est donc pas de la pub, c'est de l'information. Un mot enfin pour préciser que les radios ne paient pas d'abonnement, ni de frais de câblage ni de location. Un système d'échange de service là aussi.

Audiovisuelle Diffusion est d'une autre nature. Ne serait-ce par le fait que cette agence a été montée par Pierre Cristol, ancien de Radio K, et Paul Sigognau, patron de l'Association pour la libération des ondes (Alo). Voulant distinguer l'information du reste, ils ont séparé structurellement les genres. L'Agence Audiovisuelle Communication se veut une structure de presse et, à ce titre, fonctionner comme telle. Elle fournit de la matière sonore à la demande. Son studio est installé à Poitiers et travaille avec un nombre de stations tournant entre dix et... deux-cent cinquante. Audiovisuelle Diffusion est la société de production et de commercialisation. Restant dans le cadre prévu par la loi, elle fournit des prestations couvrant les côtés institutionnels. Et s'ils font du commercial, affirment-ils, ils achètent l'espace. A titre d'exemple, pour une série sur quinze jours, chaque radio émettant le produit recevrait environ 10 000 francs.



Des régies par dizaines

Quelques six cent cinquante stations ont aujourd'hui obtenu leur dérogation. Demain, c'est-à-dire d'ici à quelques semaines, le chiffre des R.l.p. autorisées sera de l'ordre de neuf cent cinquante. La toile d'araignée de la F.m. aura délimité son faisceau hertzien. Le succès est indéniable. Il est d'estime d'abord. Le fidèle de la F.m., toutes les études l'indiquent, est sensible à la nouveauté, à la qualité sonore, à l'absence de publicité, même si celle-ci a tendance à pointer de temps en temps son bout de marque. Il est relationnel ensuite. Le « branché » apprécie le contact direct avec sa station et attend d'elle des informations pratiques. Il est d'actualité enfin. La F.m. mobilise les « déçus des périphériques », « les aventuriers du son », les jeunes de 7 à 77 ans qui attendent toujours autre chose.

Quand il y a succès, on s'y intéresse. On calcule l'impact, on diagnostique l'effet, on mesure les interventions. La radio locale privée est un des nouveaux médias qui est attendu comme au coin d'un bois. Pub ou pas pub ? Aucune importance, les réseaux existent. On monte en parallèle des régies. Une multitude d'officines toutes plus importantes les unes que les autres.

Voici en vrac Fusion F.m., Hexagone F.m., Continent, F.m. 84, Bélier, Synergie, Havas, Dauphin, Roux, T.g.w.a., Seguela, MAG Conseil, Régie Com... Elles sont toutes différentes, certes, mais pratiquent la technique du réseau. Elles sont parisiennes, locales, régionales, elles sont politiques, « de service », de « conseils ». Elles viennent du petit monde des radioteurs, ou de la presse quotidienne régionale ou nationale, ou bien du grand négoce. Autre toile d'araignée, les régies publicitaires marquent la F.m. en constituant le réseau de service.

Mais il y a risque plus important qu'un débat, ou qu'une campagne sur la publicité sur les ondes. Il s'agit du risque de bipolarisation qui peut exister à travers la F.m. Les réseaux sont essentiellement tenus ou organisés par la droite. Ils avaient dit non aux radios libres, aujourd'hui ils raccordent les projets, passent des contrats avec des régies et organisent quelques agences de son.

La tentation est grande, par exemple, du côté du président de la S.n.t.r.l., Gilles Casanova, de constituer une liaison câblée. Il ne s'agit pas de répondre, mais d'être présent. Une centaine de radios organise France Média Communication. Futur réseau, futur banque de son. Une grosse opération pour la rentrée de septembre. Une rentrée qui peut voir près de la moitié des stations de la F.m. câblée dans tous les sens.

---

sible à l'ensemble des Français (...) Notre deuxième souci est économique : nous voulons (...) que les industries de programmes destinés au câble puissent compter un nombre d'abonnés suffisant. » Après satellite-câble même combat, c'est câble-faisceau hertzien même combat. Tout est très simple, finalement...

« Une vision trop télé du câble »

Pas si simple ! Car, bizarrement, on retrouve sur les mêmes positions, d'accord pour refuser le plan « fibre de verre » des P.t.t., le ministre de l'Intérieur socialiste, Gaston Defferre, et le maire de Paris R.p.r., Jacques Chirac. Pour eux, pour l'instant, le câble ne saurait servir à autre chose qu'à diffuser des programmes de télévision. L'interactivité et la vidéo-communication ne les intéressent guère. Donc, le câble coaxial est bien suffisant. A court terme, en données purement économiques, ils ont peut-être raison. A long terme, ils négligent les débouchés internationaux de la fibre optique et ils se trompent sûrement sur le rôle social que va être amené à jouer le câble. Gilles Catoire, maire-adjoint de Clichy, responsable de la communication, à la Fédération nationale des élus socialistes et républicains, insiste sur ce point : « En général, on a une vision trop « télé » du câble. Le câble, ce ne sera pas seulement la télévision par câble. Ce sera aussi l'interactivité, les banques de données, le monde de la bureautique, la télématique, etc. Le câble ne sera pas seulement un vecteur culturel, ce sera aussi un vecteur économique. Moi, je pense que 75 % du marché du câble sera pris par les entreprises. Le câble, quantitativement, sera beaucoup plus au service des diverses collectivités que de l'individu. D'ailleurs, les gens n'éprouvent-ils pas un ras-le-bol de la consommation individuelle d'images à domicile ? Ne faudrait-il pas réfléchir à cela ? Ne faudrait-il pas penser à utiliser le câble dans un sens plus convivial ? »

Les réflexions de Gilles Catoire nous amènent à la question la plus épineuse de toutes. Une fois effectué le choix technologique, en admettant que les modalités de financement aient été trouvées (elles le seront sûrement cas par cas), reste l'essentiel : que va-t-on diffuser sur les réseaux câblés ? Même si l'on accepte les prévisions de Gilles Catoire (le câble aux trois quarts utilisé par les entreprises), reste 25 % du temps à alimenter en programmes ! Que ces programmes soient « conviviaux » ou qu'ils soient faits pour la consommation individuelle, la quadrature du cercle est la même : qui va fabriquer les dizaines de milliers d'heures « dévorées » par le câble ? Tout comme l'ouverture des antennes régionales de F.r.3 à 17 heures, l'irruption du câble dans le monde de l'audiovisuel met le doigt sur une plaie française : l'absence d'une véritable industrie de programmes. Cette industrie, le ministère de la Communication et surtout le ministère de la Culture font tout pour la promouvoir. Mais, en ce domaine, le volontarisme ne suffit pas ; il faut surtout des subsides. Or, le ministère de la Culture, à lui seul, même s'il y consacrait l'intégralité de son budget, ne saurait faire sortir du néant une industrie jusqu'ici inexistante. Le plus rationnel (et c'est le choix qu'a fait Jack Lang) est donc de susciter des initiatives et de les soutenir financièrement au départ.

Bien sûr, il serait plus facile de se contenter de ce qui existe déjà (la télé « distractive » dans le style R.t.l. ou Télé-Monte-Carlo) et de le « fourguer » tel quel sur tel ou tel canal des réseaux câblés. On pourrait également se fournir en produits « made in U.s.a. » ou « made in Japan » : c'est sans doute ce que rêvent de faire certains marchands bien intentionnés... Là, il appartiendra à la Haute-Autorité de veiller au grain et d'éviter la colonisation du câble français par les recettes culturelles « étrangères ». Non qu'il faille refuser par avance un certain métissage et certaines confrontations. Mais, de métissage à invasion il y a un pas à ne pas franchir...

Autant il ne saurait être question de laisser « américaniser » le câble français, autant les Français auraient intérêt à se pencher sur le plus ancien système de câblage du monde : le câblage américain. Parce que ses réalités et ses méthodes, dans leurs qualités et leurs défauts, peuvent constituer pour l'Hexagone une source de réflexions et de leçons. Les controverses que nous connaissons aujourd'hui autour du câble, les Américains les ont connues entre 1947 et 1965. La réglementation du câble (puis sa « déréglementation ») : c'est ce qui a agité l'opinion américaine jusqu'à la fin des années 70. Le satellite : c'est lui qui, en venant alimenter les canaux à partir de 1975, a redonné un nouvel essor aux réseaux câblés américains. Les avantages du câblage (donnant accès aux « nouveaux services »), les différents modes de paiement du câble, l'utilisation de réseaux interactifs, les marchés de l'industrie de programmes, la rentabilité des réseaux, les chaînes sportives, les programmes « culturels », les émissions pour enfants, les émissions féminines, les programmes linguistiques, les programmes pour les minorités ethniques : tout cela, 27 % des Américains le vivent quotidiennement. Il ne serait peut-être pas stupide de tenir compte de leur expérience avant de décider dans un sens ou dans un autre. Il serait peut-être intéressant de savoir dès maintenant quel a été l'impact du câble sur les autres médias, sur la société, sur les comportements des humains...

Trente ans d'expérience !

Aux Etats-Unis, le câble est un phénomène tellement vivant, il évolue tellement vite qu'il nécessite sans cesse des réajustements législatifs : pour la seule année 1981, à travers les cinquante Etats américains, on n'a pas compté moins de 155 projets de loi différents concernant le câble... Après plus de trente ans d'expérimentation ! C'est dire si nous n'avons pas à être marris de voir en 1984 s'affronter, devant l'opinion française, des conceptions divergentes de câblage de la France : ce n'est qu'un début. Et le débat ne sera pas réglé par la promulgation prochaine de quelques décrets. Il continuera longtemps entre, d'un côté, ceux qui veulent faire du câble un instrument de culture, d'initiative économique, de démocratie et de décentralisation et ceux, d'un autre côté, qui ne voient dans le câble que l'occasion de caresser l'électeur dans le sens du poil tout en faisant quelques opérations financières (avec ou sans publicité) juteuses. Attention aux opérations masquées ! Certains, sous couvert de culture, essaieront d'en profiter pour mettre en place des « networks » destinés à truster une partie de l'industrie de programmes et à contrôler le contenu de notre consommation audiovisuelle. Il appartiendra aux élus locaux, à travers les sociétés de gestion des réseaux câblés qu'ils auront en charge, de séparer le grain de l'ivraie, de faire du câble un nouvel outil de liberté ou un nième instrument d'oppression.

Pour l'instant, le câble français n'est pas encore opérationnel. Pour l'instant, le catalogue des programmes recensés par la mission « T.v - câble » ne dépasse guère un total de 2 000 heures d'émissions disponibles. Pour l'instant, les partenaires des réseaux câblés capables de produire des programmes ne sont pas légion... Pour l'instant, n'importe qui peut dire n'importe quoi sur le câble : ça ne tire pas à conséquence ! Seul le gouvernement ne peut s'offrir le luxe de faire n'importe quoi : il est responsable devant l'Histoire de la naissance d'un nouveau média. Il était une fois en France, en 1985, le câble... En fait, pour le câble, 1985 est déjà commencé. Et demain, en 1989, en 2000, on dira : « On se téléphone ou on se fait un câble ? » ●

(1) « Télécâble 84 », deuxième convention des villes câblées, s'est déroulé à Evry du 21 au 24 mars.
(2) In « Libération » en date du 8 mars 1984.



A.f.p.

Jeunes manifestants à Santiago du Chili pour la huitième « protesta ».

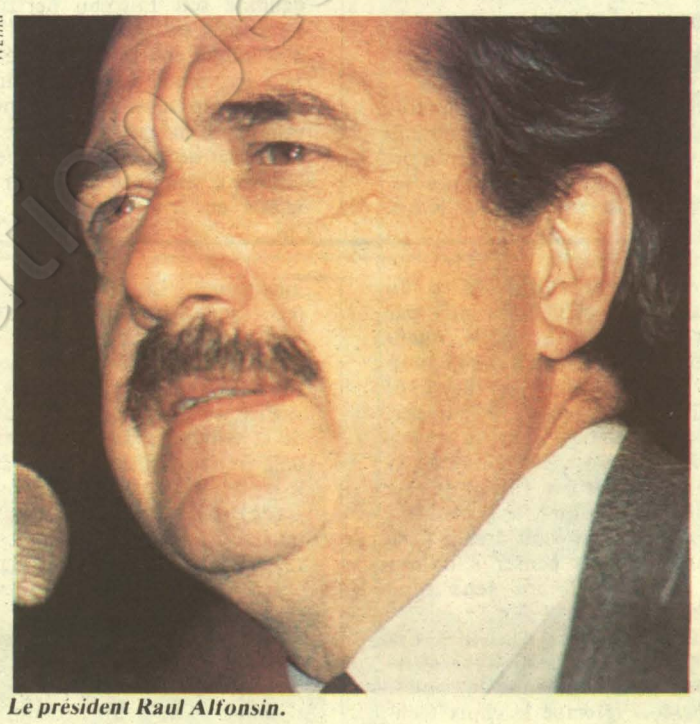


Sygma

Augusto Pinochet.

L'ARGENTINE EN QUARANTAINE ?

Par crainte d'une épidémie de démocratie, les dictatures latino-américaines tentent d'isoler l'Argentine alors que celle-ci se débat dans une catastrophe économique sans précédent. Merci les "Chicago Boys"



Sygma

Le président Raul Alfonsin.

PAR CARLOS FERRARI-LOPEZ

MERCREDI 28 mars, 15 heures. Dans sa résidence d'Olivos, à quelques dizaines de kilomètres de Buenos Aires, le président Alfonsin reçoit quelques invités. Réunion restreinte. Du côté argentin, le ministre de l'Economie, Bernardo Grinspun, et le président ; du côté américain, il y avait : le vice-président de Citybank, Williams Rhodes, chef de file des créanciers étrangers, et était aussi présent l'ambassadeur des Etats-Unis, Frank Ortiz. Après cette très longue réunion, sans communiqué de presse final, les Argentins ont eu la désagréable impression de revenir en arrière vers des époques pas très lointaines pendant lesquelles « nous avons perdu notre indépendance économique », comme disait Raul Alfonsin durant la campagne électorale.

La banque internationale penchée sur le chevet d'une Argentine gravement malade, n'a pas trouvé de remède miracle. Les « bonnes » et surtout vieilles recettes du Fonds monétaire international vont être suggérées aux autorités argentines. Ailleurs, Mexique, Brésil, Venezuela, la potion a du mal à passer, et encore il s'agit des pays qui ne connaissaient pas la crise profonde que vit l'Argentine. Une combine financière va permettre aux banques privées américaines de se faire rembourser quelque 500 millions de dollars dus par Buenos Aires. Il ne s'agit là que de l'arriéré du dernier trimestre 1983. La dette extérieure reste, elle, entière : 44 milliards de dollars. Et on paie les intérêts comme on peut. Dans ce sens on paie peu, et l'ambassadeur américain a dû employer des trésors de rhétorique pour amener les parties vers un accord. De toute façon, les Etats-Unis ne peuvent pas permettre qu'une centaine de banques américaines, mais aussi françaises, espagnoles, allemandes, courent des risques graves à cause de l'instabilité des pays sous-développés. Coincé entre le F.m.i. et l'ambassadeur américain, très présent pendant les négociations, le ministre Grinspun a accepté l'accord proposé par ses interlocuteurs et qui permet, grâce à un savant billard financier, d'octroyer 500 millions de dollars à l'Argentine. Cette opération constitue une première, ce sont les quatre pays le plus endettés de l'Amérique latine qui vont lui prêter 300 millions de dollars (1), les banques créancières de l'Argentine avanceront 100 millions, et les dirigeants argentins devront trouver les 100 millions qui restent.

Les banques d'abord !

Mais comment est-il possible que des pays surendettés puissent « prêter » de l'argent ? Facile, répondent les banquiers américains : il faut, tout simplement, que le gouvernement des Etats-Unis accorde à l'Argentine un crédit relais de 300 millions qui permettra à ce pays de rembourser ses frères latino-américains. Et voilà ! Le tour est joué, et le secrétaire américain au Trésor Donald Regan a donné son feu vert. C'est ainsi que les banques américaines pourront boucler les comptes correspondants à l'année 1983 sans avoir à classer lés créances argentines dans la catégorie des « actifs non rentables ». Provisoirement donc le danger est écarté. Le journal parisien « les Echos » souligne : « M. Reagan a beau avoir affirmé qu'il s'agissait de sauver l'Argentine et une fragile renaissance de la démocratie, le sort des banques créancières n'a pas été indifférent à Washington. »

Depuis quelques jours la situation économique catastrophique est devenue le sujet obligé des conversations dans les villes d'Argentine. Le programme économique de l'Union civique radicale (parti au gouvernement) reste dans les tiroirs du ministre. Pour le moment, seul un « plan d'urgence » a été rendu public, et tout se passe comme si on attendait la fin des négociations avec le F.m.i. pour faire face à l'opinion publique. L'opposition, malgré les surenchères propres à son état minoritaire et aux besoins des péronistes de retrouver leurs bases ouvrières, n'a pas — elle non plus — un programme économique pour sortir du chaos. Par ailleurs, les péronistes sont actuellement très occupés avec leurs luttes intestines, et les hésitations de l'ancienne présidente Isabel Peron n'arrangent pas les choses.

« Isabelita », qui a mesuré lors de son retour en décembre dernier la profondeur de la crise que vit le péronisme, n'a pas les moyens de rétablir l'ordre dans son parti. N'est pas Peron qui veut !... Depuis sa retraite espagnole, elle joue les sphinx, mais si la dispute de chefs continue, elle va être obligée de trancher. Aujourd'hui les syndicalistes de la bureaucratie péroniste essaient de revenir, péniblement, sur le devant la scène. Après les estocades portées pendant les premier mois par Alfonsin et son ministre du Travail, Antonio Mucci, sur la première ligne du syndicalisme péroniste, le gouvernement a dû reculer. En effet, au Sénat, où les radicaux n'ont pas la majorité, une poignée de sénateurs conservateurs ont refusé d'approuver la loi syndicale dont les principes étaient déjà explicités dans le programme électoral de l'U.c.r. Quelle aubaine pour les péronistes qui avaient déjà perdu l'espoir de mettre en échec le projet de démocratisation syndicale !

Trop féministe !

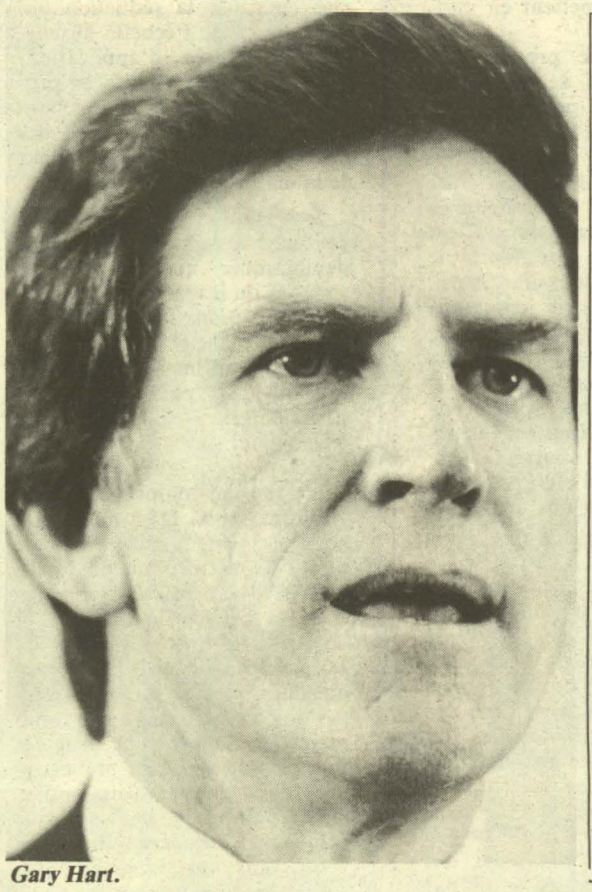
Mais, malgré la défaite, l'équipe au gouvernement ne se montre pas trop déprimée, certains conseillers font valoir que ce projet « a permis de libérer les Argentins d'un tabou : l'omnipotence de l'appareil syndical péroniste ». Par ailleurs et loin de présenter un front unique, le syndicalisme argentin a montré, à cette occasion, une variété d'opinions et une pluralité d'opinions et une pluralité de courants auxquels il ne nous avait pas habitués. Un

Collection Fondation Jean Jaurès

Etats-Unis: Mondale bien placé, Hart toujours dans la course

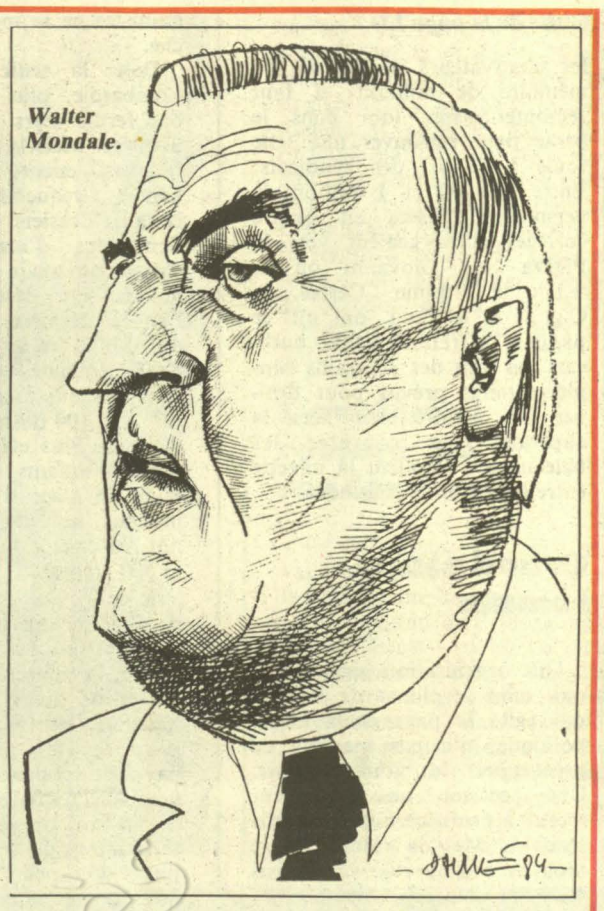
LA nette victoire remportée par Walter Mondale, mardi, dans les primaires de l'Etat de New York marque un tournant sans doute décisif dans la course à l'investiture du parti démocrate pour les élections présidentielles américaines de novembre prochain. Certes après la montée spectaculaire de Gary Hart à la fin du mois de février, l'ancien vice-président de Jimmy Carter avait déjà redressé sa situation et disposait d'une importante avance dans le nombre des délégués à la Convention de San Francisco. Mais la semaine dernière encore, Hart l'avait emporté dans le Connecticut où il est vrai, son ami, le sénateur Christopher Dodd avait mené une campagne active et efficace en sa faveur.

Mais les primaires à New York constituaient le test le plus attendu et le succès de Mondale y a été plus important encore que ne l'indiquaient les sondages. Preuve que Gary Hart, qui a sans doute entraîné une partie des jeunes, n'a réellement mordu ni sur l'électorat pauvre de Brooklyn, ni sur l'électorat démocrate noir qui s'est porté en majeure partie sur le révérend Jesse Jackson, ni sur l'électorat juif — qui dans une proportion, semble-t-il, des deux tiers — a préféré Mondale. Ce dernier point doit être souligné car l'importance numérique de l'électorat juif à New York peut avoir une influence sensible non seulement sur le choix du candidat démocrate mais aussi, en cas de lutte serrée, sur l'élection présidentielle elle-même. Il y a quelques années, aux primaires démocrates, les électeurs juifs avaient contribué au succès de Ted Kennedy sur



Gamma

Gary Hart.



Walter Mondale.

Jimmy Carter. Puis lors de l'élection de novembre 1980, ils s'étaient répartis massivement sur Ronald Reagan.

Dans l'entourage de celui-ci, où l'on a craint pendant quelques semaines que l'ascension de Gary Hart ne déclenche un mouvement d'opinion bouleversant des données classiques de la compétition entre républicains et démocrates, on feint d'être rassuré par la perspective de voir Mondale affronter le président sortant. Appréciation sans doute un peu rapide car s'il est vrai que Reagan conserve de puissants soutiens dans ce qu'on appelle « l'Amérique profonde », il a aussi des adversaires de plus en plus nombreux, en particulier dans l'électorat urbain de la côte Est. Il faut ajouter que si Mondale est maintenant bien placé pour porter la bannière démocrate, Hart n'a pas encore dit son dernier mot et il n'est pas impossible qu'il faille attendre la Convention de juillet pour être définitivement fixé sur le nom du candidat qui affrontera le président sortant. **A.V.**

vent nouveau traverse le monde syndical.

La fragile démocratie argentine a réalisé en trois mois beaucoup de progrès dans le domaine des libertés et de la culture. C'est pour cela que les critiques formulées par les évêques ont causé une certaine stupeur. Au moment même où Alfonsin dénonçait dans un discours « ceux qui nous agressent depuis l'étranger », la haute hiérarchie catholique a distillé quelques critiques au gouvernement. Objectifs visés : d'une part, la politique culturelle et la suppression de la censure (2) et, d'autre part, la politique « trop féministe » des radicaux.

Craquements en Uruguay

La réponse ne se fit pas attendre, et la Commission nationale d'enquête sur les disparus dénonça le silence de l'Eglise pendant les années passées. Pour l'instant, la polémique en est restée là, mais sans doute certains projets de loi concernant les droits des femmes vont relancer l'activisme épiscopal.

De l'autre côté du Rio de la Plata, on entend les craquements d'une vieille dictature. L'Urugay passe pour être le meilleure élève du Fond monétaire international dans le cône sud-américain. Peut-être. En attendant confirmation, quelques chiffres peuvent aider à voir plus clair. Chômage égal à 16 % de la population active. Hausse du coût de la vie (en 1983) : 50 %. Activité industrielle en diminution (- 15 %)... Le régime semble être à bout de souffle. Les mobilisations populaires en 1983 ont sérieusement posé le problème de la relève des militaires. Les formations politiques traditionnelles, Blancos et Colorados, préparent leurs forces pour la campagne électorale à venir. En effet, les militaires organisent un processus électoral qui devrait aboutir en novembre prochain. Ils essaient d'en conditionner le déroulement par de multiples tracasseries administratives ou par la proscription pure et simple d'un grand nombre de candidats potentiels, aussi bien dans les partis politiques traditionnels que dans les partis de gauche. C'est ainsi que le candidat du Parti national (Blanco), Wilson Ferreira Aldunate, se trouve aujourd'hui en exil. Par contre, les dirigeants du parti Colorado penchent pour un accord avec les militaires, ces derniers ayant besoin, pour crédibiliser leur plan, d'obtenir au moins l'appui d'une fraction de la classe politique.

Les libérations récentes de José-Luis Massera, dirigeant du Parti communiste, et du général Liber Seregni, leader de la gauche unie, ont redonné espoir à l'ensemble des forces de gauche. Les chefs militaires regardent avec appréhension les événements subis par leurs pairs argentins. Pour eux, il est franchement intolérable de répéter l'exemple argentin et de se retrouver, après les élections, en prison ou contraints de quitter la scène politique. L'épreuve de force a déjà commencé, et la junte des généraux joue maintenant contre la montre.

Le R.p.r. au secours de Pinochet

Après la journée de protestation nationale du 27 mars, six morts et des dizaines de blessés graves, Pinochet vient de se découvrir une nouvelle ennemie dans la personne du vice-consul de France à Santiago. En réalité, Pinochet n'a fait que suivre les conseils de la « délégation R.p.r. des Français à l'étranger » qui, quelques jours auparavant, avait publié un document accusant certains fonctionnaires du Quai d'Orsay d'aider « les éléments les plus radicaux et les plus violents des opposants aux régimes en place » (sic). Savourez toute la substance de la formule « régime en place ». Ça fait anodin, n'est-ce pas ?

Peut-être, en tout cas, le R.p.r. a donné à la dictature chilienne l'occasion d'attaquer la politique étrangère française. Déjà irrité par les déclarations critiques du gouvernement français, le dictateur en a profité une fois de plus pour agiter l'épouvantail de l'« ingérence étrangère ». A Santiago du Chili, Mme Yvonne Legrand, vice-consul et cible des attaques de la droite chilienne et française, a déclaré : « Faciliter le départ en France de dissidents menacés de mort est conforme à la politique d'accueil de notre pays. »

---

(1) *Montant des prêts : Venezuela, 100 millions, Mexique, 100 millions, Brésil, 50 millions, Colombie, 50 millions.*

(2) *Depuis des années existe en Argentine une commission d'Etat chagée de censurer tous les spectacles culturels (ciné, T.v., théâtre, etc.). C'était traditionnellement une chasse gardée de l'Eglise catholique. Le gouvernement démocratique a aboli toute censure.*

ITALIE: L'ART DE PLUMER "LA VOLAILLE SOCIAL-DEMOCRATE"?

Rarement les communistes ont fait preuve d'autant d'imagination pour s'opposer à une loi; rarement ils ont mis autant de moyens et d'hommes en oeuvre pour contrer un gouvernement. Est-ce parce qu'il est présidé par un socialiste ?

PAR MICHEL MATHIEU

(de notre correspondant, à Rome)

« NO BetiNo », titrait en gros caractères l'édition spéciale du « Paese Sera » (proche du P.c.i.) de samedi dernier. « Craxi, Cosi non va » répliquaient, en sous-titre, « la Repubblica » et « il Manifesto », synthétisant les déclarations de De Mita et de Spadolini. Les journaux du Nord comme le « Corriere della Sera » et « la Stampa » de Turin préféraient mettre l'accent sur l'approbation au forcing par le Sénat du décret présenté par le président du conseil.

Vendredi dernier, jour J - 1, le siège de la C.g.i.l. ressemblait à un p.c. de campagne : attribution des voitures radio, balisage du parcours des différents cortèges, détermination des aires de parking pour les autocars, « une organisation complexe que nous devons coordonner avec des moyens ordinaires, c'est-à-dire le téléphone et le télex, mais ce qui est extraordinaire, c'est que nous sommes en face d'un phénomène de participation capillaire qu'il ne nous avait pas été donné de voir depuis longtemps à l'intérieur du syndicat, me confiait un responsable de la C.g.i.l. communiste. Une mobilisation qui semble même surprendre les organisateurs. A Reggio Calabre, par exemple, en plus des cars mis à la disposition des manifestants, soixante-dix véhicules privés sont venus à Rome avec quatre personnes à bord. Pense que ces types ont fait 600 kilomètres pour venir manifester et que, pour chaque participant, on compte en moyenne une participation financière de quatre autres camarades qui financent le voyage à raison de 10 000 lires (50 francs) chacun ».

De toute évidence, la manifestation sera bien couverte : la presse est là au grand complet. Au niveau national, on a d'ailleurs prévu une retransmission en direct pour la conclusion sur la troisième chaîne. Pour immortaliser ce moment d'histoire, la C.g.i.l. a en outre commandité un film à des metteurs en scène de réputation internationale comme Bernardo Bertolucci, Gillo Pontecorvo, Ettore Scola ou Cesar Zavattini. Annoncée par les organisateurs comme une des plus imposantes manifestations que le pays ait jamais vues la manifestation contre l'application du décret sur l'abaissement de l'échelle mobile des salaires n'a pas déçu

(suite en page 14)

(suite de la page 13)

les observateurs politiques. De mémoire de militant, il faut remonter assez loin dans le passé pour retrouver une telle foule à l'appel des syndicats. Entre 700 000 et 1 million de personnes divisées en quatre cortèges convergeaient vers la Piazza San Giovanni où se tenait la tribune. Certes, la C.g.i.l. et le P.c.i. ont mis le paquet, affrétant 5 000 autocars, en plus des 36 trains supplémentaires prévus pour drainer les manifestants vers la capitale sans compter les bateaux qui faisaient la navette entre les îles et le continent.

Grand picnic romain

Une organisation gigantesque qui, dans le climat de tension qui agite le pays et la classe politique, n'a pas manqué de préoccuper le gouvernement. Une occasion que pouvaient mettre à profit certains éléments troubles. Mais la volonté de se montrer responsable était aussi forte du côté du gouvernement que des manifestants. Tout a donc été mis en œuvre pour éviter les « débordements ». « Nous avons organisé un service d'ordre à la française, me confiait un syndicaliste. Il n'y a pas d'inquiétude à avoir, l'histoire nous a appris qu'à l'occasion des grandes manifestations organisées par la classe ouvrière les provocateurs ne peuvent pas grand-chose, il y a trop de risques pour eux... » Le ministre de l'Intérieur n'a cependant rien voulu laisser au hasard. En collaboration avec le préfet de Rome et le responsable de la police, un imposant dispositif de sécurité a été mis en place, mais les manifestants ont voulu se montrer à la hauteur de la situation. A peine quelques incidents à signaler en fin de parcours par des groupes autonomes. Dans l'ensemble, le climat était à la fête. A midi, la ville donnait l'impression d'une espèce de grand picnic qui serpentait des hauteurs de la Villa Borghese jusqu'à Cinecitta, une distance d'environ douze kilomètres.

Au-delà des enjeux et des polémiques qui séparent le P.c.i. et le P.s.i., peut-on penser que la seule opposition au décret présentée par Craxi a suffi pour mobiliser autant de personnes ? A lire la presse, on serait tenté de croire qu'il s'agit d'un moment de cristallisation, mais que le fond de la motivation des manifestants réside dans l'inquiétude face à la crise. Le chômage fait des ravages et même l'économie émergée, qui a servi longtemps de soupape de sécurité et de justification à la droite, n'arrive plus à absorber les déséquilibres sociaux. La fameuse élasticité de l'économie italienne est en train de se rompre. Il est frappant de constater comment cette grande manifestation véhiculait des slogans aussi différents que le retrait des missiles de Comiso ou la protection des retraites et des salaires, alors que l'on parlait à peine de la protection de l'emploi.

Et pour cause ! Dans l'esprit de Craxi, du P.s.i. et de la majorité, la réduction de l'échelle mobile des salaires a pour objectif de réduire l'inflation, relancer la production et, par conséquent, limiter les dégâts en freinant le chômage. On peut dire, sans prendre trop de risques, que parmi les motivations des manifestants il y avait sans doute la peur de la perte du pouvoir d'achat, mais aussi et surtout, la peur de la misère tout court, et cette peur-là, les ouvriers l'avaient exprimée à travers les conseils d'usine bien avant que les communistes ne se mettent en marche.

Dans la seule province de Lombardie, plus de 200 usines ont fermé leurs portes l'année dernière. Mais la valse des chiffres est encore plus hallucinante, lorsque l'on compulse certains dossiers concernant les demandes d'emplois. C'est entrer de plain-pied dans le monde du désespoir. Ainsi, l'année dernière, la commune de Milan a reçu près de 5 000 demandes en réponse à un concours qui prévoyait l'ouverture de 100 postes de dactylographes. Plus effrayant encore, 4 800 postulants pour une centaine de place d'ouvriers communaux, le tout pour un salaire net d'environ 700 000 lires (3 500 francs).

Il ne s'agit pas de Naples ou de Palerme où le chômage est un mal endémique, mais de Milan, la capitale de l'industrie, le fer de lance de l'économie italienne, située dans l'une des provinces les plus riches du pays. Un tel panorama social ne peut que renforcer la sensation de malaise causée par la manifestation organisée il y a quinze jours. On peut manipuler des idées ou les hommes, mais pas les données économiques, qui, à leur tour, se transforment en réalité sociale. Mais la politique a ses exigences à défaut d'éthique, et il semble intolérable aux camarades communistes italiens de voir le pays gouverné par un président du conseil socialiste. Et puis les élections européennes sont pour bientôt, et chacun donne de la voix pour rameuter ses troupes en essayant d'embarquer quelques égarés au passage, le temps d'un scrutin.

Les slogans contre Craxi, d'ailleurs dans l'ensemble assez lourds, et l'entêtement à faire capoter le décret (qui, s'il redimensionne l'échelle mobile, présente des mesures compensatoires et de toute façon garantit les salaires les plus faibles) ne s'expliquent pas autrement. Rarement il nous a été en effet donné de voir les communistes faire preuve d'autant d'imagination pour s'opposer à une loi, n'hésitant pas à s'inspirer des recettes de l'obstructionnisme, mises au point par les radicaux. Selon la loi italienne, comme un décret doit être ratifié par la Chambre et le Sénat dans un délai de soixante jours, la formule consiste à utiliser au maximum le droit de parole pour retarder le plus possible le moment de passage au vote, de manière à sortir des délais impartis par la loi, auquel cas tout est à recommencer. Une nouvelle démonstration que, selon les dispositions législatives italiennes, il ne suffit pas d'avoir la majorité pour gouverner, mais il faut en plus le consensus tacite de l'opposition.

Sur le fil du rasoir

Dans ce jeu politique exécuté sur le fil du rasoir, jusqu'où peuvent aller les communistes, jusqu'où peut-on aller dans la surenchère ? En théorie, il n'y a pas de limites précises. Tout dépend essentiellement de la réponse des masses et de la cohésion de la majorité gouvernementale. Vraisemblablement, le P.c.i. n'entend pas prendre la responsabilité de consommer la fracture de l'unité syndicale ni même de provoquer une scission à l'intérieur de la C.g.i.l. Le discours prononcé par Luciano Lama samedi 24 insistait particulièrement sur les nécessités de l'unité syndicale. On peut imaginer que, après la démonstration de force répondant à l'acte « présidentiel » de Craxi, on ait de nouveau l'intention de s'asseoir à la table de négociation. Déjà, les dernières propositions de Lama ne remettent plus en cause la réduction des trois points de l'échelle mobile, mais sa durée d'application. Certains indices positifs en provenance du syndicat sont cependant contrebalancés par des remous inquiétants à l'intérieur de la majorité.

Spadolini et les républicains pensent que le moment est venu de marquer quelque distance vis-à-vis du leadership socialiste. Les motivations sont, là encore, essentiellement électorales. Dans un complexe majoritaire comprenant cinq partis, les petits partis doivent s'agiter en permanence pour ne pas risquer de s'étioler à l'ombre du parti guide de la majorité. C'était vrai quand la D.c. guidait le gouvernement, et c'est encore plus vrai aujourd'hui où le risque est d'être pris en sandwich entre la D.c. et le P.s.i. Pour d'autres raisons, Chiriaco de Mita a tenu lui aussi à émettre quelques réserves sur les méthodes de Craxi, moins sur le fond, majorité oblige, que sur la forme. « Je suis très préoccupé par les déchirures provoquées dans le monde syndical. Une démocratie moderne ne peut vivre sans un syndicat fort, alors pensez si on peut faire une politique des revenus avec un syndicat affaibli. » Et plus loin le président de la D.c. ajoute : « Actuellement, la politique d'assainissement est gérée avec des excès (...). La D.c. veut rediscuter le programme de gouvernement. »

Enrico Berlinguer observe ces mouvements à l'intérieur de la majorité avec attention avant de déplacer ses autres pièces. Un climat qui peut tenter le P.c.i. à pousser son avantage en essayant d'isoler Craxi. Après la manifestation géante, il était question d'organiser une grève générale. ●



Sygma

ISRAEL : LA DÉMOCRATIE ET SES OMBRES

L'extrême "subtilité" des joutes politiciennes tranche avec le drame ruineux et meurtrier subi par le peuple israélien, le Parti travailliste – bien placé dans les sondages – saura-t-il en tenir compte ?

PAR JEAN LIBERMAN

APRES une éclipse de sept ans, l'heure de l'alternative travailliste va-t-elle sonner en Israël ? Les représentants à Paris du Maarak, MM. Dunour de l'Avoda (le Parti travailliste) et Arié Jaffé (du Mapam, son petit allié qui obtenait deux ministères autrefois), ont en tout cas la mine et le verbe réjouis. Le 23 mars dernier, par 61 voix contre 58, le gouvernement Likoud de M. Itzhak Shamir était mis en minorité. La Knesset votait sa dissolution, et l'organisation, souhaitée par les travaillistes, d'élections législatives anticipées était avancée, sous la pression de ces derniers, au 23 juillet prochain... A l'origine, c'était pour novembre 1985. Contraint, pour la première fois dans l'histoire d'Israël, de retourner aux urnes contre sa volonté, ce gouvernement devenait un cabinet de transition, doté néanmoins des pleins pouvoirs.

A une voix près !

On sentait bien depuis le retrait soudain de Begin, âme véritable de ce gouvernement et l'un des derniers pères fondateurs du pays (ses « fans » ne le qualifiaient-ils pas de « Roi d'Israël » !), que l'équipe Shamir, dans l'impasse, avait du « plomb dans l'aile ». Face aux retombées amères des rêves sharoniens au Liban (voir « l'Unité » du 16 mars 1984) et aux rigueurs de l'austérité succédant brutalement aux largesses de M. Aridor, les vents — à savoir les sondages — avaient tourné... Au net avantage des travaillistes et même (plus surprenant) en faveur de l'arrêt des implantations dans les territoires occupés. Le coup de grâce allait être porté par la défection du petit parti sépharade Tami auquel s'adjoignaient les députés « libéraux » du Likoud, Berman et Zeigermann, éclipsé par Ben Porat.

Quand on constate, comme le fait Arié Jaffé (qui a le point de vue critique de l'aile gauche de la coalition sioniste du Maarak), que le nouveau cours du pays s'est joué à une voix près, on ne peut qu'être frappé par le contraste entre le côté quelque peu opérette des jeux politiciens de la Knesset et le drame, toujours meurtrier et ruineux, subi par le peuple israélien. N'y aurait-il pas alors

un inquiétant essoufflement de l'ensemble de la classe politique face à des enjeux capitaux ?

La « cuisine » parlementaire de la dissolution est, en tout cas, significative. Il n'est pas étonnant que ce soit le Tami qui ait été le détonateur du changement. Dirigé par le trop fameux Aaron Abouhatzira — ancien ministre et fils d'un vénéré tsadik (Sage religieux) marocain — mais publiquement mêlé, ainsi que ses seconds de listes, à des malversations financières, ce n'était certes pas pour des raisons purement idéologiques qu'ils s'étaient détachés du bloc du Parti national religieux. En politiciens avisés, ils avaient préféré devenir les défenseurs de ces larges couches sépharades défavorisées — sous-payées, mal logées et si appauvries en ces jours — dont le déplacement des voix du Likoud en 1977 et 1981 (ils en firent le succès) aux travaillistes aujourd'hui est la cause majeure du retour du balancier « à gauche ». Il était concrètement impossible au Tami d'acquiescer aux mesures draconiennes d'austérité de Cohen Orgaz — le nouvel argentier — qui ont porté la baisse du pouvoir d'achat des salariés en quelques mois à environ 15 %.

Mais voilà : le ralliement des trois voix du Tami à l'opposition ne lui en donnait que 59 au lieu des 61 nécessaires pour la chute de la majorité (la Knesset compte 120 élus). Les deux transfuges désirés existaient : c'étaient les « libéraux » Berman et Zeigermann (la coalition du Likoud est formée du Hérout — parti de Begin — et des libéraux). Et leur lâchage provenait de la dégradation et de l'hostilité des libéraux vis-à-vis de la politique économique désastreuse d'Aridor (du Hérout). C'est d'ailleurs cet affaiblissement du Likoud qui a permis le phénomène politique le plus nouveau : l'éclosion d'un nouveau parti libéral centriste, le Mahal (dit de « salut national »), crédité d'emblée de 23 % aux sondages, et dirigé par une personnalité d'envergure, le tumultueux général Ezer Weizmann, ex-chef de l'aviation, qui quitta le Hérout en désaccord avec la politique arabe trop intransigeante de Begin.

Le rôle charnière des religieux

Or, pour revenir à Berman et Zeigermann, soucieux de leur avenir politique, ils attendaient pour confirmer leur vote la création officielle du Mahal et surtout sa caution quand... patatrac !

En même temps qu'Ezer Weizmann annonçait que son nouveau parti recherchait l'alliance avec le Parti travailliste pour une autre politique, il refusait sur sa liste tous ceux qui avaient soutenu l'actuel gouvernement, responsable, disait-il, de la mort de 600 de nos soldats au Liban. Fin de l'imbroglio : Zeigermann, à son tour lâché, fut remplacé à la onzième heure par Ben Porat : les 61 voix étaient atteintes et... Begin n'avait même plus à se déranger.

Bref, cette majorité d'une voix recèle des changements autrement plus profonds, dont les conséquences sont d'importance. Ainsi un succès, même relatif, du parti de Weizmann, avec quelque 5 à 10 mandats, venant s'adjoindre à ceux des centristes du petit parti Shinouï d'Amnon Rubinstein, dans le cadre d'un succès travailliste, pourrait modifier une des données négatives essentielles du jeu politique israélien. Il pourrait, en effet, annuler le rôle charnière des partis religieux, plus ou moins annexionnistes, dont l'appoint a toujours été nécessaire aux coalitions parlementaires, de gauche ou de droite, pour l'obtention d'une majorité. De là leur influence de plus en plus démesurée, avec le Likoud au pouvoir, dans la vie civile israélienne, et le chantage à l'augmentation des fonds pour des écoles talmudiques que l'Agouda Israël continue actuellement d'exercer sur Shamir.

Au fond, dans une situation générale aussi détériorée, ces éléments — conflits au Likoud et en particulier l'apport éventuel du parti de Weizmann, acquis à une politique plus souple tant vis-à-vis du Liban, de l'Egypte que des Palestiniens, et plus ferme vis-à-vis des religieux, devraient permettre de mieux augurer de l'avenir. A une condition, cependant, encore peu assurée : un véritable succès travailliste. Or, le glorieux parti travailliste, qui a tenu 40 ans les rêves de l'Etat, a assuré trois alyah (des plus démunis), mené cinq guerres, a non seulement subi l'usure du pouvoir, mais il a accumulé contre lui surtout depuis 1967 bien des griefs, souvent justifiés. Son chef de file Shimon Pérès aura du mal à se défaire de son image de perdant. Question cruciale donc : les travaillistes, sans oublier que les courants y sont divers, ont-ils bien tiré la leçon de leurs erreurs et sont-ils en mesure de faire front aux options graves d'aujourd'hui ?

On peut s'inquiéter que, dans ce pays où le « 2e Israël » (celui des Sépharades : 60 % de la population) affirme avec une force croissante ses exigences égalitaires, la tête de liste du Parti travailliste soit demeurée à Shimon Pérès et non donnée à Navon. L'ex-président, qui « regrette la guerre du Liban » a eu le mérite historique d'ordonner une commission d'enquête après Sabra et Chatila. Celui-ci s'est résigné « le cœur lourd » à être le second du parti. Pérès lui a promis certes un « rôle central » mais, en refusant de choisir pour leader celui qui ralliait 56 % des voix aux sondages contre 36 % à Pérès, l'appareil travailliste a peut-être fait un cadeau à ses adversaires.

Question aussi décisive à l'heure de l'hypothèque libanaise après la victoire syrienne, quand continuent, avec la colonisation des territoires « administrés », les affrontements sanglants israélo-arabes et le terrorisme à l'intérieur, au moment enfin où l'O.l.p. d'Arafat pourrait s'orienter vers un règlement de caractère politique, des solutions nouvelles et réalistes seront-elles apportées à la question centrale palestinienne ? Il y va de l'avenir pacifique d'un pays obéré depuis trop longtemps par un budget militaire dévorant plus de 30 % de son revenu national.

Rassurant, Dunour déclare que les travaillistes ne renieront pas leurs principes. « Même si nous avons laissé faire des implantations qui se voulaient en général de sécurité, sauf pour le Goush Emonim, nous excluons tout « Grand Israël : nous ne voulons pas devenir une Afrique du Sud dans vingt ans ».

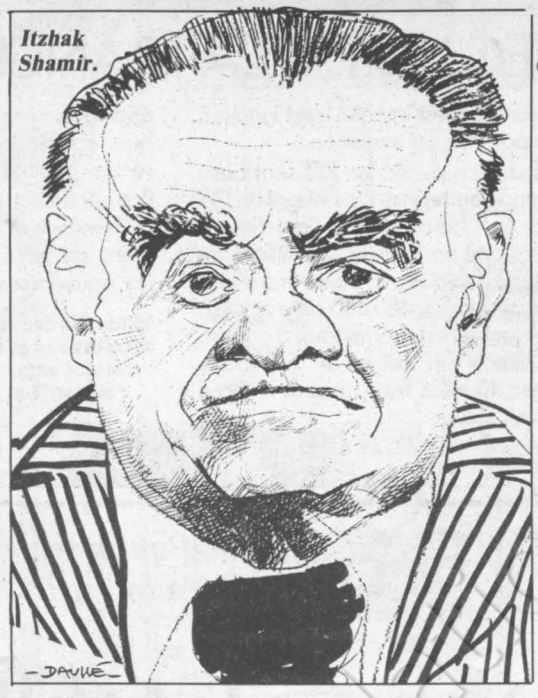
L'objectif est donc de parvenir à un compromis territorial avec Israël et ses voisins, et un grand Etat palestino-jordanien lui paraît plus favorable à une meilleure solution, tant pour les autochtones que pour la diaspora palestinienne.

On peut certes se demander si des négociations sur de telles bases sont jouables, et la réponse est en partie dans les mains de l'O.l.p. On est loin, en tout cas, du jusqu'au-boutisme à la Sharon. Certes, personne ne se hasarde encore aux pronostics électoraux. Mais le déclin du Likoud face à la force structurelle et à l'expérience institutionnelle des équipes professionnelles des travaillistes ne peut qu'inciter ceux-ci à l'optimisme quant à leur nécessaire alternative. Une chose est sûre : l'austérité restera au rendez-vous. ●



A.f.p.

Arrestation mouvementée d'un suspect après l'attentat de Jérusalem qui a fait une cinquantaine de blessés.



Itzhak Shamir.



Gamma

Vote pour la dissolution de la Knesset.



Sygma

Shimon Pérès, leader des travaillistes.



Gamma

Ariel Sharon.

L'austérité restera au rendez-vous

Ce qui importe au parti travailliste aujourd'hui, au-delà de la personnalité de l'interlocuteur — à condition qu'il reconnaisse l'Etat d'Israël — c'est de créer les conditions d'une négociation, non plus israélo-palestinienne, mais israélo-jordano-palestinienne. Car l'existence d'un Etat palestinien sur les territoires occupés est clairement exclue. Elle est synonyme à ses yeux de conflits



AVEC LES PTT LA FRANCE ENTREPREND.

Entreprendre c'est investir, c'est innover, c'est exporter, c'est travailler.

Grand service public, les PTT sont aussi une grande entreprise : un budget de 143 milliards en 83 (le premier budget d'investissement civil en France). 21 millions de lignes téléphoniques. 15 milliards d'objets transportés en 83. 480 000 agents. Déjà plusieurs milliers de terminaux d'ordinateurs. Bientôt un million de terminaux vidéotex. 40 villes françaises et 13 pays étrangers reliés par courrier électronique. 6 millions de foyers raccordés au réseau câblé d'ici 1991.

Entreprendre, pour les PTT, c'est lancer au bénéfice de tous de nouvelles techniques, de nouveaux produits, de nouveaux services.

Ministère des Postes, des Télécommunications et de la Télédiffusion délégué auprès du Ministre de l'industrie et de la recherche.

PTT le contact



NI GODILLOT NI INTELLO, SOCIALISTE MAIS PAS SUIVISTE

l'unité

Bulletin d'abonnement à retourner à l'administration de

l'unité

10, rue de Solférino 75007 PARIS

Je soussigné .....

.....

demeurant .....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :
et vous adresse la somme correspondante

* ***abonnement de six mois (180 F)*** ☐
* ***abonnement d'un an (270 F)*** ☐

☐ par chèque bancaire ☐ par chèque postal

☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.342.35.J.PARIS

Date Signature

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10, rue Solférino 75007 Paris. Tél. : 550.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédactrice en chef : Nicole Chaillot ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Jean-Pierre Bedei, Carlos Ferrari-Lopez, Denis Dangaix, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Stephen Gere, Frédérique de Gravelaine, Claude Jadoul, Paul Leduc, Françoise Loriol, Philippe Maquat, Pierre-Yves Poindron. Correspondants à l'étranger : Michel Mathieu (Rome), Jérôme Vaillant (Bonn). Secrétariat de rédaction : Mauricette Duchemin ; Révision : Nadine Berger. Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Daullé, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Secrétariat : Sylvie Champenois et Colette Tahir ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73. Administration : Barbara Broust-Picaud ; Coordination : Ofres 118, Champs-Elysées, 75008 Paris. Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité ; Directrice de la publication : Nicole Chaillot ; Cadet Photocomposition. 75009 Paris.



L'HISTOIRE PAR LA BANDE

Avec "Alix le Gaulois", la bande dessinée entre à la Sorbonne... et la rétrofiction refait surface après avoir été supplantée par le "space opera" et le western

PAR JEAN-LUC SALMON

JANVIER 1984, chapelle de la Sorbonne, le ministre de la Culture Jack Lang s'approche du micro, il va prononcer quelques paroles concernant l'histoire et ceux qui l'enseignent ; parmi eux, celui qui va être fait chevalier des Arts et des Lettres, Jacques Martin.

Pourtant, Jacques Martin n'est pas professeur à la Sorbonne, il fait partie de ceux qui enseignent l'histoire par la bande... dessinée, c'est le créateur d'Alix. La question ne se pose même plus aujourd'hui de savoir si la B.d. est ou non un bon moyen d'enseigner ou de distraire, depuis une vingtaine d'années elle est entrée dans notre culture ; par la petite porte d'abord, voire sous le manteau des écoliers coupables, aujourd'hui à la Sorbonne ou à Angoulême avec la considération et l'appui des professeurs, députés, maires et ministres et, bien sûr, de tous les médias.

Corps nus et ambiguïté sexuelle

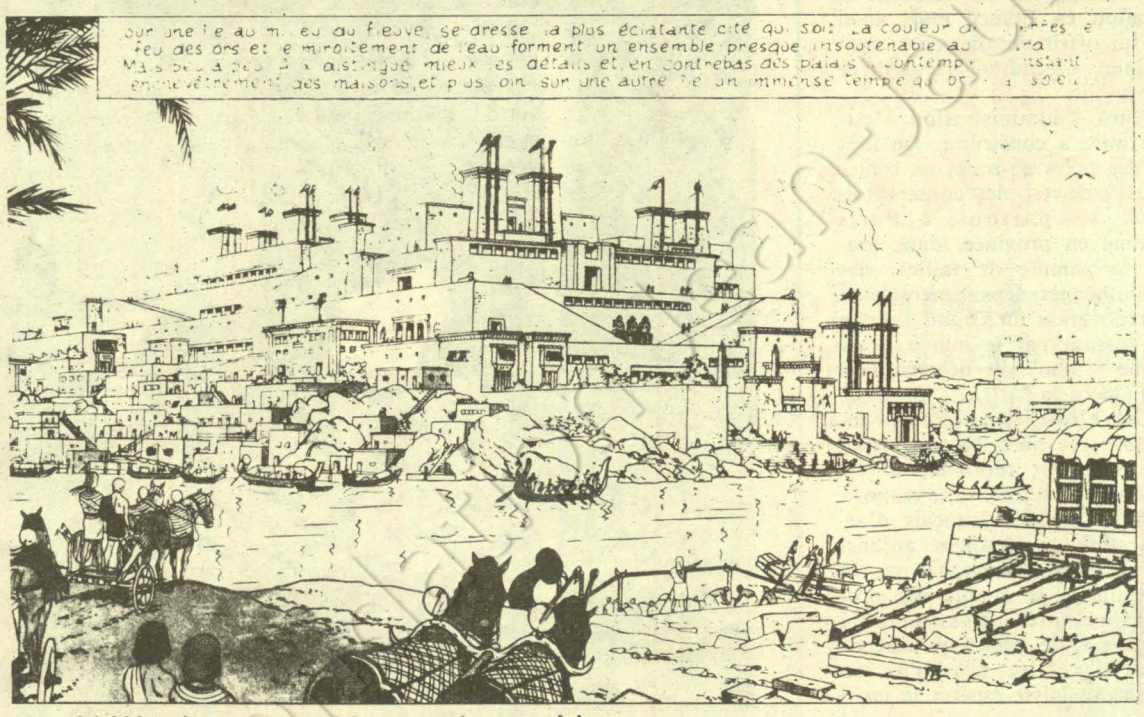
En ce qui concerne Jacques Martin, les motivations qui l'ont amené à faire vivre ses héros dans le passé viennent évidemment de son amour pour l'histoire à laquelle il fut directement mêlé à partir de 1942 (1), période dans laquelle il puisera par la suite bon nombre de sujets qu'il transposera pour sa deuxième série « Lefranc ». En ce qui concerne Alix, le choix de la période : Antiquité lui fut, dit-il, dictée par son impatience à présenter un projet au journal « Tintin », les deux autres projets ne verraient le jour que trente-cinq ans plus tard sous les plumes respectives de Jean Pleyers pour « Jhen » et d'André Julliard pour la série « Arno ».

Jacques Martin avoue avoir toujours été un esprit frondeur, et la période « Grèce antique » ne manque pas de prétextes à remettre en question le bien-fondé des institutions passées ou présentes, mais la vérité historique habite le dessinateur, et ce qui ne manque pas de l'irriter, c'est bien que la censure inhérente à la publication dans un journal pour jeune l'empêche de dessiner les corps nus, ou que les archéologues critiquent ses reconstitutions fictives d'après les ruines existantes.

Voilà, mélangez cet esprit frondeur avec une fascination pour le « Salambo » de Gustave Flaubert, les « Mémoires d'Hadrien » de Marguerite Yourcenar, la trilogie de Roger Peyrefitte sur « Alexandre le Grand », un amour évident pour le corps humain, les paysages de rêves, les constructions antiques ; et vous avez un monument de la B.d. qui s'appelle « Alix ». Ne nous y trompons pas, si le talent de Jacques Martin est indéniable, il ne cède pourtant jamais à la facilité.

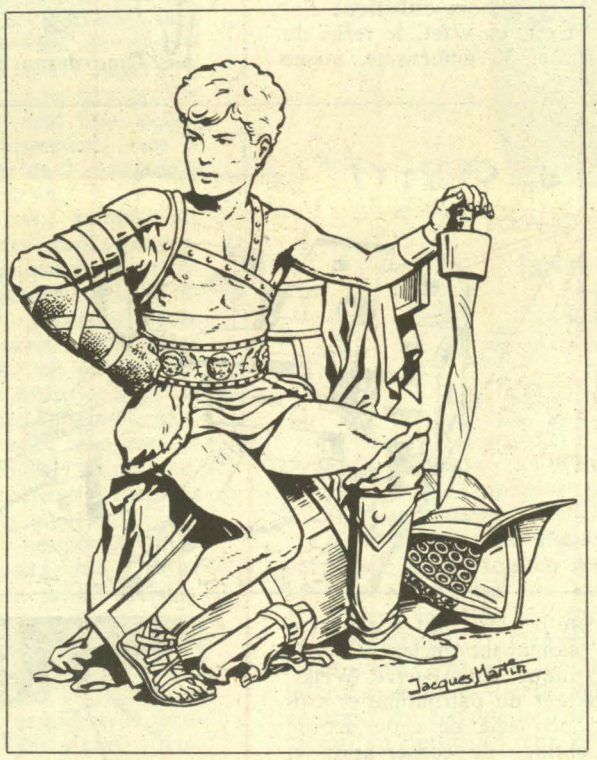


Alix, versions 1948, 1955, 1962 et 1976...



Une vérité historique et un souci documentaire exemplaires.







Jacques Martin.

D'une rigueur peu commune, il a entassé chez lui quelque trois mille volumes dans lesquels il puise sa documentation. Pas étonnant alors que les décors conçus par Martin soient parmi les plus riches de l'histoire de la B.d., pas étonnant non plus que les intrigues des scénarios, le caractère des personnages, bien qu'attachants, soient parfois ambigus, voire irritants.

Sans être experts, on peut imaginer que Jacques Martin, imprégné d'histoire antique depuis trente-sept ans, s'en soit consciemment ou inconsciemment servi pour régler un certain nombre de compte avec les autres, et probablement avec lui-même. Le ton même qu'il aborde dans « Avec Alix », l'excellent ouvrage qu'il vient de cosigner avec Thierry Groensteen aux éditions Casterman, semble bien aller dans ce sens : il n'est que voir le nombre d'anecdotes qu'il nous conte, narrant ses démêlés aussi bien avec la censure qu'avec les archéologues et autres hellénistes. La distance semble parfois lui manquer, il le dit lui-même : « Je n'ai pas voulu faire d'Alix un superman qui triomphe de toutes les situations. Il est faillible ; souvent, il se laisse prendre aux pièges qu'on lui tend et ne s'en tire que par la fuite ou grâce à une aide extérieure ; mais il a des qualités qui en font un personnage attachant et positif, il est tolérant, généreux, sensible. Finalement, avec ses qualités et ses défauts, Alix est le reflet de moi-même. »

Parmi les pièges dans lesquels Jacques Martin s'est laissé prendre, il en est un qui n'a cessé d'alimenter la critique, celui des rapports entre Enak et Alix. Jacques Martin pour la circonstance s'en tire par la fuite, voire par la contradiction. Dans « Avec Alix » il déclare : « Quand bien même ils auraient l'un pour l'autre certaines complicités, il reste qu'Alix et Enak s'aiment d'amitié, non pas d'amour. » Mais quelques pages plus loin, dans un chapitre qui parle de

(suite en page 18)

(suite de la page 17)

l'album « les Proies du volcan », page 133 : « Pour la première fois, Alix se montre véritablement amoureux, Enak en est conscient et il tente d'éloigner Malua craignant qu'elle ne le sépare de son compagnon. » Il s'agit même d'un double piège, d'ailleurs, parce que les traits et les formes de la fameuse Malua n'ont, seins mis à part, pas grand-chose de féminin. Il est curieux de constater combien Jacques martin, doué pour croquer les éphèbes, manque d'inspiration dès qu'il s'agit de coucher sur le papier femmes et jeunes filles, ce que savait en revanche merveilleusement faire son ami Paul Cuvellier, voir « Line et Corentin ».

Qu'importe, n'est-ce pas justement cette faillibilité qui rend attachants l'auteur et ses personnages et, par là même, les rend plus proches de la réalité historique qui nous est arbitrairement imposée par les historiens patentés ? Qui a dit que les romans étaient les plus fidèles témoins du passé ?

Une chose est certaine, Alix reflète bien à la fois l'évolution d'un créateur pendant trente-sept ans, mais aussi l'évolution de notre époque pendant cette même durée de temps qui voit peut à peu les dessinateurs et scénaristes se libérer des griffes de la censure.

Exit Hergé et Jijé

Les années soixante-dix avaient vu exploser la B.d. hergéenne à laquelle Jacques Martin avait d'ailleurs collaboré dans les studios du maître, de 1954 à 1972. Les Reiser, Gotlib et autres Brétécher faisaient leur entrée par la grande porte dans le monde de la B.d. entraînant dans leur sillage tout un tas de jeunes talents soucieux d'amener un public adulte à lire du Petit Mickey.

C'était aussi l'époque où Christin et Mézières créaient « Valérian » et lançaient la grande vogue du « space opera » français, dans lequel allaient s'illustrer Ribera et Godard avec « le Vagabond des limbes », Forest et Gillon avec « les Naufragés du temps » et, plus tard, Druillet et autres Bilal. C'était aussi l'époque où l'école triomphante de Jijé propulsait Gir et son « Blueberry », Blanc Dumont et son « Jonathan Cartland » aux avant-postes du western réaliste, alors que Graenhals, après avoir frôlé le sublime avec « Pom et Teddy », installait « Chevalier ardent ».

Les années 1980 en consacrant Jacques Martin et Alix ouvrent la porte à une nouvelle génération de dessinateurs tels que Juillard, Chaillet, Rouge, Bourgeon qui semblent avoir assimilé les deux écoles : Hergé, Jijé, mais qui trouvent leur inspiration dans ce même passé historique. Une autre école se dessine qui semble bien vouloir être une charnière entre le dessin et le roman. Dans cette lignée je mettrai volontiers Munoz, Sampayo, Comès, Beaudoin, mais aussi nous venant de Belgique par la plume de Saint-Luc (2) les Renards, Servais et autres Schuiten.

Là encore, le phénomène « rétrofiction » est omniprésent, mais il touche des périodes des plus proches allant du début du siècle à nos jours; nous en reparlerons. En conclusion : Exit Hergé et Jijé, bonjour monsieur Martin. ●

(1) Se référer au livre « Avec Alix », éditions Casterman.

(2) Ecole Saint-Luc à Bruxelles, célèbre école de dessin d'où sortent presque tous les « grands » de la B.d. belge.

ARCHITECTURE: LES BEAUTES DE L'ADMINISTRATION

Après tant de rendez-vous manqués, la construction publique est en train de gagner le pari de Jack Lang : faire que l'édifice culturel soit – magnifiquement – "l'alliance du contenu et du contenant"

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

LE livre, le théâtre, la musique, la danse... En doublant son budget, depuis 1981, le ministère de la Culture a commencé à se donner les moyens de relancer la création en France mais aussi de lui offrir des lieux où s'exprimer, s'étudier, rencontrer son public.

Ainsi l'administration s'est-elle mise à construire. De tout — des salles de rock, un centre pour archives, des conservatoires... — partout, à Paris comme en province, dans toutes la gamme de tailles, des bibliothèques départementales à la rénovation du Grand Louvre en passant par le musée de la Mode et une salle de répétition de l'Opéra de Paris...

Cet effort remarquable, intense parce qu'il faut rattraper un retard et répondre à des besoins pressants, une exposition à l'Institut français d'architecture en témoigne aujourd'hui. Impressionnante par la diversité et la qualité des projets présentés. Passionnante parce qu'elle décrit un état de l'architecture moderne en France et laisse espérer le meilleur.

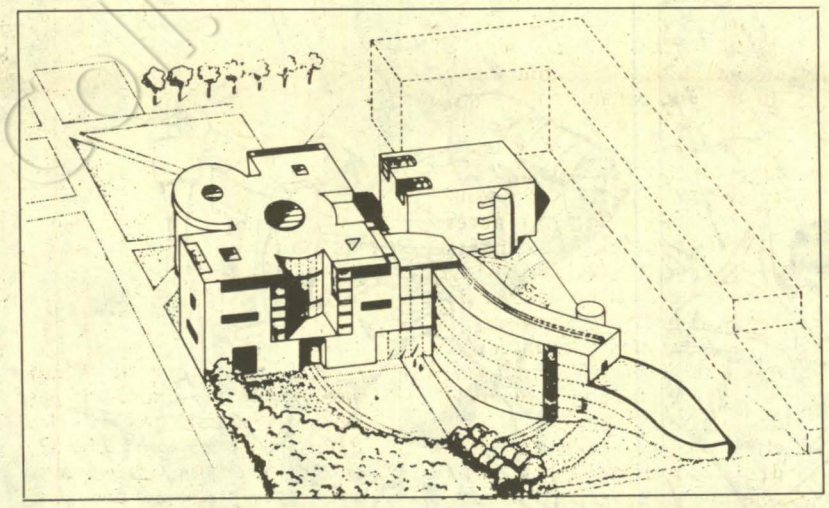
Le seul choix esthétique flagrant est, en effet, le refus du pastiche, du mimétisme, même lorsqu'il s'agit de reconvertir un monument ancien. Comme l'explique Jean-Pierre Weiss, directeur du patrimoine et artisan privilégié de cette action, « politique de conservation et politique de création ne peuvent pas être antagonistes » ; les pouvoirs publics se chargent, au contraire, de resserrer « le lien entre le passé et le présent ».

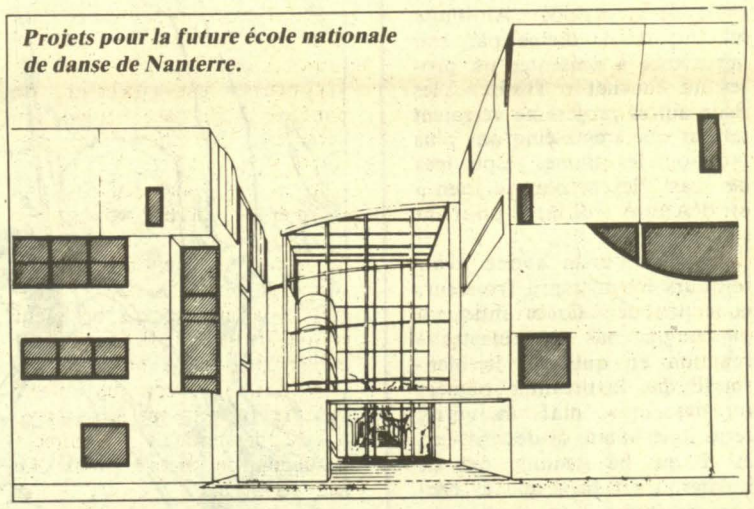
Second objectif : la qualité. « L'architecture est aussi un art et la création doit être à la fois dedans et dehors. » D'où la mise en place de procédures de consultation des architectes qui, si elles ne sont jamais parfaites, n'en tentent pas moins d'offrir les meilleures conditions possible. Jurys objectifs où la profession d'architecte est nota-



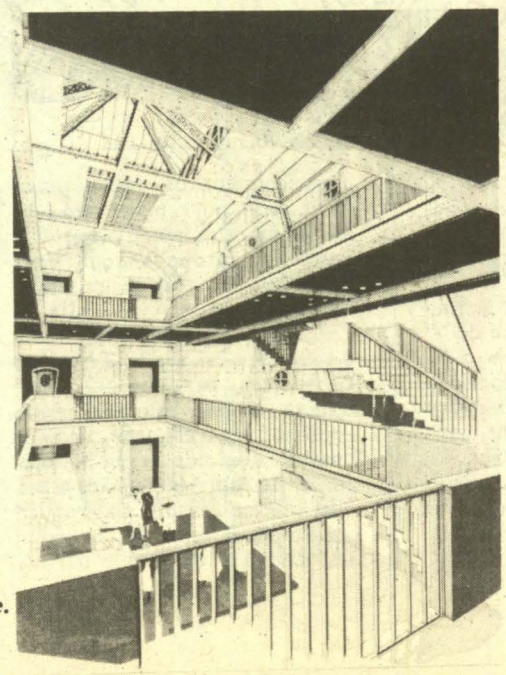
Jack Lang, devant la maquette du Grand Louvre.

Pascal Lebrun

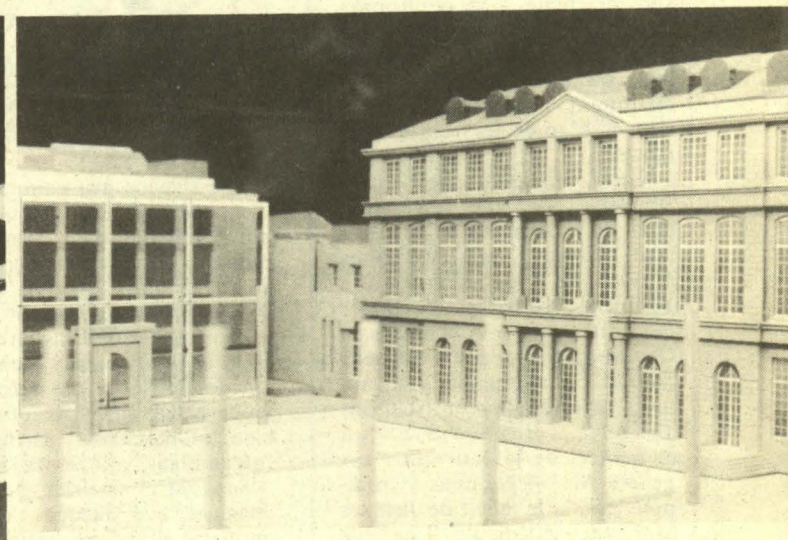




Projets pour la future école nationale de danse de Nanterre.



Pour le musée de la Mode.



Pour les Archives nationales.

blement représentée, et dont les décisions doivent être ouvertement expliquées, indemnisation correcte des candidats. Procédures exemplaires, dans la mesure où d'autres administrations se contentent de moins, mais aussi parce qu'elles ont permis à de jeunes équipes de participer et, souvent, de gagner.

Dans le travail exposé à l'I.f.a., tout ne mérite évidemment pas d'être remarqué, et certains lauréats déçoivent, comme pour le Conservatoire de musique de Lyon où les raisons du choix du jury ne sautent pas aux yeux. Mais pour d'autres, la réussite est du domaine de l'évidence. Une vertu bien rare et pourtant, rien de tel pour réconcilier le public avec l'architecture. Evidence, dans le sérieux avec lequel on a répondu à des programmes délicats, dans le plus grand respect des besoins exprimés. Evidence dans la simplicité : est-ce un hasard si la plupart des projets lauréats peuvent se dessiner, dans leurs lignes forces, en trois coups de crayon sur une nappe en papier ?

L'évidence, c'est la lumineuse beauté de la pyramide d'I.M. Pei qui prend sa place sans en rajouter dans la cour Napoléon du futur Grand Louvre. C'est aussi l'atmosphère à la fois clinquante et intime du Zénith, la salle de rock de La Villette...

C'est encore le choix de Stanislas Fiszer pour le Centre d'accueil et de recherche des archives nationales, dans le Marais, un des plus vieux quartiers de Paris. Fiszer a résolu les problèmes d'insertion en ouvrant un jardin public devant l'hôtel de Rohan : deux entrées latérales qui mettent en scène la façade et ses colonnades, un regard nouveau, une mise en valeur du site.

Le bâtiment des archives est morcelé dans sa conception même. Trois peaux d'épaisseurs différentes, l'une pour les lieux de travail, l'autre pour les salles de lecture, la troisième pour la recherche individuelle, des petits bureaux ouverts sur une verrière et son fin treillage en bronze qui laisse filtrer le regard et protège du soleil. D'où, côté jardin, cette façade transparente, parce que très profonde, « sans forme matérielle au premier plan ». Cet « objet sans limite précise », c'était, pour Fiszer, la seule façon d'affronter le rapport à l'architecture classique : « Je n'avais aucune chance de rivaliser avec sa qualité de construction et surtout son poids historique. »

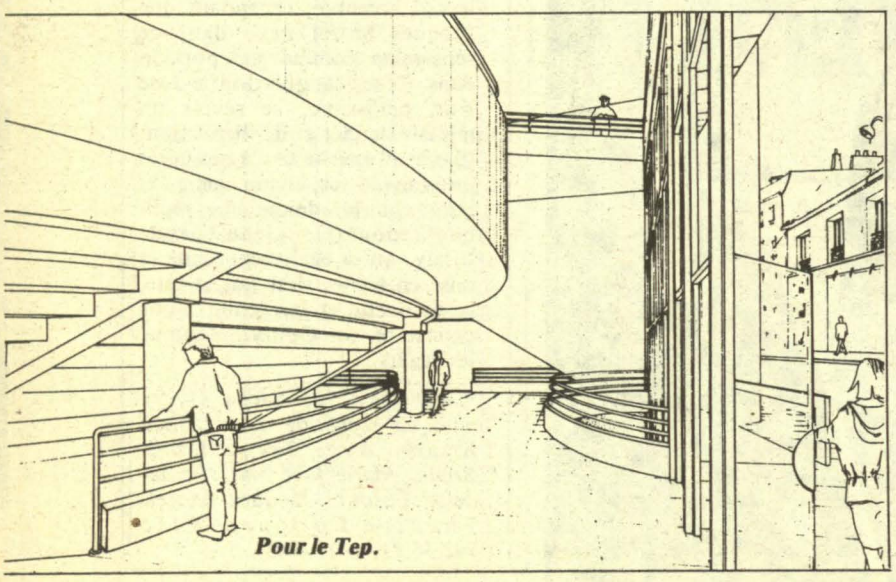
Evidence, encore, du Centre national des lettres et de la Maison des écrivains qui vont s'installer dans l'hôtel d'Avejan, rue de Verneuil à Paris. La jeune équipe qui a gagné le concours, Canal, propose un aménagement extrêmement fonctionnel, où le mobilier dessine l'espace, laissant l'architecture au second plan, mais préservant la peau des salons du XVII[e] et dégageant assez de place pour l'archivage. La force du projet, c'est son ouverture complète, au rez-de-chaussée, où sont regroupés tous les équipements publics, du « café littéraire » au jardin capable d'accueillir des lectures publiques.

Economie de moyens encore pour le Théâtre de l'Est parisien. Dans un environnement qui interdisait une architecture monumentale et prestigieuse — exiguïté du terrain, rue étroite, complexité des contraintes urbaines —, le projet de Valentin Fabre et de Jean Perrottet propose une organisation remarquablement fonctionnelle soucieuse de laisser le plus de liberté possible à la création. L'architecture s'est faite discrète, efficace lorsqu'elle ouvre le bâtiment sur la rue par un grand portique de béton qui permet de percevoir tous les niveaux de hall et de foyers, le dessin du dessous des gradins, invitation au théâtre.

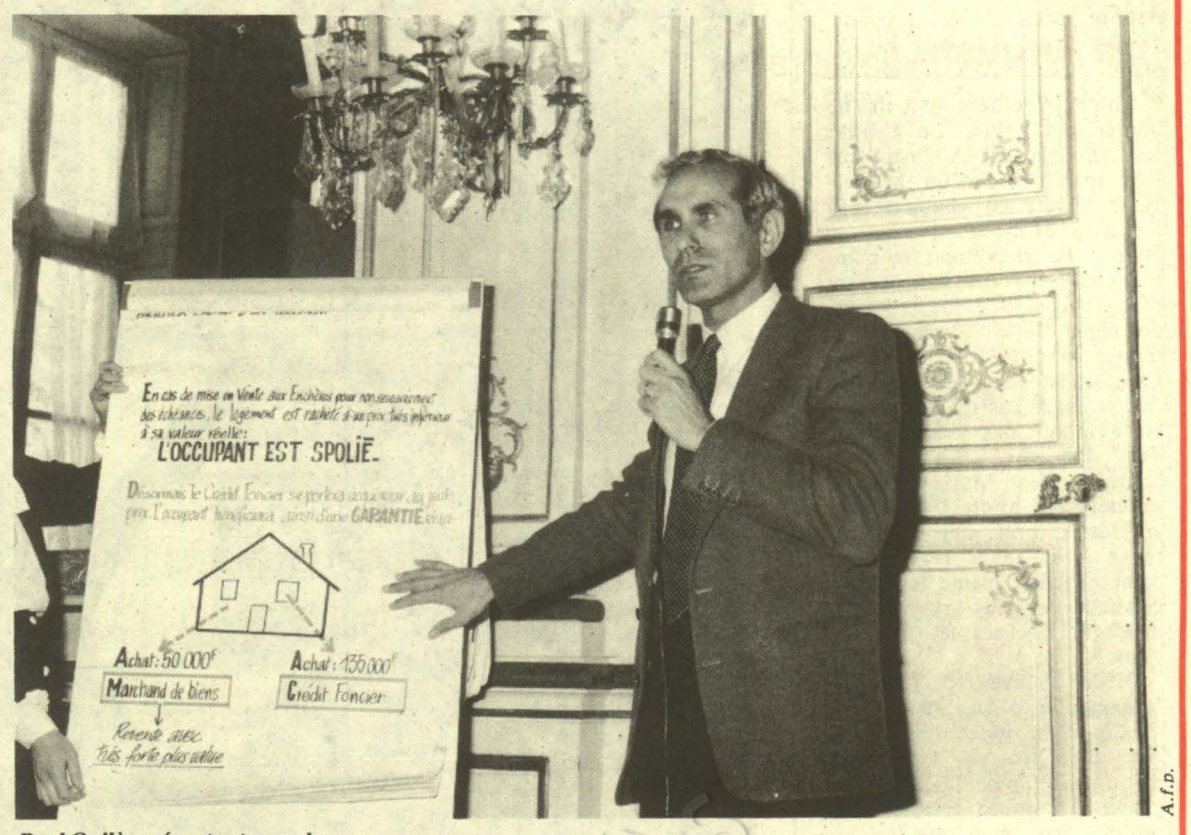
Evidence, enfin, pour l'école de danse de l'Opéra de Paris à Nanterre. Christian de Porzamparc a su y séparer nettement les trois fonctions qui doivent se réunir sous le même toit, l'internat, la danse, l'étude. Sa démarche a privilégié ce qui doit se passer à l'intérieur pour éviter un ensemble trop replié sur lui-même, une vie trop carcérale. Trois bâtiments, reliés par une verrière centrale qui donne au projet sa ligne de force. Dans la partie réservée à la danse, un grand noyau de lumière distribue les salles, offre des endroits de détente largement dimensionnés, avec vue sur le parc. Le bâtiment d'hébergement s'incurve pour permettre à toutes les chambres de regarder le jardin ; chaque enfant y aura son coin et sa fenêtre.

Généreuse dans ses ambitions, pure dans ses formes, l'architecture de Porzamparc s'impose tranquillement, parce qu'elle permet à la stabilité et au mouvement, à la rigueur et à la souplesse de coexister, parce qu'elle dynamise l'espace, parce qu'elle structure un environnement, entre Défense et grands ensembles, qui en avait bien besoin.

Pas de doute, cette école de danse sera merveilleuse. Elle illustre magnifiquement cette « alliance du contenu avec le contenant » qui, d'après Jack Lang, « fait le succès ou l'insuccès d'un équipement culturel ». Jamais une construction publique n'est indifférente, car toujours elle a pour mission de structurer un quartier, de conférer à l'espace urbain son caractère, une image qui perdure. Cette tâche, l'édifice culturel doit plus que d'autres la remplir, parce qu'il est lieu de rassemblement, d'échanges et parce qu'il doit assurer une concordance entre deux créateurs, l'architecte du bâtiment et son utilisateur. Il y a eu tant de rendez-vous manqués... L'évidence, c'est justement lorsque la rencontre s'opère. Elle a demandé à l'architecte beaucoup de travail, mais elle tient du miracle. ●



Pour le Tep.



A.f.p.

Paul Quilès présentant son plan.

BATIMENT: QUILES RETABLIT LA CONFIANCE

Le président de la République avait annoncé le 12 février dernier un "coup de fouet à la relance du bâtiment. Le voilà, sous la forme de dix mesures cohérentes

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

TROIS axes dessinent les lignes de force de cette politique : drainer l'épargne privée sur la pierre. Les sociétés immobilières d'investissements vont pouvoir faire appel à l'épargne publique, sans que les « porteurs de parts » soient assujettis à l'impôt sur les bénéfices. Et les compagnies d'assurances voient leurs possibilités d'investissements dans le locatif portées de 7 milliards à 10 milliards par an.

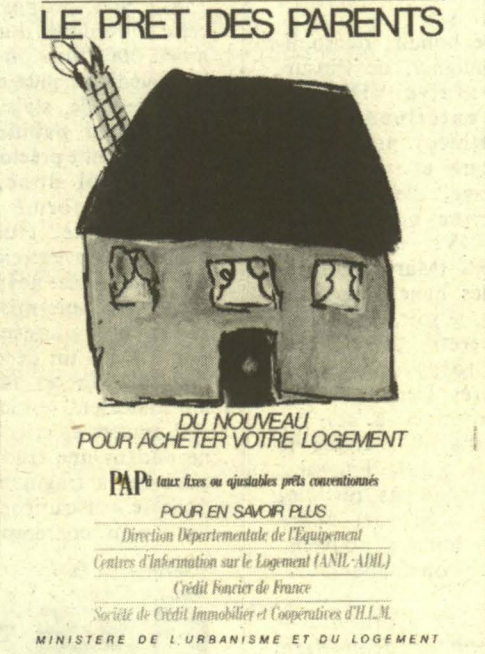
Deuxième cas : promouvoir le logement des classes moyennes. Les promoteurs, pour financer ces logements dits « intermédiaires », auront accès plus facilement aux prêts conventionnés, ce qui devrait entraîner une baisse de 2 % du prix de vente des appartements.

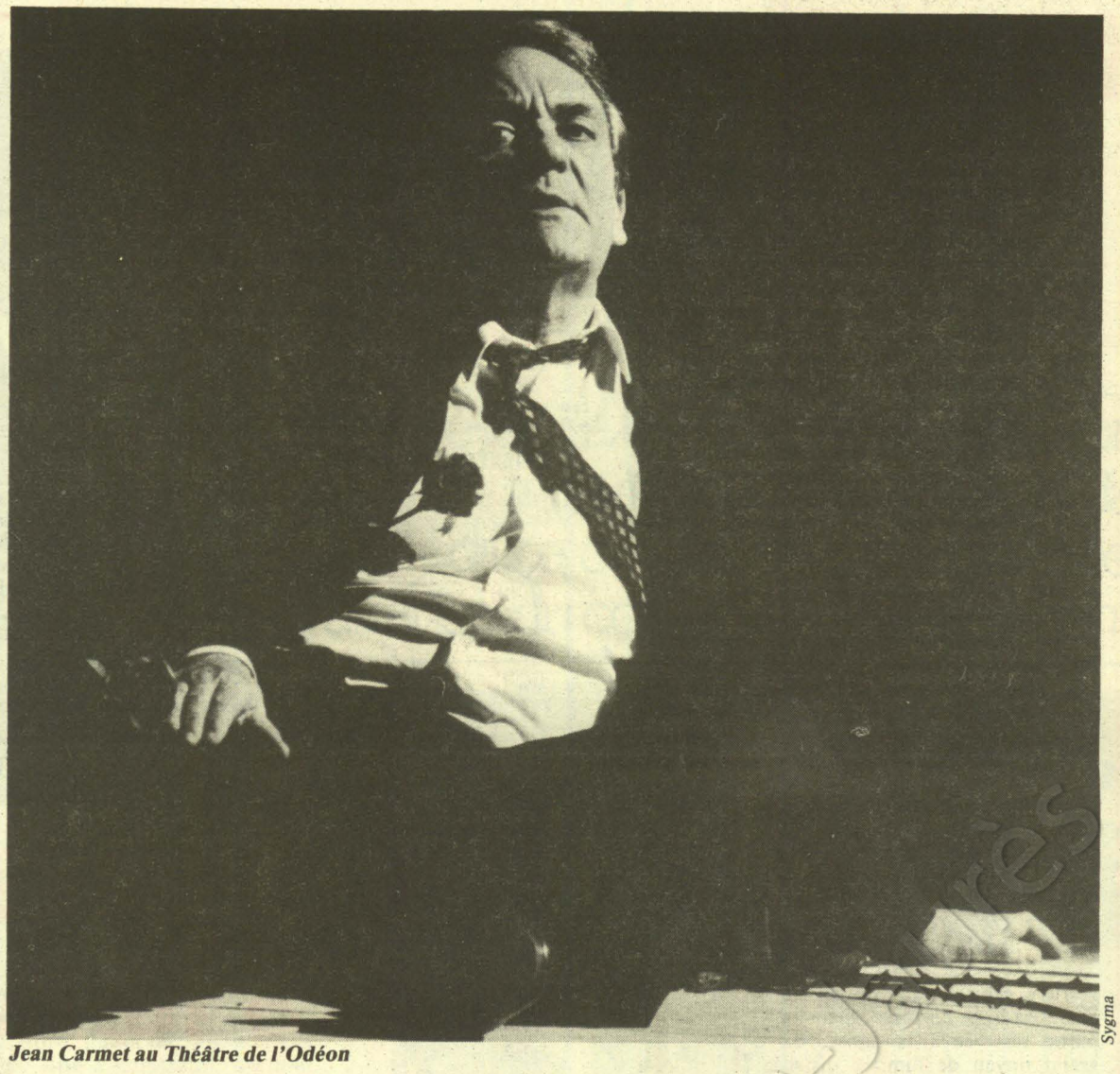
Troisième axe : relancer les transactions dans l'habitat ancien. Les acheteurs potentiels de logements neufs ont, en effet, souvent besoin de revendre un appartement pour constituer leur apport personnel. Les prêts conventionnés, qui intéressent les familles dont les revenus sont trop élevés pour avoir droit à des P.a.p. (prêts à l'accession à la propriété), voient leurs taux d'intérêt baisser à 12,5 % en moyenne et vont être plus facilement utilisables dans l'ancien (il faudra consacrer 33 % du prix d'achat à des travaux au lieu de 54 % précédemment).

Pour les familles plus modestes, le plan Quilès prévoit trois mesures : 10 000 P.l.a. (prêts locatifs aidés) supplémentaires vont être financés hors budget grâce aux livrets d'épargne populaire dont le plafond est relevé. Le projet location-accession, qui permet d'acheter sans apport personnel, va passer la semaine prochaine au Sénat après avoir été approuvé par l'Assemblée nationale. Et les P.a.p., dont les taux d'intérêt ont baissé quatre fois en deux ans, vont proposer des taux ajustables, variables en fonction de l'inflation. L'idée est de lutter contre les anticipations inflationnistes, et l'expérience pourrait être étendue en cas de succès, en particulier aux prêts conventionnés.

Ce plan avoue plusieurs objectifs : sauver 50 000 emplois dans le bâtiment, grâce à une relance de l'activité qui ne risque pas de compromettre la rigueur, puisque ce secteur est à la fois peu inflationniste et peu importateur. Mais, surtout, souligne le ministre de l'Urbanisme et du Logement, il s'agit de rétablir la confiance. Une confiance largement entamée depuis une dizaine d'années, mais dégradée avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, avec des mesures très mal ressenties par les investisseurs, comme l'impôt sur les grandes fortunes, la limitation des incitations fiscales ou la loi Quillot.

La chute de la construction, ces trois dernières années, a en effet été due pour l'essentiel aux investisseurs privés traditionnels. Et la meilleure chance du plan de relance est de rencontrer aujourd'hui leur approbation. Promoteurs et constructeurs ont très bien accueilli les mesures annoncées. Ce qui permet de bien augurer de l'avenir. D'autant qu'elles arrivent à point nommé : la dernière enquête de la Fnaim (Fédération des agents immobiliers) constate une reprise des transactions depuis novembre, surtout à Paris et dans la région parisienne. Puisqu'il paraît que le marché immobilier sort de sa léthargie, n'est-ce pas le moment idéal pour lui donner un coup de pouce ?





Jean Carmet au Théâtre de l'Odéon

Sygma

La vie d'artiste

PAR FABIAN GASTELLIER

vive à Cantorbéry, le 24 mars 1551. Son propos, à travers cette chronique d'amour et de mort, était bien plus proche de la tragédie la plus nue même si les effets de style du théâtre élisabéthain habillent le texte d'une certaine préciosité.

Pourquoi donc, dès lors, avoir transformé cette pièce âpre, violente, cruelle et sanglante en un exercice de comédie bouffonne noyée, qui plus est, sous une mise en scène obèse, peu adaptée à la situation ? Dans un décor de cirque à la Lola Montès, façon Ophuls, les comédiens gesticulent à tort et à travers et crient plus qu'ils ne parlent une traduction française qui a tragiquement « modernisé » l'ouvrage. Ce que l'œil peut contempler est souvent beau : superbes costumes de soie froissée dans la lignée de Mariano Fortuny, signés Miruna Boruzescu, neige, pluie d'or, brouillard..., mais ne sert nullement la noirceur de l'ouvrage qui y perd toute sa violence pour ne rien y gagner en répartie. Dommage pour Laurence Bourdil, Gérard Ismaël et Henri Virlogeux qui deviennent transparents à force d'être utilisés comme des marionnettes.

** « Arden de Faversham », texte anonyme du théâtre élisabéthain, adaptation française de Marie-France Ionesco et Lucian Pintilie, mise en scène de Lucian Pintilie. Avec Henri Virlogeux, Laurence Bourdil, Gérard Ismaël, Malik Bowens et Gérard Darrieu. Théâtre de la Ville : 274.22.77. Jusqu'au 24 avril — 20 h 45.*

Entrée des Auguste !

Rome, décidément, ils ne connaissent plus. Ce Cinna, cette Emilie, cet Auguste sortent tout droit d'un Mallet-Isaac ouvert au chapitre « la Fronde comme si vous y étiez ». Ils virevoltent et complotent dans un somptueux décor de palais et de colonnades signé Carlo Tommasi, qui mérite le coup d'œil. Y gagnent-ils en intensité comme ce fut, jadis, le cas du « Britannicus » monté par Gildas Bourdet ? Pas sûr... La mise en scène de Jean-Marie Villégier adoucit les angles, polit les contrastes, bref met une veilleuse à ce texte féroce qui compte quand même parmi les classiques les plus grands et les messages fascistes les plus sérieux.

Prenez les aveux de Livie sur la conduite d'Auguste-Octave, le César en place qu'Emilie, fille d'un proscrit, veut faire dégommer par le bras de Cinna. La douce épouse nous dit très clairement que les crimes d'antan ne sont plus imputables à celui qui est aujourd'hui miné par les rides, les ans et gagné par la sagesse. Pfuit, effacés ! Et Auguste s'en mêle expliquant la rudesse du trône, le pourquoi on y accède et le comment on s'y maintient envers et contre tous à commencer par lui-même puisque le pouvoir, vu de l'intérieur et, comme dirait Gainsbourg, c'est pas beau, même assez dégoûtant...

Beau discours ? De quoi mettre Amnesty International au chômage en vingt alexandrins. Plus la peine de flinguer les tyrans, suffit d'attendre l'heure de leur carte vermeille pour qu'ils soient automatiquement pardonnés... Las ! Lorsqu'on l'adopte, la dictature est en général un mode d'emploi que l'on conserve de 7 à 77 ans...

Au lieu de bondir, de souligner, de s'indigner, de s'insurger, Jean-Maire Villégier gomme et entérine. Emilie (Claude Mathieu) ne connaît guère la hargne et la haine de son personnage, elle n'est plus qu'une gamine boudeuse et entêtée du XVI[e] (arrondissement) ; Cinna (Marcel Bozonnet) roule des hanches comme chez Michou, le soir, en conspirateur d'opérette et Auguste (Michel Vitold) campe un grand-père très vieux con qui pourrait pardonner à ses petits-enfants d'avoir flanqué le poisson rouge par la fenêtre... Tout cela ne mène pas très loin, et Corneille n'en sort guère éclairé d'une lumière nouvelle. Une soirée que l'on oubliera.

** « Cinna », de Corneille — mise en scène de Jean-Marie Villégier. Avec Michel Vitold, Claude Mathieu, Marcel Bozonnet, Richard Fontana, Claude Winter. Comédie Française : 296.10.24 — 20 h 30 en alternance.*

Obèse et transparent à la fois

L'anonyme qui se cache depuis quatre siècles derrière « la Lamentable et Véridique histoire d'Arden de Faversham » n'a sans doute jamais pensé écrire un vaudeville boulevardesque en contant l'histoire — vraie — d'une criminelle acharnée, ancêtre de Lady Macbeth, qui assassina de sa main son riche commerçant de mari après s'être en vain assurée le concours de plusieurs tueurs à gages et qui finit brûlée

Carmet génial et bien seul

Un aveu tout d'abord : j'ai filé à l'entracte. Admirez l'honnêteté. J'aurais très bien pu ne pas le dire et y on aurait vu que du feu. Voilà : il est des soirs où trop c'est trop. Où l'on en vient à se demander ce qui se passe chez les créateurs que l'on a tant aimés — Planchon, par exemple — et qui font tous dans la mégalomanie galopante. Pourquoi Planchon s'est-il penché sur Ionesco ? Et, surtout, sur le Ionesco d'aujourd'hui, gâteux, réac, monotone et qui se plagie lui-même. Consciemment ? On ose l'espérer...

Pourquoi, en plus, enfermer ces confidences d'une vie déjà longue au sein d'un décor immense, obèse ; une métropolis angoissante qui écrase un texte bien plus fait pour la veillée autour du feu ? Allez savoir... Et tout cela, inutile et bavard, est bien dommage pour Jean Carmet qui s'est glissé dans la peau d'Eugène et compose un numéro splendide de funambule hébété. Quel comédien ! Et comme il est seul !

** Ionesco — Carmet — Planchon — Textes récents d'Eugène Ionesco, mise en scène par Roger Planchon. Théâtre de l'Odéon : 325.80.92. Jusqu'au 15 avril — 20 h 30.*

Un Guitry ça va, trois, bonjour les dégâts !

Dans la campagne pour le retour aux « vraies » valeurs (vous savez, la famille, le pape, le mystère de l'eucharistie et l'école dite libre), il semble que Sacha Guitry prenne une place de premier choix. D'abord une plaque à son nom sur la façade du théâtre Edouard-VII, bien reluisante, alors que Claudel n'a qu'une pauvre place que personne ne connaît, Montherlant un vague bout de quai et Labiche que dalle. Ensuite, une remise au goût du jour de ses textes, pièces, apparitions et autres palabres.

C'est ainsi qu'on peut voir à Paris en ce moment, et si l'on y tient vraiment, une chose sans allure aucune, totalement inodore, incolore et misogyne qui s'appelle « Désiré ». Une pièce, à ce qu'il paraît, qui ressemble surtout à un long monologue de l'auteur en admiration sur lui-même, son style, son image, etc. Mais avant le court spectacle, on se doit d'ingurgiter trois bons quarts d'heure de Guitry par Guitry. Une conférence poussiéreuse du maître sur ses illustres contemporains — Renoir, Rodin et quelques autres — épinglés tous comme il se doit d'un trait que l'on croit d'esprit. Au passage, on admirera la collection privée du monsieur, pas piquée des hannetons. Ah ! Le grand homme !

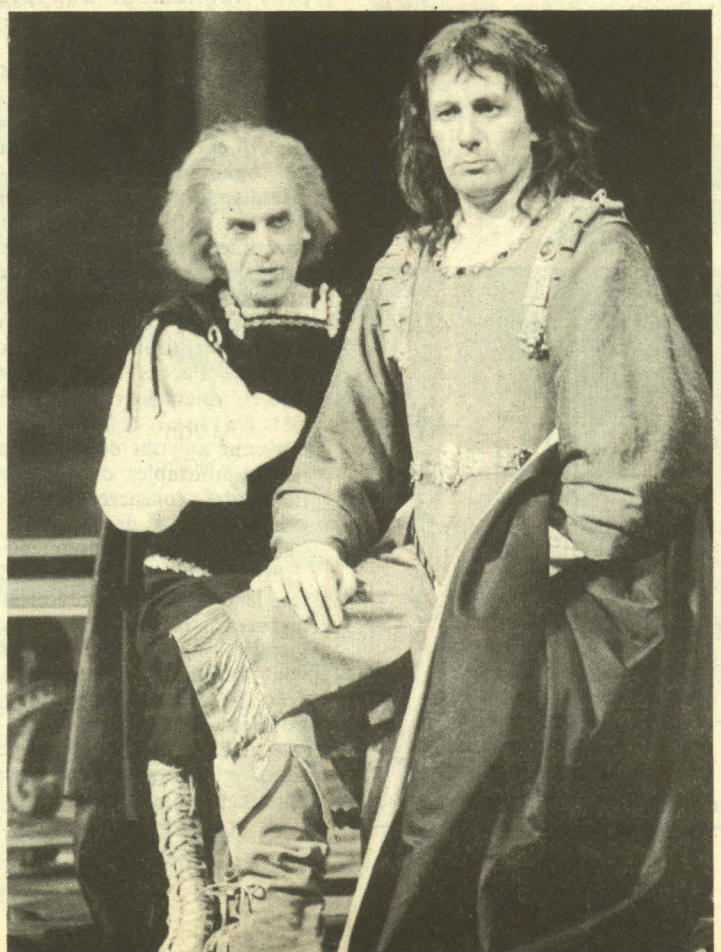
Mais revenons au théâtre. A « Désiré ». Aux mésaventures d'un valet de chambre et de sa patronne sur fond de cabinet ministériel en crise. Sur scène, dans un décor impossible dont « Au théâtre ce soir » rougirait de honte, Bernadette Lafont, en total mésemploi (ça existe, ça, un peu à côté du contre-emploi ?), essaie de faire l'Arletty du pauvre ; Christiane Muller, Fernand Guiot et Annie Savarin s'écrasent dans le Boulevard accentué, cependant que Jacques Morel nage dans ce répertoire comme un poisson dans l'eau et que Marie-José Nat, bellissime, se révèle un miracle de tact et de distinction. Elle a du mérite car à ses côtés un individu sec, tendu, amer, et grimaçant lui donne une réplique redoutable. Jean-Claude Brialy, qui a également signé la mise en scène, s'est fait la tête, la silhouette et la diction d'une caricature de Guitry. Bonjour les dégâts !

** « Désiré », de Sacha Guitry mise en scène de Jean-Claude Brialy. Avec Jean-Claude Brialy, Marie-José Nat, Bernadette Lafont, Jacques Morel. Théâtre Edouard-VII : 742.35.71 — 20 h 45.*

Marie-José Nat dans « Désiré »



Bernard



Michel Vitold et Marcel Bozonnet dans « Cinna »

transexel

est un groupement de Sociétés de Service, à la disposition des collectivités pour :

.la création

.la gestion

.l'organisation

.le développement de leurs réseaux de transport de voyageurs.

TOUR EUROPE - 92080 PARIS
LA DEFENSE CEDEX 07
TEL : **778.16.60** TELEX : 610579

Conditions spéciales aux discothèques de prêt

VENTE PAR CORRESPONDANCE DE DISQUES CLASSIQUES D'OCCASION PARFAIT ETAT

Demandez l'envoi gratuit de nos listes mensuelles

ISQUES NEUFS EN SOLDE

ACHAT A DOMICILE DE VOS DISQUES CLASSIQUES

EUPHONIE

B.P. 123 - 77003 MELUN CEDEX
Téléphone (6) 068.73.05

petites annonces

TARIFS

Trois lignes minimum, 28 signes par ligne, blancs compris.

	H.T.
Offres d'emploi	*30 F*
Demandes d'emploi	*20 F*
Immobilier	*25 F*
Divers	*25 F*

Ajouter 18,60 % de T.v.a.

OFFRES D'EMPLOI

Réf. 369. Urgent, municipalité de la région parisienne (80 000 habitants) recherche son responsable des études économiques (niveau attaché commercial). Il sera attaché hiérarchiquement au directeur de l'Aménagement et de l'Urbanisme et placé sous la responsabilité du maire ajoint délégué aux Affaires économiques et à l'Emploi.

Ce poste conviendrait à personne ayant formation économique (niveau licence) et connaissant bien l'économie d'entreprise et les questions d'urbanisme industriel.

S'adresser au journal qui transmettra.

Réf. 370. Organisme secteur social recherche secrétaire comptable.

Adresser curriculum vitae et prétentions au journal qui transmettra.

GROUPE Cdf

SOFIREM

Prise de participation dans SELCO

La SOFIREM, (Société Financière pour favoriser l'industrialisation des régions minières) a accordé un prêt de 500.000 F à la société anonyme SELCO (Société éloyséenne de confection) dont le siège social est à Saint-Eloy-les Mines (Puy-de-Dôme).

Cette société fabriquera des pantalons type « Jean's » à Saint-Eloy-les-Mines et cette activité permettra la création de 74 emplois d'ici 1986.

Darty : un esprit d'entreprise qui fait ses preuves.

DARTY

Sous le signe de l'expansion

Avec 72 magasins en France, et un chiffre d'affaires de près de 4 milliards en 83, Darty est la première entreprise de distribution en électroménager, Télévision, Hifi, Vidéo.

Dans les six dernières années, Darty a doublé sa surface de vente et pratiquement triplé son chiffre d'affaires. La raison de cette expansion se résume en 3 mots : le dynamisme, l'audace et une politique commerciale basée sur le respect du consommateur. Ainsi est né en 1972 le Contrat de Confiance Darty : un événement dans le monde de la consommation.

DARTY

La région : une décentralisation active

Le groupe Darty s'est implanté régionalement dès 1975. D'abord dans la région Rhône-Alpes, puis dans le Nord-Pas-de-Calais, en Alsace-Lorraine, Normandie, Provence-Méditerranée et consolidera ses implantations par une politique d'ouvertures régulières. Dans chacune de ces régions, Darty est représenté par une filiale, société anonyme ayant à sa tête un directeur général, chef d'entreprise au plein sens du terme. Celui-ci avec le concours de ses collaborateurs, définit ses objectifs propres et possède l'entière maîtrise de sa gestion. Le S.A.V. est également assuré par de petites sociétés elles-même filiales des sociétés régionales.

Cette structure permet de constituer des ensembles à l'échelle humaine où les responsables sont proches des réalités, proches des hommes et des femmes avec qui ils travaillent et surtout proches des consommateurs.

DARTY

Une politique sociale active

Une politique d'expansion, c'est aussi une politique dynamique. A ce titre, la politique de Darty est significative.

Par exemple, en l'espace de 5 années le groupe Darty a créé plus de 2000 emplois. Aujourd'hui les effectifs s'élèvent à plus de 5000 personnes (à titre indicatif, les effectifs de 1977 se situaient autour de 2440 emplois).

Parallèlement, Darty a matérialisé :

- la conclusion d'accords d'entreprise portant sur la réduction du temps de travail dès Janvier 1982 ;
- la signature de contrats de solidarité ;
- l'embauche de jeunes dans le cadre du Plan "Avenir Jeunes" (Darty manifeste en effet une grande confiance dans les capacités d'un effectif constitué d'un fort pourcentage d'éléments jeunes : 40 % des collaborateurs sont dans une tranche d'âge de 25 à 35 ans) ;
- la distribution gratuite d'actions aux salariés.

Anticipation constante sur les exigences du consommateur, rigueur de gestion, audace commerciale et responsabilisation des effectifs à tous les niveaux : on ne devient pas le 1er par hasard.

■ HAVAS CONSEIL

UN NOUVEAU REGARD SUR L'ASSURANCE

UAP

N°1 OBLIGE

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Un des plus grands emprunteurs de France

CNT

Finance les investissements des Télécommunications

3, rue de l'Arrivée, 75749 Paris Cedex 15 - Tél. : 538-52-27

Fondation Jean-Jaurès



Buster Keaton dans « Fiancés en folie ».

Au risque de vous déplaire

PAR FABIAN GASTELLIER

VENDREDI 6 AVRIL

Apostrophes, émission de Bernard Pivot. « Jeunesses » -20 h 35.

Afin de ne pas rater Georges-Emmanuel Clancier, l'auteur du « Pain noir », qui publie cette fois « l'Enfant double » chez Albin Michel ainsi qu'Annie Ernaux, dont le roman « la Place » (Gallimard), bouleversant récit d'un amour manqué entre un père et sa fille est à lire toutes affaires cessantes.

Ciné-club - Cycle Humour : « Fiancés en folie », de Buster Keaton - 23 h.

Comédie brillante et portrait aigu de la société américaine par le plus célèbre des princes sans rire...

F.r.3 Vendredi, magazine d'André Campana. Rencontre avec Lionel Jospin - 20 h 35.

Tête de liste du P.s. pour les élections européennes, Lionel Jospin inaugure une série de « Rencontres » consacrées au scrutin de juin prochain. Le vendredi 13, ce sera le tour de Simone Veil. Chacune de ces émissions sera accompagnée d'un sondage Sofrès sur le triple thème : le sentiment d'être européen, où en est l'Europe, et quelle Europe veulent les Français ?

SAMEDI 7 AVRIL

T.f.1 Julien Fontanes, magistrat : « Cousin Michel », scénario et dialogues de Jean Cosmos ; réalisation de Guy André Lefranc - 20 h 35.

Aventures sur le triste thème de la suspicion qui collera aux semelles de quiconque aura fréquenté la prison.

DIMANCHE 8 AVRIL

T.f.1 « Le Crime de l'Orient-Express », de Sidney Lumet - 20 h 35.

Le Gotha d'Hollywood, et d'ailleurs embarqué dans l'un des plus célèbres romans d'Agatha Christie. Ils sont venus, ils sont tous là, de Lauren Bacall à Vanessa Redgrave en passant par Albert Finney, Ingrid Bergman, Jacqueline Bisset, Sean Connery, Anthony Perkins, Michaël York, John Gielgud et Jean-Pierre Cassel. Quand les frissons sont en vison...

LUNDI 9 AVRIL

T.f.1 « Le Prince et la danseuse », de Laurence Olivier -20 h 35.

Fabuleux. La classe de Laurence Olivier, le charme de Marilyn Monroe pour un conte de fées délicieux. On en redemande.

A.2 Théâtre : « Pauline ou l'écume de la mer », de Gabriel Arout, mise en scène de Patrick Bureau - 20 h 35.

Ils sont trois à l'aimer mais elle n'est sensible, la garce, qu'à deux d'entre eux. Créée en 1948 par Pierre Fresnay et Alice Cocéa, cette curiosité se paie un lifting assuré par Marie Laforêt, Pierre Arditi et Bernard Fresson.

F.r.3 « Portier de nuit », de Liliana Cavani - 20 h 35.

Qu'on le veuille ou non, voici bien l'une des plus grandes illustrations de l'amour fou. De la passion destructrice, funeste ; du couple Eros et Thanatos revisités par le sado-masochisme. Noirissime, brûlant comme le feu, déprimant et souvent difficile à supporter, « Portier de nuit » n'est pas, comme certains ont pu le penser, une œuvre sur la nostalgie du nazisme, mais bien plus, comme l'écrivait Jean-Louis Bory, un effort cinématographique pour démontrer le mécanisme de la fascination nazie (...) là où la raison se révèle impuissante, où la logique s'évanouit, où la morale n'a rien à voir ; là où règne l'obscur, l'inconscient, l'inavoué et l'inavouable ». Une réflexion sur l'immobilité du temps, aussi, lorsque la mémoire est intacte et que l'on reprend les rôles de jadis, bourreau à sa place de bourreau et victime à sa place de victime. Une histoire d'amour « abyssal », disait encore Bory, admirablement interprétée par Charlotte Rampling et Dirk Bogarde. Encore une fois, comme pour « les Damnés » la semaine dernière, faudra avaler la V.f. Pauvres de nous.

MARDI 10 AVRIL

T.f.1 Edition spéciale, émission d'Anne Sinclair : « Le libéralisme en question », avec Valéry Giscard d'Estaing, 20 h 35.

Vagabondages, émission proposée par Monica Soro et Roger Gicquel - Spécial Claude Nougaro - 21 h 55.

A.2 « Hôtel des Amériques », d'André Téchiné -20 h 40.

Quand un solitaire un peu marginal rencontre une solitaire un peu fêlée. Un film raté, mais une Catherine Deneuve bouleversante. Alors rien que pour elle...

F.r.3 « Le Boucher », de Claude Chabrol - 20 h 35.

L'un des chefs-d'œuvre de Chabrol. La passion désespérée et morbide d'un boucher de petit village pour une institutrice. Jean Yanne absolument époustouflant dans son rôle de monstre à visage humain.

La vie en face, émission de Philippe Alfonsi et Patrick Pesnot : « De Moïse à Goldenberg » - 22 h 30.

A travers une balade rue des Rosiers, à Paris, une réflexion sur les modifications subies par ce quartier à majorité jadis ashkenaze et à présent sefarade.

MERCREDI 11 AVRIL

T.f.1 Histoire à la Une, série proposée par Gilbert Lauzun : « Vous dites une bombe atomique ? », 21 h 35.

A l'occasion du XXe anniversaire de la mort du général MacArthur, des documents sur la guerre du Pacifique, l'occupation du Japon et la guerre de Corée précéderont un débat sur l'armement atomique qu'animera Michel Cardoze.

F.r.3 « La Gourmande », téléfilm de Claude Alain Arnaud - réalisation de Jean-Claude Charnay - 22 h 05.

Près de Lille, une H.l.m. Une famille, père, mère et deux enfants. Une vie qui oscille tant bien que mal entre pénible et paisible jusqu'au jour où Louise, la mère, découvre l'univers des tableaux, de la peinture, de l'art... Avec Dominique Labourier.

JEUDI 12 AVRIL

T.f.1 Les jeunes loups du cinéma français, émission proposée par Mara Villiers et Gilles Gressard - 22 h 25.

Delon, Belmondo et les autres ont-ils atteint la limite au-delà de laquelle leur ticket n'est plus valable ? Toujours est-il que voici la relève : Gérard Lanvin, Bernard Giraudeau et Richard Berry. Moi, je veux bien mais parlez-moi aussi de Richard Bohringer et de Jean-François Balmer...

Musique au cœur, émission d'Eve Ruggieri avec Luciano Pavarotti - 21 h 30.

Bon, d'accord, il va falloir supporter le bavardage d'Eve. Mais Pavarotti mérite bien des sacrifices même si, côté style, ce n'est ni Björling, ni Bergonzi, ni Domingo.

F.r.3 Cinéma sans visa, émission de Jean Lacouture et Jean-Claude Guillebaud : « la Terre de nos ancêtres », film finlandais de Rauni Mollberg -20 h 35.

Un témoignage cinématographique sur la vie primitive des gens du Grand Nord, qui fut primé trois fois, à Berlin, Téhéran et Locarno.

L'Emission de la semaine : Musiclub, gala Leontyne Price, F.r.3, samedi 7 avril - 22 h 55.

Heureux Américains : Leontyne Price se produit encore régulièrement au Metropolitan Opera de New York, mais ne voyage plus guère. Et pourtant... Malgré les ans, malgré le poids d'une impressionnante carrière, la Price est encore la diva numéro un du répertoire verdien. Née à Laurel, dans le Mississippi, en 1927, elle commença dès son plus jeune âge à montrer des goûts peu communs pour la musique et le chant. Elève boursière de la Julliard School, elle fit ses débuts dans le rôle d'Alice dans « Falstaff ». Tout alla dès lors très vite dans la vie de Leontyne Price : une reprise de « Porgy and Bess » tout d'abord l'emmena à travers le monde entier, puis une « Tosca » en 1955 la révéla au large public américain à travers le petit écran. La suite est une succession d'instants uniques, une constellation magique : « Aïda » en 1958 à San Francisco (son rôle le plus marquant sans doute, avec la Leonore du « Trouvère »), l'invitation d'Herbert von Karajan à Vienne, « le Trouvère », « Madame Butterfly », « Don Giovanni » (dont elle fut, avec Karajan, une splendide Anna et avec Leinsdorf une étonnante Elvire) et « Turandot » au Metropolitan... Sensuelle, corsée, électrique, la voix de Leontyne Price est inoubliable. Tout comme sont inoubliables (et indispensables) ses interprétations de « Tosca » avec Karajan en 1964 (Decca), du « Trouvère » avec Zubin Mehta (R.c.a.), d'« Aïda » avec Solti (Decca) et du « Bal masqué » avec — hélas — Leinsdorf (R.c.a.) Les curieux et les entêtés prêts à la recherche la plus éprouvante peuvent également essayer de se procurer l'enregistrement pirate du « Don Giovanni » de Karajan, en 1960 à Salzbourg. Ce soir, sous la baguette de Seiji Ozawa, Leontyne Price interprétera Verdi, Puccini, Strauss et bien d'autres. Lyricophiles, à vos magnétoscopes.

(suite de la page 24)

que d'aller les contempler sous leurs cloches de verre astucieusement conçues et éclairées, les icônes, reliures, patènes et vases. De tout plein et creux, de la plus chétive cloison, ils sentiront s'élever, pour peu qu'ils soient patients, une mélodie aux couleurs si étranges et aux rythmes si subtils, d'ambiance pour tout dire si persillée, qu'ils ne s'étonneront guère d'apprendre l'influence énorme d'une culture aux modèles si contagieux. Un modèle idéal et politique qui, selon Guido Perocco, s'est étendu « des rives de l'Adriatique à la mer Noire, jusqu'à Kiev et Novgorod en Russie ».

Cohorte hiérarchisée et ascétique

L'ascétisme de Byzance, marqué dans la maigreur des figures aux pupilles dilatées sur un monde intérieur, se trouve tempéré par la constellation féérique de tonalités mates et éclatantes, qui s'insèrent dans des formes aux exactes proportions. D'où la part d'envoûtement de physionomies énigmatiques, calmes et réservées, postées aux créneaux printaniers d'un espace intemporel.

La cohorte hiérarchisée des saints barbus flanqués d'empereurs tout aussi sacrés, d'archanges imberbes aussi, divulgue une gestuelle organiquement liée au dogme inspirateur. Elle s'en oublie que mieux dans l'élan même du processus artistique. Autrement dit, si le mythe du sang glorifié des martyrs chrétiens perd de sa force et si, par extension, le message biblique diminue de hauteur dans la toile d'araignée des filigranes et le réseau à gros noyaux des gemmes; l'expressivité générale, elle, grandit de l'exaltation tout humaniste d'artistes qui, au couchant de l'empire, semblent annoncer la si fertile Renaissance toscane.

Placé sous la vigilance du public et de la procurature de Venise, le trésor de Saint-Marc recèle encore tant de secrets que la traque des érudits — le très beau catalogue, ses passionnantes enquêtes en font foi — a encore pas mal d'avenir. Les interprétations sont, bien sûr, multiples, qui autorisent à l'aborder, pareil à une île mystérieuse. Exception faite des monarques ensablés dans la crise iconoclaste (substitution d'ornements d'oiseaux et d'arbres, de trophées et de statues au culte des images du cosmos liturgique de 726 à 843), l'orthodoxie byzantine des conciles triomphe jusqu'à la chute de Constantinople devant le conquérant ottoman.

On s'attachera encore à la vision antilyrique du symbolisme byzantin en comparant, pour le plaisir, deux objets exceptionnels. D'abord, le calice godronné au nom de l'empereur romain, une sardoine galbée antique, couronnée par une filiale monture du Xe siècle ; ensuite le calice de serpentine à anses de guépards, qui le fait ressembler, sur son pied vénitien ajouré, à un robuste et sensuel mortier. La plupart des prouesses de métier se lisent dans ces chefs-d'œuvre où les époques se légitiment mutuellement pour célébrer, au-delà du prestige personnel d'autocrates amateurs d'art, la beauté créatrice, plus singulière que la durée même du corpus dogmatique. ●

Le Trésor de Saint-Marc, de Venise. Grand-Palais, avenue du Général-Eisenhower (261.54.10). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi jusqu'à 22 h. Entrée 16 F ; gratuite le 21 mai. Jusqu'au 25 juin.

MAIS C'EST BYZANCE !

PAR LUCIEN CURZI

UN massif de quarante-cinq objets sortis des ateliers d'orfèvres, lorsque Byzance, « Nouvelle Rome » (330-1453), était une sorte de Mecque de l'apparat et du merveilleux, a été pour la première fois, grâce aux libéralités de la firme Olivetti, éloigné de la basilique Saint-Marc, de Venise, où il est jalousement protégé, admiré et étudié.

Or, le paradoxe a voulu que ces joyaux, précédés à Paris par les fringants chevaux de cuivre qui avaient orné, pendant longtemps, le fronton de la basilique, sont ce qui subsiste, en gros, d'épisodes pleins de vicissitudes. Résumons-les : incendie, en 1231, dans la chambre de bois du trésor, duquel sont épargnés à grand-peine quelques reliquaires ; besoins en liquidités de l'armée d'Italie, qui décide Bonaparte, en 1797, à faire fondre un lot d'objets d'art du trésor, au total pour 535 kilos d'or et d'argent ; ventes de pierreries et de perles sous le protectorat autrichien, en 1814 et 1819, afin de financer des travaux urgents de réhabilitation de l'édifice.

N'empêche que put être sauvé le fameux retable, morceau majeur qui n'a pu, trop fragile, faire le voyage. La Pala d'Oro (3,15 mètres sur 2,10 mètres) est un devant d'autel aux riches émaux cloisonnés — vénitiens pour l'essentiel —, qui associe, selon l'historien Sergio Bettini, en une architecture complexe, peinture et sculpture byzantines en leur culminante finesse sous la dynastie des Comnènes, à des restaurations de style gothique moins élaborées d'origine vénitienne. Car les artisans de la cité dogale et républicaine s'étaient efforcés de tout assimiler des maîtres byzantins, lorsque Constantinople comptait, avant le pillage, un millier d'actifs ateliers d'orfèvres.

De pierre et de métal

Faute, donc, de ce somptueux ouvrage, véritable répertoire évangéliste ordonné à



Calice de Théophylacte ou des Patriarches : sardoine, argent doré, émail sur or, perles et pierres (X^e siècle).

Provenant du sac de Constantinople (1204) et rescapé de multiples rapines, le Trésor de Saint-Marc qui n'avait pas quitté Venise depuis la quatrième croisade est en France. Ne le manquez pas !

de pièces, la coupe ou tasse en sardoine pesant 2,380 kilos, dont l'âge serait celui de l'antiquité classique, et l'aiguière à panse belle et anse zoomorphe, tigre ou lion du VII^e siècle byzantin, reliée à une inspiration perse sassanide.

En fait, ce testament, lesté de somptuosité altière, poserait plus de questions qu'il n'en résout. Car l'identité de ces œuvres d'un luxe inouï est loin d'être dessinée avec certitude. Où l'on sait dès lors très bien que Byzance a joué un rôle unificateur d'apogées artistiques régionales. Où l'on note aussi combien les doges, légataires d'un savoir à l'égard de quoi ils éprouvent une rédhibitoire dette, firent preuve de liberté, qui ont ajouté à la morphologie des éléments du trésor, voire s'en sont appropriés la fonction originelle pour en actualiser le sens.

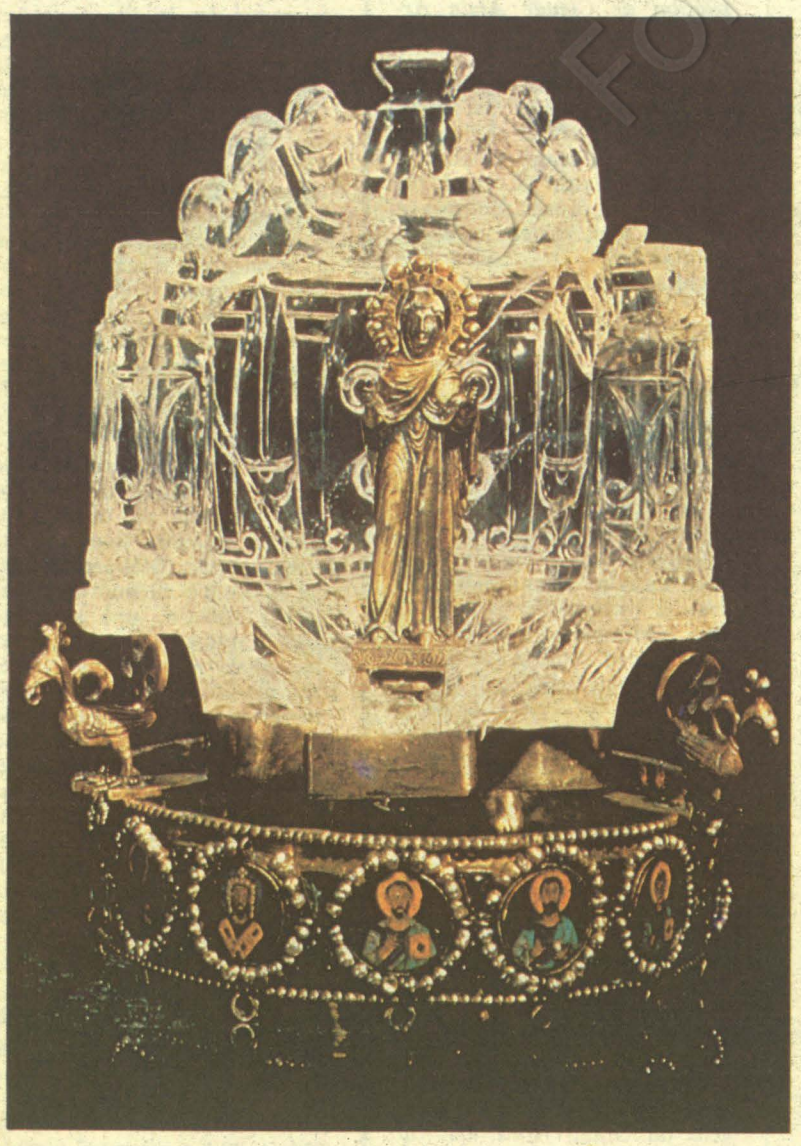
Des œuvres nous contemplent

Bel exemple de remontage, en effet, que cette troublante coupe lobée en verre, donnée, assure la tradition, par le chah, en 1472, à la Signoria (Venise) : l'artiste islamique (iranien ?) a patiemment rogné à la roue la matière pour laisser en relief un motif de lièvre qui se répète, tandis qu'une noble monture intérieure réchauffe de son or la surface turquoise protégée de plaques émaillées serties de pierres, elles, byzantines.

Comme quoi, tout pedigree est au débouché d'un métissage de formules esthétiques divergentes. Et ce sont des oppositions que naissent des harmoniques, où le sobre et l'opulent, l'économe et le maniéré, le doux et l'épicé alternent et se croisent, de quoi sourd un charme inoubliable.

Ceux qui ont eu le bonheur, à Ravennes, de voir les scènes mosaïques des sanctuaires or et vert à San Appolinare Nuovo (VI^e s.), les effigies célestes bleu, or, et rouge du mausolée de Galla Placidia ont une idée de la fraîcheur des aplats colorés, facture où se signale en son plus dense l'art de Byzance, sont à même d'imaginer, avant

(suite en page 23)



« Grotte de la Vierge » : cristal (IV^e-V^e siècle) ; couronne de Léon VI (fin IX^e siècle) ; statuette (XIII^e siècle).

l'occidentale, le climat d'une éclatante culture byzantine héritière des foyers proche-orientaux antérieurs vibre dans ce jardin exubérant, de tous ses feux. Et ce n'est pas sans émotion que l'on mesure la mobilité toute festive d'un seau de verre bleu pourpre provenant (est-ce sûr ?) de l'Alexandrie du IV^e siècle, gravé de scènes bien ancrées dans notre mythologie : Ariane, sur un côté, offre une coupe à Dionysos ; un pâtre et un satyre, sur l'autre, poursuivent des filles sur fond de semis de grappes de raisin et de vrilles de vigne.

Manifestement, le trésor de Saint-Marc est un héritage sans équivalent, dont l'or et les pierreries traversent les siècles sans trop de blessures, alors qu'il n'en est pas de même des soieries et damas princiers, sinon du mobilier palatial et conventuel. Aussi, abondent, relativement, les pièces en cristal de roche. Voici telle lampe du IV^e siècle — amorce de Byzance — aux animaux marins transparents taillés dans un bloc par un lapidaire virtuose, lampe qui contraste par la technique, comme par la pureté des décors, avec une aiguière au nom d'un calife et une burette aux béliers d'origine cairote.

La sardoine, à la lumière, diffuse un registre de teintes flammée et électrique ; comme l'agate opaque, ocellée de taches bleues et fauves, ce sont des matériaux très prisés. En général, ils se travaillent dans la masse. Citons, parmi une suite



Buste de saint Michel : argent doré, émail, pierres semi-précieuses, perles et verre (X^e siècle).

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325